COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N°309 | AVRIL 2021 | 3 €

- THÉÂTRES OCCUPÉS
- TCHERNOBYL LA CATASTROPHE
- TUNISIE, MAROC, SÉNÉGAL

"des luttes du passé"

"surgiront les victoires du futur"

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des évènements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'évènements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Caen

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de juin aura lieu à LImoges

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

¤ 10 numéros + hors séries	30 euros
¤ Tarifs réduits (pour les fauchés)	18 euros
¤ En soutien	+ de 30 euros
¤ A l'essai (3 numéros)	5 euros
¤ Un numéros sur demande	GRATUIT

Abonnemt à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, BP 81213 - 51058 Reims cedex

Ou payer par internet sur notre site

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRENNEES
OCL c/o canal sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403
62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@Orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison de l'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.fr
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

EDITO ►PAGE 3

SOCIAL ET MOUVEMENTS
►PAGES 4/5 Théâtres occupés : union des précaires en lutte + rouvrir les théâtres en lutte ne suffira pas.
►PAGE 6 Marche des solidarités + tract affiche du 20 marsdu 20 mars
►PAGE 7 Chasse aux migrants (pays basque)
►PAGES 9/8 Amiante (texte+ historique)
►PAGES 10/11 Squat Lyon (2°partie)
►PAGES 12/13 8 mars + UCL

CONTRÔLE SOCIAL ET RÉPRESSIONS
►PAGES 14/15 Big Brother

DÉBATS...ET...RÉFLEXIONS
►PAGES 16/17 Etatisme et complotisme les frères ennemis ?
►PAGES 18/19 Le Macronisme est-il un fascisme ?

NOTRE MÉMOIRE
►PAGES 20/21 La Commune et ses vies ultérieures

NUCLÉAIRE
►PAGES 22/23/24 Tchernobyl la catastrophe

LECTURE
►PAGE 25 Rojava : une révolution auscultée

ENQUÊTE OUVRIÈRE EN GB
►PAGES 26 à 29 Angry Workers

INTERNATIONAL
►PAGES 30/31 Tunisie
►PAGES 32/34 Maroc
►PAGES 34 à 36 Sénégal

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213 - 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

http://www.oclibertaire.lautre.net/

COURANT ALTERNATIF
n°309 - avril 2021

Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé
Mise en page avec Scribus

"des luttes du passé"
"surgiront les victoires du futur"

Il y a cent cinquante ans, le peuple de Paris proclamait « la commune ». Les prolétaires montaient alors à l'assaut du ciel et renversaient l'ordre social bourgeois. C'était la première fois que la classe ouvrière s'affirmait avec force sur la scène de l'histoire et montrait ses capacités d'autonomie et d'auto organisation. Ouvriers, artisans, boutiquiers etc..., le peuple se révélait comme la seule force capable de remettre en cause l'ordre capitaliste. Après 72 jours d'insurrection : du 18 mars au 28 mai 1871, après le massacre de plus de 20 000 personnes lors de la semaine sanglante la bourgeoisie mettait fin à cette expérience révolutionnaire.

Un autre soulèvement prolétarien, en Russie le 2 mars 1921, 50 ans après la commune, doit continuer de nous inspirer. Il s'agit de Kronstadt, dont le mot d'ordre était « tout le pouvoir aux soviets ». Là aussi, marins, paysans et ouvriers, frères d'armes des bolcheviks , fer de lance de la révolution de 1917 s'étaient auto organisés en « soviets », avec un profond désir d'autonomie de liberté et de justice. Tenaillés par le froid, la misère et la famine, le soulèvement éclate le 2 mars à bord du cuirassé « Pétropavlovsk ». La commune révolutionnaire de Kronstadt survivra 16 jours avant d'être anéantie par une répression sanglante du pouvoir bolchevik. Les rebelles seront exécutés sur place ou déportés dans des camps. Pour effacer ses méfaits et toutes traces, le pouvoir rebaptise la place d'Ancre ; elle devient place de la révolution. Quant aux cuirassés Pétrospavlovsk et Sébastopol, foyers de l'insurrection, ils seront rebaptisés, « Mara » et « Commune de Paris». Ce massacre pour « raison d'état » n'empêchera pas, Lénine, Trotski et les bolcheviks de célébrer le 18 Mars, soit deux jours après, le cinquantenaire de la Commune de Paris. Les massacreurs d'hier voulaient préserver leur état, leur pouvoir, leur ordre : Bourgeois pour l'un, Partidaire pour l'autre.

Il est évident que les héritiers « français » de « monsieur Thiers » le massacreur des communards poursuivent leur offensive de classe contre les travailleurs-euses et la population. Aujourd'hui, encore ils cherchent à convaincre les prolétaires et surtout les plus jeunes qu'un monde meilleur peut se construire sans détruire le capitalisme. Or, il n'en est rien. Face à la barbarie et à la misère du monde actuel les enseignements à tirer des communards, doivent nous redonner confiance pour les combats à mener aujourd'hui et pour l'avenir. Rappelons les méfaits sanglants et la répression acharnée du gouvernement contre les Gilets Jaunes en révolte en 2019-2020 ou les agissements des polices impunies dans les cités ouvrières.

La bourgeoisie instrumentalise la situation que génère le virus pour protéger son système d'exploitation et de domination. Pourtant la pandémie progresse malgré les mesures prises. Mais avec elle, progressent aussi le chômage, les licenciements, les fermetures d'entreprises avec ou sans subventions étatiques. Hier, les soignant.es en première ligne face au virus, sans moyens pour se protéger, étaient salué.es, applaudi.es. Aujourd'hui, les-mêmes sont dénoncé.es par le pouvoir et les médias comme menaçant de propager le virus, par refus de se faire vacciner. D'autant plus que c'est le vaccin le moins fiable qui leur est proposé. Cette dénonciation permet au pouvoir de masquer sa calamiteuse gestion d'approvisionnement des vaccins. Dans la culture, à cause de la pandémie, la misère et la précarité frappe le monde du spectacle vivant, les théâtres, les cinémas... R. Bachelot, leur ministre veut « moderniser » le secteur. Elle envisage de casser le « statut public » des protégés, à savoir les titulaires de formations permanentes, opéra, orchestres... Et que penser du dernier cafouillage ministériel ? Seize pages de recommandations qui ont couvert de ridicule ses auteurs et nous laissent dubitatifs quand à la pertinence des nouvelles mesures sanitaires préconisées. Ainsi, malgré les incompétences et incohérences technocratiques en matière de lutte contre le covid, le gouvernement poursuit ses attaques contre le monde du travail.

Une fois encore, la bourgeoisie nous demande « civisme » et « sacrifice de nos libertés » pour préserver « son essentiel ». Il faut nous dit-elle garder la compétitivité de la France contre les concurrents économiques. Pendant que les médias aux ordres nous déverse des tombereaux d'informations et de communications, nous restons incertains, sur les attitudes ou mesures à prendre pour réagir et défendre nos intérêts de classe, pour envisager un avenir autre que celui que nous impose le système capitaliste. Cette situation anxiogène permet aux patrons de se débarrasser des travailleurs jugés inutiles : 30 000 licenciements à venir dans la zone aéroportuaire de Roissy. Pendant la pandémie, tandis que travailleurs.euses et populations précaires crèvent de misère ou du covid, les entreprises du CAC 40 ont tout de même distribuer 23 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Comme personne n'a pu sauver les insurgés de la commune ou de Kronstadt, personne ne nous sauvera de la barbarie capitaliste qui risque de nous engloutir. Pourtant, malgré les chausses trappes tendus pour nous empêcher de nous exprimer : confinements, couvre feu... malgré les répressions « démocratiques » ou sanglantes à Rangoon au Myanmar (ex Birmanie), les peuples, les travailleurs-euses n'ont pas dit leurs derniers mots. Certes les rapports de forces, de classe nous semblent défavorables mais les bourgeoisies sont fébriles. Comment faire régner leur ordre capitaliste sans provoquer de soubresauts violents qui engendreraient de nouvelles « communes » ou « soviets » ou des « Printemps d'espoir » ?

Ce rapport de force peut être inversé par nos manifestations, nos luttes, nos désirs collectivisés dans l'auto-organisation, l'autonomie ouvrière, la démocratie directe. Ce rapport de force ne viendra pas des isoloirs électoraux chers aux partis qui nous étouffent ni des bureaucraties syndicales qui ont autant à perdre que leurs partenaires bourgeois dans cette guerre de classe.

Notre force est dans les luttes, dans la rue, tous, toutes ensemble.

OCL caen 26 03 2021

L'Union des précaires en lutte

Un mouvement vient de démarrer dans les théâtres en démarrant par l'Odéon et s'étendant à de nombreuses scènes de province, dont le théâtre de l'Union à Limoges. Nous avons répondu à l'appel au soutien le samedi 13 février et sommes allés écouter, chanter et débattre avec les précaires de la culture en lutte.

Tout d'abord, je veux signaler que ce lieu est hautement symbolique dans la mémoire des Limousins et de leurs luttes. Il a été créé en 1911 par l'Union des Coopérateurs de Limoges, coopérative de consommation gérée par les ouvriers et ouvrières. Cette salle fut d'abord une salle des fêtes et des meetings et comprenait une importante bibliothèque. Elle est ensuite devenue un cinéma dans les années 30 jusqu'à sa fermeture en 1971. Il a fallu une mobilisation associative pour la sauvegarder de la destruction dans les années 80 et lui redonner une vocation culturelle à partir de 1989. A plusieurs reprises dans son histoire récente, ce théâtre accueillit des luttes comme en mai 2016 une soirée « Nuit debout » suivie en juin par une occupation de 4 jours par les intermittents. La dernière mobilisation des salarié.es de l'Union est toute récente puisque le 8 octobre dernier, une trentaine d'employé.es interrompait un spectacle pour demander la démission de leur directeur (en raison de ses abus d'autorité et de harcèlement moral). Suspendu par les administrateurs, il a fini par démissionner en décembre.

En nous rendant à cet appel à soutien, nous étions dubitatifs, car il se disait que les soutiens seraient reçus dehors et que seuls les artistes pourraient entrer et participer à l'AG. Ça, c'était en réalité la position du directeur temporaire, mais pas celle du personnel en lutte. Nous avons donc pu faire une première rencontre de soutien dans le hall du théâtre à environ 150 personnes. Et nous avons été tout à fait rassurés et intéressés par les objectifs de ce mouvement.

Si dans les revendications des professionnels de la culture, il y a bien sûr la réouverture des lieux de culture, ce n'est absolument pas leur priorité. Ce qui mobilise avant tout les intermittents du spectacle, c'est le retour *"indécent"* dans le calendrier politique de la réforme de l'Assurance chômage, en pleine crise sanitaire et économique. Ils considèrent cela comme une véritable menace pour tous les chômeurs, et en particulier ceux qui travaillent en CDD d'usage, celles et ceux dont l'emploi n'est par nature, pas continu. Il et elles se battent aussi pour tous les précaires, de la culture, mais aussi les saisonniers de l'hôtellerie-restauration, du tourisme, etc. *"Plus de deux millions d'intermittents de l'emploi qui n'ont rien eu depuis 1 an à part basculer au RSA"* expliqua l'un d'eux. Metteur en scène et porte-parole de la Coordination des Intermittents et Précaires en Limousin (CIP), il déplore que l'Etat n'ait pas du tout pensé à ces travailleurs :*"C'est notre priorité absolue. Ce sont des gens avec qui on travaille. Ce sont des gens qui sont guide conférencier, qui sont en extra dans la restauration, ce sont les maîtres d'hôtel. Ils bossaient énormément mais comme nous, ils sont empêchés de travailler depuis le début de la crise. Sauf que, eux n'ont rien eu du gouvernement."*

Pas même le chômage partiel puisque leurs patrons n'ont logiquement fait signer aucun contrat dans ce contexte. Et leur situation préoccupe. D'ailleurs, si les intermittents demandent une 2e année blanche pour leurs droits au chômage, ils militent en faveur d'un dispositif similaire pour ces travailleurs-là. Ils sont en train de perdre tout ce qu'ils avaient. *"Ils n'ont pas retravaillé. Ils épuisent leurs droits au chômage. Ils n'ont pas eu de prolongation de leurs droits*" explique Elise, comédienne et co-fondatrice du mouvement *"Luttons pour ne pas mourir"*. Une autre intervenante représentant le collectif des Matermittentes a évoqué les problèmes d'accès à la santé, à la sécurité sociale et au congé maternité pour les intermittent.es du spectacle comme pour les autres précaires.

Il y eut ensuite quelques autres témoignages de soutiens allant dans le même sens, du syndicaliste d'un musée à un lycéen, sans compter les plus précaires de la culture, ceux qui ne travaillent pas assez ou pour des structures trop pauvres pour avoir un revenu suffisant pour pouvoir accéder au statut d'intermittent. Le directeur provisoire a fait une intervention bien maladroite pour dire qu'il comprenait les difficultés des autres, mais que sa priorité c'était la réouverture pour préserver l'avenir de son théâtre et en particulier la formation des jeunes de l'académie de l'Union (les cours et les répétitions se poursuivent en interne). Il craint que l'occupation, surtout avec des « éléments extérieurs », entraine une fermeture administrative.

Ce n'est pas l'avis de ses salariés qui invitent tous ceux se sentant concernés à les rejoindre. C'est donc un démarrage de lutte particulièrement intéressant, mais pour qu'elle s'étende à l'ensemble des précaires, il faudra bien sortir des théâtres et aller vers les autres catégories de chômeurs et de précaires. Ce n'est pas facile de construire un tel mouvement, mais espérons que la hardiesse des intermittents rejoindra l'exaspération des chômeurs.

AD, Limoges le 13 mars

Appel des précaires occupant le théâtre de l'Union

Le Théâtre de l'Union à Limoges, CDN (centre dramatique national) du Limousin, est occupé depuis aujourd'hui vendredi 12 mars, à l'initiatives du CIP Limousin, coordination des inter-mittents et des précaires, ainsi que le collectif des Matermittentes et des élèves de l'académie de l'Union. Une vingtaine de théâtres sont occupés actuellement en France et le mouvement s'amplifie chaque jour.

Mot d'ordre : pas de réouverture sans droits sociaux pour tous les intermittents de l'emploi

On a besoin de vous !

Une conférence de presse a eu lieu vendredi 12 mars à 11 heures suivi dans l'après-midi d'un atelier d'éducation populaire.

Samedi 13 mars, appel à se rassembler devant le théâtre à 13 heures en soutien à l'occupation et de ses revendications, suivi à 14 heures, si les conditions le permettent, d'une assemblée générale publique ouverte à tous dans le théâtre (150 personnes maximum) pour décider de la suite du mouvement.

Toute-s précaires, toute-s solidaires

Rouvrir les théâtres ne suffira pas…

Témoignage à Lille, à propos du mouvement d'occupation des lieux culturels

Vendredi 19 mars. Il est midi au Théâtre Sébastopol à Lille, un théâtre qui ressemble depuis déjà plusieurs mois à un vaisseau fantôme. Dans ce théâtre à l'italienne, fermé comme tant d'autres, il se passe quelque chose d'inédit, pour un lieu plus habitué à accueillir des humoristes, des opérettes ou encore des concerts…

Car depuis une dizaine de jours, l'endroit est investi, à l'instar de plus de soixante-dix théâtres et de lieux culturels en France, par un collectif. Et ce midi, sous les dorures du Sébastopol, va se dérouler l'assemblée générale de ce qui est devenu un mouvement atypique, un mouvement qui prend ses marques et qui rassemble, pour chacune de ses AG entre 70 et 130 personnes, qui vont et viennent, prennent place tout à la fois sur le plateau mais aussi dans les gradins, distanciation physique oblige…

Le masque est de rigueur et les consignes sont claires : l'occupation d'un lieu de lutte en ces temps de pandémie se doit d'être exemplaire et l'on ne pourrait se permettre d'être l'endroit d'un développement de la contamination. Il faut résoudre une équation difficile. Faire fi des injonctions gouvernementales qui voudraient nous imposer de rester chez soi devant des écrans (et donc de s'isoler encore davantage) tout en maintenant les conditions nécessaires à la non-propagation de l'épidémie.

Ce midi, l'Assemblée générale, comme toutes les AG précédentes, commence par un long tour de parole ou les collectifs, associations et structures extérieures sont invitées à s'exprimer quelques minutes pour expliquer le sens de leur présence sur place. Ce n'est pas anodin ni pure politesse. Car dans la lutte singulière qui se met en place ici, l'accent est mis avant tout sur la convergence … Comment, à partir de ce mouvement d'occupation initié au départ par des intermittents et leurs organisations (en tout premier lieu le SFA CGT et la coordination des interluttants 59/62) inventer quelque chose qui relie les initiatives, souligne les convergences, et participe à forger un socle commun de revendications pour échapper à l'étouffoir du couvre-feu, du confinement et autres mesures d'urgences prises par un gouvernement qui entend avant tout préserver la marche normale des affaires…

Dès lors, les prises de parole se succèdent ainsi que les propositions d'actions. Les initiatives, les rendez- vous sont notés au fur et à mesure sur un grand tableau. Et à cette AG, on pourra entendre successivement des militants du Comité des sans-papiers venu saluer l'occupation ; des membres d'Alerte rouge, un collectif constitué des professionnels de l'évènementiel ; une représentante des Matermittentes, un collectif qui se donne pour objectif de soutenir les mères intermittentes en difficulté face à pôle emploi ; des membres de « Youth for climate », venus ici préparer leurs banderoles et pancartes pour la manif du lendemain. Il y aussi des représentants des gilets jaunes. Et puis des étudiants, des plasticiens, des précaires. Et ce n'est pas un petit exploit que d'avoir réussi là en quelque jours, à fédérer bien au-delà du milieu des intermittents.

Mais, ce qui donne du corps à la lutte en cours, c'est aussi et avant tout l'occupation permanente du lieu. C'est elle qui constitue la colonne vertébrale du mouvement. Chaque nuit, entre 15 et 20 personnes (là encore le mouvement s'est imposé une limitation pour permettre de respecter les conditions sanitaires) viennent passer la nuit ici. Ce qui installe le mouvement dans la durée et contribue à en faire un lieu de discussion et de réflexion collective permanent.

Ce qui s'avère absolument nécessaire au vu de l'étrangeté de la situation et du côté totalement atypique de la mobilisation… Une mobilisation dont la revendication première aura été, non pas de bloquer l'outil de travail pour faire avancer des revendications catégorielles, mais au contraire, d'exiger la reprise du travail…

Reprendre oui, mais dans quelles conditions ? Reprendre comme avant, comme si de rien n'était ? Faire l'impasse sur les mesures antisociales que le gouvernement continue de vouloir imposer comme la réforme de l'assurance chômage ?

Dès lors, les discussions en AG sont parfois âpres… Quelles revendications mettre en avant ? La réouverture des théâtres et le renouvellement de l'année blanche pour les intermittents ? Ou bien profiter de cet instant singulier pour élargir le propos… Quels droits à un revenu décent pour tous les précaires et les autres chômeurs ? Comment dénoncer l'hypocrisie d'un gouvernement qui impose des mesures sanitaires tout en supprimant des lits d'hôpitaux et des moyens qui pourraient permettre de faire face à la pandémie ? Autant de questions (et beaucoup d'autres) qui agitent en permanence le mouvement.

Une chose est sûre en tout cas. On ne peut plus rester sans rien faire, et on ne plus avoir que la peur comme ligne d'horizon. Alors dans cette situation tellement inédite, c'est un mouvement comme aucun autre qui s'invente. Pour Louise, une comédienne et metteuse en scène très investie dans le mouvement, *« On essaie des choses mais on a droit de se tromper. Et de ré-essayer. Et on avance comme ça»*.

Et comme l'écrit Pierre, un autre artiste très impliqué : *« Rouvrir les théâtres ne suffira pas. Maintenant qu'on a mis un pied dans la porte, on va l'ouvrir en grand, quitte à la sortir de ses gonds. Donc rouvrir, oui, mais à nos conditions. Avec des mesures d'urgences. Et un changement, véritable et profond. »*

JK. Lille, le 20/03/2021

Marche des solidarités

Cette marche annuelle qui a eu lieu le 20 mars était placée cette année sous un triple signe : lutte contre les violences policières, régularisation des sans-papiers et opposition à la loi de sécurité globale.

La manifestation était appelée par de nombreuses associations de familles de victimes de violences policières, de nombreux collectifs de sans-papiers et des associations en lutte contre la loi de sécurité globale. Elle était soutenue par de nombreuses associations syndicales, démocratiques ou de soutien. Nous avons passé dans le numéro précédent l'appel de l'an passé des familles de victimes. Vous trouverez ici en encart l'appel de la marche des solidarités.

S'entendre sur un appel a été laborieux. Mais il faut saluer ici cette tentative, vieille de plusieurs années déjà, de véritable convergence de luttes. En effet, associer les victimes de violences policières, la lutte des sans-papiers et la protestation contre la loi de sécurité globale n'a rien d'artificiel. Ce sont les premier·e·s concerné·e·s par la violence systémique d'état. C'est cependant un travail de longue haleine, car les traditions et les modalités de lutte sont très différentes. Les familles de victimes découvrent souvent ce système avec la tragédie qu'elles vivent, et leur combat est un combat de reconnaissance de leur qualité de victime, rythmé le plus souvent par des échéances judiciaires. Les sans-papiers s'appuient sur l'histoire de la lutte des sans-papiers, une histoire de mouvements collectifs et de polémiques internes, avec des avancées et des reculs. Leur combat est lié aussi aux combats syndicaux, ou en tous les cas sur les lieux de travail. La lutte contre la loi de sécurité globale est plutôt le fait de collectifs et d'associations dans la tradition française.

De ce point de vue, la manifestation parisienne a été un relatif succès. Il y avait entre 5 et 10000 personnes (je n'ai toujours fait aucun progrès en matière de comptage), le cortège était très dynamique et les trois composantes bien représentées. On peut cependant noter que la partie la plus nombreuse et la plus dynamique était celle des sans-papiers. Il faut replacer le nombre de manifestant·e·s dans son contexte. La manifestation avait lieu deux jours après les nouvelles mesures annoncées par Castex. Beaucoup ont pensé qu'elle risquait d'être interdite, et le doute n'a été levé que dans la matinée. De plus, quand on habite en banlieue (le cas de la majorité dans ce type de manifestation), la limite des 10 km est vite dépassée. Enfin, il faut rappeler qu'en région parisienne, la peur règne en ce qui concerne toutes les manifestations. Le déploiement policier (police et gendarmerie) était d'ailleurs impressionnant.

On peut regretter que dans plusieurs villes de province les manifestations ont été déconnectées entre loi de sécurité globale, violences policières et lutte des sans-papiers. C'est sans doute là où les premier·e·s concerné·es sont organisé·e·s qu'il y a le plus de travail vers la convergence, chaque collectif étant convaincu de la nécessité de sortir de son isolement pour avoir des chances de gagner. Même si bien sûr s'y mêlent des susceptibilités et des craintes de voir ses objectifs propres noyés dans ceux des autres.

Bref, le chemin est encore long mais on avance...

Groupe OCL Ile de France

tract affiche du 20 mars

On étouffe. De l'air !

Contrôles au faciès et harcèlement policier dans les quartiers : la police étouffe les jeunes, la justice étouffe les affaires. Et viennent les lois punitives de sécurité globale et contre le prétendu séparatisme. Chacun chez soi, les moutons seront bien gardés : de moins en moins de droits pour circuler, se rassembler, manifester.

Frontières fermées aux migrant.e.s, des milliers de mort.e.s, hommes, femmes, enfants, noyé.e.s en mer, asphyxié.e.s dans des camions, tué.e.s sur les routes, dans la rue.

C'est la liberté qu'on étouffe

Les discours de haine à l'encontre des Sans Papier prononcés par le ministre de l'Intérieur, les polémiques islamophobes initiées par la ministre de l'enseignement supérieur, des journalistes ou « experts » fachos se relayant sur les plateaux télés pour affirmer que Trappes ce n'est plus la France à cause des Musulman.e.s : on étouffe.

L'extrême droite légitimée par tous ces discours ambiants, des milices identitaires qui ne cessent leurs exactions à l'encontre des migrant.e.s : on étouffe !

A Calais et ailleurs, des milices d'État vandalisent les campements de réfugié.e.s, les photographes journalistes ont l'interdiction de témoigner : on crève les yeux de la presse et on étouffe la voix de migrant.e.s pour ne pas faire entendre les cris des appels à l'aide, le bruits des noyades, des violences subis et les cris de la colère.

C'est la solidarité qu'on étouffe.

L'Union Européenne lutte contre la propagation du virus mais bloque les migrant.e.s dans des campements insalubres en Grèce. Le Président Macron enferme des sans-papiers dans les centres de rétention, précarisent les foyers de travailleurs.euses immigré.e.s, laissent les migrant.e.s à la rue, les jeunes isolé.e.s sans protection, les sans-papiers sans accès aux droits.

Cette politique anti-migratoire, mâtinée d'islamophobie, de nationalisme et d'autoritarisme du gouvernement actuel voudrait casser toute solidarité envers les personnes migrantes, les sans-papiers.

C'est ainsi que les Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) pleuvent et sont la plupart du temps accompagnées d'Interdiction de Retour sur le Territoire Français (IRTF).

La stratégie est d'invisibiliser tout en se servant de leur force de travail essentielle.

Mais, depuis mai 2020, le mouvement des sans-papiers et la Marche des Solidarités s'opposent avec détermination et courage à cette politique. Partie prenante du mouvement social d'opposition à la politique du gouvernement Macron, elles et ils ont ouvert la voie en brisant l'interdiction de manifester le 20 mai 2020 et en construisant un mouvement qui a investi la rue et les routes de France avec les Acte 1, 2, 3 et 4 pour la régularisation de toutes et tous et la liberté de circulation et d'installation

C'est l'égalité qu'on étouffe.

Chacun chez soi c'est plus de racisme et de nationalisme, plus d'inégalités et de pauvreté, moins de libertés.

C'est l'avenir qu'on étouffe.

De l'air !

Le 20 mars on manifeste pour :

La liberté de circulation et d'installation. La régularisation des sans-papiers.

La protection automatique, dès leur arrivée, des jeunes étranger-ère-s isolé-e-s

La fermeture des centres de rétention.

L'égalité des droits pour touTes dans tous les domaines (travail, logement, santé, éducation...).

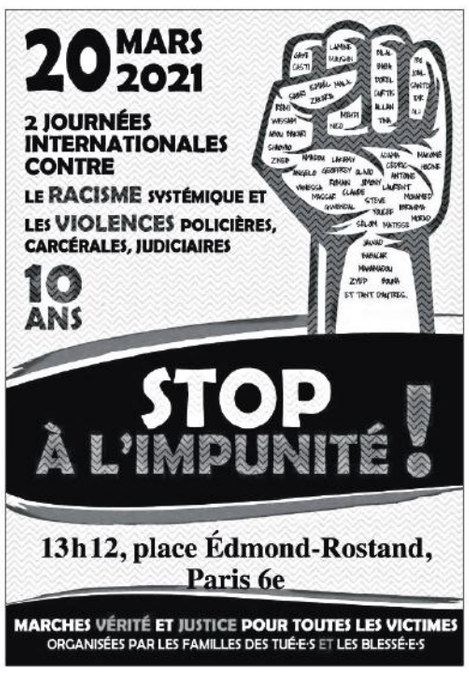
Le droit de vote des étrangerEs.

La fin des contrôles au faciès et des violences policières.

Vérité et Justice pour les familles de victimes. Abrogation de la loi sécurité globale.

L'abrogation de la loi séparatisme.

La fin des discours stigmatisants



Chasse aux migrants

La tension grandit à la frontière franco-espagnole (Pays Basque) : contrôles, arrestations et refoulements quotidiens sans aucun respect des procédures rappellent la situation connue à la frontière italienne.

Un nouvel itinéraire des migrants

Depuis plusieurs mois, un flux très important de jeunes migrants passe par Irun, ville frontalière du Pays Basque sud.

Avant, ces migrants arrivaient des côtes marocaines et remontaient très vite, en 24 ou 48h, vers le nord de l'Espagne, puis Bayonne. La fermeture des portes du Maroc, liée au contexte sanitaire, les aurait contraints à emprunter un nouvel itinéraire. Une voie beaucoup plus dangereuse, par les îles Canaries. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 25 000 personnes ont débarqué à bord de bateaux de fortune sur l'archipel en 2020. Beaucoup sont morts au cours de ces expéditions très risquées. Les ports se sont transformés, au fil des mois, en camps de réfugiés.

Pendant plusieurs mois, les migrants ont été bloqués aux Canaries : aucun départ n'était autorisé. Puis, il y a trois semaines, des migrants arrivés jusqu'au Pays Basque ont dit qu'ils avaient été mis dans des avions en direction de Madrid ou Barcelone. Ces transferts ont été organisés par les autorités espagnoles pressées de se débarrasser des migrants pour préparer leur saison touristique. Et les exilés africains arrivent très nombreux à Irun.

Répression accrue de l'Etat français

Or depuis début mars, la répression s'est intensifiée à la frontière basque, marquant un durcissement de la part des autorités françaises. Sans compter qu'elles ont fermé la moitié des points de passage du département vers le Pays Basque Sud ou l'Aragon, soit 8 sur 16, le 14 janvier dernier et jusqu'au 30 avril. Une mesure prise sous le prétexte de la "menace terroriste", dixit la préfecture, ce qui lui permet, au passage de faire toujours plus systématiquement l'amalgame entre « contrôle de l'immigration » et« lutte contre le terrorisme ». La politique raciste de chasse aux migrant.e.s et du tout enfermement des personnes étrangères en rétention menée par le gouvernement conduit à multiplier les violations de leurs droits fondamentaux. Et cette politique gouvernementale ouvre un large boulevard aux réactionnaires, xénophobes et racistes de tous poils.

Deux fois plus de policiers ont été mobilisés sur la frontière ouest, leur nombre est passé de 2 400 à 4 800. Les migrants qui essaient de passer la frontière pour venir sur le territoire hexagonal sont pour la plupart francophones ; ils sont originaires du Mali, de Côte d'Ivoire ou de Guinée. Alors qu'ils étaient jusque-là repoussés relativement doucement, ils sont à présent systématiquement bloqués puis refoulés par la PAF (police des airs et des frontières), obligeant les autorités locales d'Irun, avec l'aide du gouvernement autonome basque, à mettre en place des moyens supplémentaires d'accueil et d'hébergement.

Les migrants qui arrivent néanmoins à traverser la frontière n'osent plus passer par Pausa, le centre d'hébergement temporaire et transitoire (pour 3 nuits seulement) qui a été prévu pour eux à Bayonne dès 2018 par la CAPB (la Communauté Pays Basque), sur pression des associations locales. Ils craignent d'être arrêtés par la police qui les traque partout, jusque dans les jardins privés où ils essaient de se cacher ; et aussi dans les bus et les gares, dans les trains à destination de Bordeaux et Paris. Pour se procurer un billet de bus, il n'est plus possible de payer autrement que par carte bleue, ce qui rend l'achat impossible pour les migrants. Par conséquent, ils se sont rabattus sur le train, beaucoup plus cher et risqué. Les arrestations de groupes entiers sont de plus en plus fréquentes et les contrôles se font bien sûr illégalement à la couleur de la peau....Une fois arrêtés, soit ils sont refoulés immédiatement, soit enfermés au commissariat avant d'être renvoyés au sud de la frontière, souvent en pleine nuit (ce fut le cas d'une jeune femme avec deux très jeunes enfants) ; et de plus en plus rarement vers Irun, où existent des structures d'accueil et des bénévoles, mais plutôt vers des lieux plus montagneux ou des villages moins militants. Ils sont souvent remis entre les mains de la police espagnole. Par ailleurs, le CRA (Centre de rétention) d'Hendaye est plein, sa capacité s'étant réduite avec les mesures anti-Covid ; les femmes n'y sont pas admises.

Une politique qui bafoue les droits les plus élémentaires

Cette politique violente de blocage et de refoulement est vaine si elle a la prétention d'assécher la venue de migrants. Déterminés, ils sont prêts à passer et repasser la frontière 5 fois, 10 fois et plus. Et même en traversant à la nage le cours frontalier de la Bidassoa, qui sépare Hendaye d'Irun, au risque de leur vie, beaucoup ne sachant pas nager. Un jeune Guinéen a été ainsi sauvé, in extremis, par des Hendayais, le 3 mars. Aucun mur, aucune barrière, aucun barbelé n'empêcheront les migrations.

Le refoulement est une pratique engageant la responsabilité internationale de l'État français. C'est un fait illicite, interdit par les conventions, la première étant celle de 1951 relative au droit des réfugiés. Or la préfecture des Pyrénées-Atlantiques et d'autres considèrent que toutes ces personnes sont réputées irrégulières avant même d'avoir quitté leur propre pays ; ce qui entraîne qu'elles ne vont pas pouvoir accéder directement à leurs droits. Illégal aussi le non respect par l'Etat français des lois de protection des mineurs : ceux-ci sont en effet étiquetés d'emblée et automatiquement comme majeurs et soit mis à la rue, soit refoulés.

Tentatives de résistance

Les associations solidaires avec les migrants, outre la Cimade, constituent un réseau assez dense et diversifié sur le Pays Basque et le sud des Landes. Et elles sont en lien étroit avec les associations équivalentes du Pays Basque sud.

Il y a Diakite, qui vient en aide à ceux qui sont hébergés au centre Pausa à Bayonne. Ce centre, qui permettait d'accueillir 200 migrants, n'en héberge plus que 130, à cause du Covid ; ce qui est notoirement insuffisant. Donc des exilés se retrouvent à la rue, hébergés quand c'est possible par de bonnes volontés. Une demande des associations a été adressée récemment à toutes les communes du Pays Basque Nord pour qu'elles créent en urgence des lieux d'accueil.

Il y a Etorkinekin-Solidarité migrants (= "avec ceux et celles qui arrivent"), association qui comprend douze groupes actifs sur l'ensemble du Pays Basque nord ; ils ont pour double objectif d'héberger et d'accompagner des migrants et de dénoncer les politiques migratoires des Etats.

Mais face aux moyens déployés par les autorités pour faire barrage à l'arrivée des migrants sur le sol hexagonal, il y a un sentiment d'impuissance. Seules restent les armes de la dénonciation des politiques migratoires française et européenne, et les manifestations comme celles de MDS (Mouvement des Sans papiers). Samedi 20 mars, les associations de solidarité avec les migrants ont participé à la manifestation à Bayonne (qui a réuni un peu plus de 250 personnes) "Contre les lois liberticides" "Contre les violences policières et la violation systématique des droits des exilés", avec pour revendications : "régularisation des Sans-papiers", "fermeture des centres de - rétention administrative", "protection automatique, dès leur arrivée, des jeunes étrangers isolés", "égalité des droits", " "liberté de circulation et d'installation"...

Pays Basque, le 21.03

Amiante

Grève des travailleurs de l'aliante en 1949

L'anxiété, ce sont les patrons tueurs qui devraient la connaître !

La bataille de l'amiante a récemment été relancée. La « fibre tueuse » de l'industrie, interdite depuis 1997 (voir historique) et dont le scandale a été étouffé par les industriels, revient sur le devant de la scène. *« Il y a 25 ans, des plaintes étaient déposées par des victimes des entreprises ou des sites où l'amiante a été utilisé en grande quantité (Eternit, Everite, Valéo-Ferodo, Jussieu, Direction des constructions navales, Normed…), afin que les responsables de ce scandale sanitaire soient jugés. Un quart de siècle plus tard, pas un seul n'a été renvoyé devant un tribunal correctionnel. Le parquet, seul maître de l'opportunité des poursuites, s'acharne à refuser que se déroule en France un procès pénal de l'amiante. »* L'ANDEVA, l'association nationale de défense des victimes de l'amiante et autres maladies professionnelles, a relayé un appel des victimes de l'amiante le 2 mars dernier *«pour qu'un procès pénal de l'amiante ait enfin lieu en France.»* [1] C'est dans ce contexte de bataille judiciaire des victimes de l'amiante qu'une décision de justice importante a été rendue.

Après 7 années de procédure, le 3 février 2021, la cour d'appel de Paris a rendu un arrêt reconnaissant aux 21 ex-salariés de la centrale électrique de Porcheville (Yvelines) le préjudice d'anxiété. Les salariés EDF de la maintenance ou de la conduite des installations et des sous-traitants ont été exposés à l'amiante sans aucune connaissance du risque et sans aucune protection respiratoire pendant des décennies. La procédure pour préjudice vise à faire reconnaître l'exposition à l'amiante et obtenir une indemnité pour le salarié anxieux à l'idée qu'on lui diagnostique un cancer après avoir travaillé au contact de l'amiante. 108 dossiers ont été déposés par un cabinet d'avocats, issues de différentes centrales thermiques du territoire, à partir d'un recensement de la CGT. Au-delà de la bataille pour exiger la mise en œuvre de moyens de protection à la suite des affections liées à l'amiante, dans les années 90, c'est le traumatisme et l'angoisse des collègues (malades ou non) d'avoir été exposés à ce poison patronal qui sont reconnus par cette décision. Une décision du même type avait déjà été rendue par la Cour d'appel de Douai, qui *« a reconnu aux 727 mineurs de charbon de Lorraine le droit au "préjudice d'anxiété qu'ils subissent en raison de leur multi-exposition à des agents cancérogènes dans l'exercice de leur profession, au fond comme au jour." »* [2]

Localement, à Porcheville, cette décision fait suite à la condamnation d'EDF et au versement de 200 000 euros de dommages à la famille de Serge, un salarié mort à 53 ans (en 2005) empoisonné par l'amiante ; ainsi qu'au traumatisme que cela a entraîné chez les collègues, dont des dizaines ont développé des pathologies liées à l'amiante, qui ont pu aller jusqu'au décès… Naturellement, EDF connaissait parfaitement les dangers, mais n'a pas bougé pour protéger ou informer les salariés qu'à la suite de la pression des salariés et des syndicats.

C'est le cas de tous les responsables patronaux – pas très anxieux, eux – que l'ANDEVA entend faire juger en relançant le procès de l'amiante. La bataille contre le poison de l'exploitation continue donc !

1. *Blog de l'ANDEVA : http://andeva.over-blog.com/2021/03/justice-pour-les-victimes-de-l-amiante.html*
2. *Site de l'association Henri Pézerat : https://www.asso-henri-pezerat.org/prejudice-danxiete/*

Historique non-exhaustif

Toute l'histoire de la législation sur l'amiante jusqu'à nos jours est celle de la lutte des travailleurs de l'amiante

«Il y a le médecin. Mais quand tu passes la visite, c'est pour voir si tu es apte à travailler. On pose jamais la question : «est-ce que cette usine est apte à recevoir du monde ?» C'est toujours l'inverse, il faut que nous, on soit apte à aller au bagne.»
Une ex-ouvrière d'Amisol [3]

Science sans conscience…

Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas. En 1906, Denis Auribault, inspecteur du travail à Caen, dresse un rapport sur la surmortalité des ouvriers d'une usine de textile utilisant l'amiante dans le Calvados. Le texte est publié dans le Bulletin de l'inspection du travail mais reste lettre morte.

Ce sont trois médecins qui documentent et étudient sérieusement à partir de 1928 les liens entre amiante et asbestose puis mésothéliome notamment chez des mineurs sud africains. Et comme pour Richard Doll, épidémiologiste anglais à scandale, «spécialiste» des liens entre amiante et cancers, ces sagas scientifiques illustrent l'influence des industriels sur la science officielle. Certains, à la suite de collusions, pots-de-vin, menaces et chantages, finiront par laisser planer le doute sur les liens pourtant très clairs entre la fibre et les maladies pulmonaires, voire jusqu'à affirmer publiquement le contraire de ce que leurs travaux initiaux avaient clairement démontré.

Des grèves très dures ont eu lieu au Québec en 1949 et 1975 dans des mines d'exploitation d'amiante au Québec, faisant

3. *Toutes les citations de la partie historique sont extraites du livre d'Annie Thébaud-Mony : Travailler peut nuire gravement à votre santé, La Découverte, 2007*

suite à une enquête, publiée par le journaliste indépendant Burton Ledoux. Celle-ci fait état de la surmortalité et des conditions de vie déplorables dans les villages proches des mines. Dans ces grèves, les syndicats, en décalage total avec leur base, s'illustrent par leur défense acharnée de la légalité, le sabotage du mouvement et la recherche d'un compromis sur un *«usage contrôlé»* de l'amiante, revendication patronale. Et cela même alors que la grève de 1975 a été gagnante sur un certain nombre de points… Cette idéologie aboutira, sur fond de nationalisme québécois, à la création de l'Institut de l'Amiante, émanation du patronat industriel soutenu par le gouvernement et les syndicats, qui fait depuis un intense travail de lobbying pro-amiante en Asie et en Amérique Latine.

En France, un organisme similaire a été mis en place : le Comité Permanent Amiante (CPA), instrument de lobbying inféodé au patronat de l'amiante, fondé en 1982. Sous couvert de la participation de représentants syndicaux il se vante d'être un lieu de concertation. Dans les faits son action vise à retarder l'évolution de la législation anti-amiante pour préserver les juteux marchés et les profits sur le dos de la santé de milliers de salariés. Le CPA est dissous en 1995.

Les patrons de l'amiante n'avaient toutefois pas attendu la création de ces officines du doute pour se construire des empires industriels sur la mort et la désolation des prolétaires des pays du Sud. Entre les années 1960 et les années 1990, les PDG des grosses boîtes de l'amiante Eternit-Suisse et Saint-Gobain rentrent aux palmarès des plus grandes fortunes mondiales grâce aux marchés *«captifs»* brésiliens, asiatiques et africains, avec l'appui des dictatures ou des régimes libéraux. Dans un contexte de lutte des travailleurs et militants contre l'amiante dans les pays du Nord (Amérique du Nord, Europe), les patrons ont donc adopté une stratégie de *«délocalisation de la mort».*

Après les années 70, le scandale de l'amiante s'implante en France

Henri Pézerat, chercheur à l'université de Jussieu, contribue à coordonner la lutte contre l'amiante à partir du scandale documenté sur la faculté avec entre autres le Collectif intersyndical des universités Jussieu contre l'amiante (1976). La lutte prend de l'ampleur : les collectifs ouvriers, s'emparant de l'information et du soutien d'Henri Pézerat, font que la lutte ouvrière se donne ses propres outils et justifications scientifiques.

Ce sera notamment le cas des ouvrières de l'usine Amisol à Clermont-Ferrand, en lutte (grève avec occupation) contre la fermeture de l'usine de matelas prononcée en 1974. À la suite de leur rencontre avec Pézerat, leur lutte évolue de la demande de réouverture de l'usine à celle du reclassement dans d'autres usines, du départ anticipé en retraite et des examens de santé gratuits et complets, et vers l'interdiction de l'Amiante [4].

En 1994, le mouvement social contre l'amiante prend la forme du CAPER (Collectif Amiante prévenir et réparer) à Clermont-Ferrand, à partir de la lutte des anciennes ouvrières d'Amisol, qui donnera ensuite naissance à l'ANDEVA. C'est une forme d'alliance entre *«collectifs ouvriers et travailleurs scientifiques soucieux de ne pas garder pour eux leur connaissance des risques professionnels»*. La plainte déposée par les ouvrières en 1994 aboutira toutefois en 2013 à un non lieu pour le patron mis en cause.

Ce n'est pas le cas de la plainte contre Alstom qui a abouti à une condamnation par le tribunal correctionnel de Lille en 2006. Jugement rendu possible par la rupture de l'omerta par les syndicats, par un soutien de la population et par un cumul des expériences de lutte précédentes.

Un an plus tard en 1997 on signe l'interdiction de toute fabrication, importation ou commercialisation de l'amiante. La France rejoint ainsi les 7 autres pays européens (Allemagne, Italie, Danemark, Suède, Pays-Bas, Norvège et Suisse) à avoir banni ce matériau. La chambre sociale de la cour d'appel de Dijon condamne la société Eternit pour *«faute inexcusable»*, à la suite d'une plainte d'un de ses employés.

En 2001 est créé FIVA, fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante. *«Ce fonds a été considéré par les ancienne d'Amisol non pas comme une victoire du mouvement de lutte contre l'amiante mais plutôt comme une sorte de lot de consolation visant à faire taire les victimes, alors qu'elles attendent que justice soit faite.»* Parallèlement, la Cour de cassation reconnaît la faute inexcusable de l'employeur pour les cas de maladie professionnelle. L'employeur a désormais, en matière de prévention et de maladie, une obligation de résultat dans le cas des risques qu'il fait courir à ses employés. En 2004, un arrêt du conseil d'État confirme la faute de l'État dans l'affaire de l'amiante.

À l'international

À la suite d'une lutte de 20 ans menée par les élus locaux, les syndicats et des associations, le président d'Eternit Italie a été condamné en 1993 à 3 ans de prison pour homicide involontaire en lien avec l'activité de l'usine de Turin. L'étude épidémiologique avait révélé que 622 ouvriers sur les 3440 anciens de l'usine étaient morts à cause de maladies liées à l'amiante…

En Italie toujours, en 2005, un jugement *«unique en soi»* d'un point de vue de la responsabilité des dirigeants a été prononcé. Après 9 années de procédure, 8 anciens patrons de l'entreprise Eternit ont été condamnés à de la prison pour homicide et négligence volontaire des mesures de sécurité sur le lieu de travail par le tribunal pénal de Syracuse. Dans les deux cas, c'est un mouvement social fort qui a permis ces condamnations. Mais le temps joue pour les patrons : parmi les plaignants, une centaine est décédée avant ou pendant la procédure… et même si en 2012 une nouvelle condamnation est prononcée contre ces mêmes dirigeants, la cour suprême italienne annule la procédure en 2014, pour prescription des faits…

C'est du constat de la différence de traitement judiciaire des victimes de l'amiante et du double-standard dans les normes liées à l'amiante dans différents [5] pays qu'un réseau international Ban Asbestos (en français : bannir l'amiante) a été créé en 1993. Il regroupe notamment Henri Pézerat (décédé en 2009), Annie Thébaud-Mony (sociologue de la santé) et Fernanda Giannasi (inspectrice du travail brésilienne) et a été particulièrement actif dans le combat contre le transfert en Inde du démantèlement du porte-avion *Clémenceau* dans les années 2000.

zygaena, mars 2021, avec l'aide et les ajouts de Philippe Morice (EDF Porcheville)

Ancienne mine d'amiante au Québec

4. *Cette rencontre est raconté par Pierre Pézerat, Fils d'Henri, dans son remarquable documentaire Les sentinelles (https://www.les-sentinelles.org/) consacré à des luttes ouvrières et paysanne contre l'amiante et les pesticides des années 70 à 2015, date de la première victoire judiciaire de Paul François (paysan intoxiqué par pesticide Lasso), contre Monsanto. Le film est disponible en DVD.*

5. *L'amiante fait partie des substances sans seuil d'innocuité : il ne suffit pas de limiter l'exposition au produit par des normes, il est dangereux quelle que soit la dose et le temps d'exposition…*

Suite CA 308 partie 2

Retour sur le squat d'exilés du collège Maurice Scève : expulsion et suites

Durant 2 ans (voir CA n° 308), plusieurs centaines d'exilés ont occupé le collège avec leurs soutiens en mettant en place des structures de vie, de solidarité et de lutte sur la durée. Suite à la dégradation des conditions de vies, la fermeture du squat a été collectivement décidée.

L'expulsion : entre pressions policières et bizounours de la métropole

La fermeture du squat a été négociée entre les habitants et soutiens d'un côté, la Préfecture et la Métropole de l'autre avec des médiateurs (menés par Ch. Delorme) au milieu.

Les échanges ont commencé avec Kimelfeld (LREM) et se sont poursuivis avec la nouvelle municipalité verte. Des modalités précises ont été établies sur la base de « pas d'expulsion sans relogement digne et durable ». La métropole a proposé des lieux (deux à Villeurbanne et un à Lyon Vaise), lancé des appels d'offre pour leur gestion. Le MAS a été retenu pour des préfabriqués modulaires à destination des mineurs (La Station), et des Tiny house [1] à Villeurbanne.

La fermeture du lieu était prévue pour le 27 octobre mais, alors que des négociations se poursuivaient, une intervention policière a lieu le 13 octobre : blocage des rues, interdiction d'entrer ou de sortir, isolement des bâtiments les uns par rapport aux autres, intrusion dans les chambres pour relever les identités. Résultat : les absents ne sont pas pris en compte et d'autres, effrayés, ne remettent plus les pieds au squat. Pas grave, pour la préfecture et Darmanin (venu à Lyon la veille) qui peuvent ainsi montrer leurs muscles.

Le 27 octobre, c'est rebelote en terme de présence et de pratiques policières. Les jeunes sont regroupés et conduits sous escorte dans un gymnase voisin, triés et répartis. Les mineurs présents au collège le jour de l'expulsion seront d'abord hébergés en hôtel, puis rapidement 52 sont installés à la Station.

Les majeurs sont envoyés à l'OFII [2] ou au guichet de la Préfecture, où leur est proposé « l' aide au retour » : une prime de 1300 euros pour retourner dans leur pays avec, en attendant, un hébergement. À priori, aucun n'a accepté cette proposition qui les scandalise car ils ont déposé une demande d'asile.

Enfin, (mais on ne sait pas s'il faut en rire ou en pleurer), il est même proposé aux soutiens de récupérer comme souvenirs des morceaux de la fresque décorant le bâtiment. Le squat serait-il perçu comme le mur de Berlin local dont la Métropole venait enfin de se débarrasser ?

Amateurisme ou mauvaise volonté métropolitaines ?

Immédiatement après l'expulsion de nombreux habitants se retrouvent dans la nature et sont ballottés d'informations contradictoires en rendez-vous à l'arrache. Ainsi, le 27 en après-midi, un rendez-vous est donné par les autorités place Bellecour, mais sans préciser où. Sur place, expulsés et soutiens trouvent un fonctionnaire de la Métropole installé en plein air avec un ordinateur mais sans table ni chaise. Il est chargé de la répartition des personnes dans des hôtels. Deux cars attendent de se remplir et de partir vers les hôtels à St Priest, Décines, Rillieux, Givors... Trois personnes de la Croix-Blanche (payées par la Métropole pour encadrer) regardent la scène d'un peu plus loin sans bouger.

Les exilés/ expulsés restent dans une situation extrêmement précaire, ainsi sur le logement, Il faudra attendre le 9 novembre pour que l'ensemble des jeunes (mineurs comme majeurs) soient provisoirement hébergés.

Le comité de suivi mis en place avec la mairie dès l'expulsion ne donnera rien, et à la Métropole, l'engagement de « zéro personne à la rue » se limite à « ceux du ressort de la Métropole » (les mineurs) et actuellement les déboutés ou les exilés en situation précaire bien qu'hébergés en hôtel sont dans l'incertitude et certains en sont déjà partis de leur plein gré vu la situation inquiétante. Les négociations pour obtenir un engagement de mise à l'abri durable même après la trêve hivernale et la crise sanitaire patinent car personne ne semble ni ne souhaite s'engager et des luttes internes à la Métropole empêchent le dossier d'évoluer favorablement.

L'adhésion de la ville et de la Métropole au réseau ANVITA [3] manque de concret car cette généreuse initiative n'engage pas à un hébergement.

Malgré une bonne volonté affichée, l'installation de lieux d'accueils traîne (certains annoncés comme imminents en novembre ne seront prêts qu'en mai/ juin 2021). La destination des hébergements prévus, lorsqu'ils sont créés, est parfois détournée. Deux délibérations votées en conseil métropolitain font état de subventions accordées pour reloger les habitants du collège. Ces lieux qui devaient les accueillir seront finalement attribués à des familles ou femmes avec enfants.

Même si le soutien aux exilés ne limite pas à défendre uniquement les anciens du collège, le procédé paraît pour le moins contestable. On a l'impression qu'une nouvelle urgence plus urgente efface la précédente

1. *Maison mobile écologique à ossature bois, très à la mode dans les milieux alternatifs*
2. *Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants*
3. *Office Français de l'Intégration et de l'Immigration*

dans un cadre de pénurie généralisée.

En effet, 800 à 1000 personnes seraient hébergées en hôtel et de nouvelles personnes arrivent.

Actuellement des jeunes en recours qui étaient hébergés en CADA suite au diagnostic social réalisé pendant le premier confinement reçoivent leur refus de demande d'asile et sont mis à la rue.

Il en est de même pour certains mineurs.

Situation actuelle

Le collectif propose et travaille à diverses solutions :

- des conventionnement de squats (ce qui ne résout pas le problème des carences systémiques d'accueil mais y pallie) via des associations qui pourraient gérer les lieux sous la vigilance des habitants. Cela se fait déjà pour deux bâtiments (Squat Arloing et Lafayette) dans lesquels d'importants travaux d'électricité et de plomberie ont été effectués par la métropole,
- des locations d'appartements collectifs financés par la carte ADA des demandeurs,
- afin de remplacer la fonction d'accueil (pour les nouveaux arrivants et le juridique) qu'avait Maurice Scève : projet de création d'une permanence dédiée aux majeurs (la convention vient d'être signée pour une salle inoccupée du fait de la pandémie), la métropole elle, envisage la création de Maison de l'hospitalité à la Croix-Rousse.

Pour les soutiens, il faut aussi éviter que l'expertise, les connaissances et le militantisme, déployés et accumulés autour du squat ne deviennent pas le cache-misère, le palliatif, la solution la moins coûteuse, aux carences, à la mauvaise volonté, à l'hostilité de la Préfecture, de l'État et des villes à l'accueil des exilés.

Car c'est ce qui s'est passé à Maurice Scève d'un strict point de vue financier. En hébergement d'urgence, le coût journée alloué par l'État est de 16,25 € et de 19,50 € en centre pour demandeur d'asile. Le squat a duré 730 jours et a hébergé quotidiennement 300 personnes à disons, 20 €. Le coût total estimé serait de 4,23 millions d'€.

Si on défalque les interventions de l'ALPIL et de FNDSA (400 000 la première fois et peut-être 280 000 pour la deuxième) cela a fait 3,7 millions d'euros économisés pour l'État et les collectivités alors que ni l'un ni l'autre n'assument leurs obligations légales d'accueil. De plus, la « sécurisation » anti-squat des bâtiments vides de la Métropole a coûté elle, 1,8 millions d'€ qui auraient pu/du être utilisés pour l'accueil.

En guise de conclusion

Les migrations ont existé de tous temps. Sans doute vont-elles s'amplifier dans les années à venir, à l'aune des conflits, du changement climatique et de la paupérisation des populations. Il faut aussi rappeler que ces migrations sont de manière écrasante internes aux continents et aux pays touchés.

Majoritairement, les syriens se réfugient au Liban ou en Turquie, les libyens en Tunisie, les vénézuéliens en Colombie, les nigérians, maliens, burkinabés à l'intérieur de leurs pays respectifs…) et les migrations intra-africaines (toutes causes confondues) représentent 80 % des populations africaines qui migrent.

Les migrations vers pays « riches », « développés » ne constituent donc qu'une faible partie des immenses mouvements migratoires actuels.

L'ouverture du squat et sa pérennisation pendant deux ans ont été imposées par la carence des politiques d'accueil, carence organisée sous le prétexte immonde qu'un accueil digne est un appel d'air pour que de tous les pays convergent les migrants, suspects de « benchmarker les pays » comme l'a dit l'ex-ministre de l'Intérieur Collomb. Or, avant de partir, les exilé.e.s ne font pas un tableau Excel comparatif des avantages et inconvénients de chaque destination, d'autant que ce ne sont pas eux qui génèrent les crises migratoires.

Toutes les mesures limitant la libre circulation justifient une répression qui n'a jamais montré d'effet sur les flux migratoires. Au contraire, ces mesures ne font qu'augmenter les tarifs et profits de l'industrie des réseaux mafieux de passeurs. Selon les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, la traite des êtres humains serait la troisième forme de trafic la plus répandue dans le monde après le trafic de drogue et le trafic d'armes. Elle ne générerait pas moins de 32 milliards d'euros de « chiffre d'affaires » annuel, dont cinq milliards rien qu'en Europe. [4]

La solidarité et l'accueil sont plus que nécessaires au moment où le débat sur l'immigration est mené par le RN et ses affidés et que tous les partis s'alignent dessus. Si en Lepénie, les migrants, « c'est comme les éoliennes : tout le monde est d'accord pour qu'il y en ait mais personne ne veut que ce soit à côté de chez lui », à « l'extrême-gauche » sauce LFI, c'est François Ruffin qui prône le « retour des frontières » car pour lui il faut « poser des limites à la circulation tous azimuts des personnes » (déclarations sur France Inter fin 2020).

On est ici dans la droite ligne des déclarations de Michel Rocard le 3/12/1989 « Puisque, comme je l'ai dit, comme je le répète, même si comme vous je le regrette, notre pays ne peut accueillir et soulager toute la misère du monde, il nous faut prendre les moyens que cela implique. »

Sans oublier le discours de Chirac sur l'immigration du 19/06/ ju1991 sur le bruit et l'odeur, les « Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes. »

Les « fake news » et vocabulaire raciste martelés massivement sur « l'appel d'air », « le grand remplacement », « ils viennent prendre le boulot des français », « toucher les allocs » doivent être combattus par la solidarité concrète envers les exilés et un vaste changement de société car en paraphrasant « Matin brun », « personne n'est à l'abri quand chacun n'est pas à l'abri ».

Les statistiques comme la réalité le prouvent, aucune de ces assertions n'est vraie. La plus emblématique, « ils viennent manger le pain des français », (déjà dénoncée en 1972 par Fernand Raynaud dans son sketch « Le douanier ») est à regarder à travers le prisme des lauréats du prix de la meilleure baguette : en 2020, Taieb Sahal, en 2018, Mahmoud M'seddi, en 2017, Sami Bouattour. En 2019, Fabrice Leroy s'est intercalé dans ce florilège de noms fleurant bon l'universalité et le mélange.[5]

G. et Eugene the Jeep

4. *Traite des êtres humains, esclavage moderne : femmes et mineur-e-s, premières victimes. Rapport d'information n° 448-2015-2016. Sénat*

5. *On a tous un ami noir : Pour en finir avec les polémiques stériles sur les migrations. F. Gemenne. Fayard. 20*

8 Mars

Dans le Mantois, la longue préparation du 8 mars

Le 8 mars à Mantes, la ville arborait quelques marques bien visibles de la mobilisation annuelle pour les droits des femmes : des banderoles sur un des ponts les plus passants et à la gare, des slogans à la craie sur le bitume… Tout cela avant un rassemblement réunissant 30 personnes à la gare à l'appel des FFFRAC, le groupe féministe local, (voir l'interview du groupe dans le numéro d'été 2020 de CA) avant de rejoindre collectivement la manif parisienne.

Localement, ce 8 mars avait été envisagé comme le point culminant d'une mobilisation construite sur la durée par les FFFRAC depuis maintenant presque 1 an, avec des rendez-vous autour du 8 de chaque mois, dans des lieux passants (mairie, gare, marché). L'idée de grève des femmes (du travail, de la consommation, des tâches domestiques) était expliquée et motivée à chaque échéance depuis la rentrée 2020, ainsi que des points d'actualité (procès, mobilisations internationales, grèves...), dans les tracts et / ou les prises de paroles, slogans, chansons…

Ainsi, entre la rentrée 2020 et février 2021, ont eu lieu lors des rassemblements par exemple : commémorations des 50 ans du MLF, de l'avocate féministe Gisèle Halimi, un relai local des acquis en Argentine et en Corée sur le droit à l'avortement, un soutien à Julie, jeune fille violée par une vingtaine de pompiers, à l'occasion du procès, et un message de solidarité exprimé avec les femmes de chambre en grève à l'Ibis Batignolles… La manif de février, très festive avec casseroles, banderoles et chants dans le marché était très réussie.

Les manifs, même relativement peu garnie (30 à 60 personnes, pour Mantes, c'est bien) étaient toujours enthousiastes et déterminées, et dans la morosité ambiante, ça soude les liens et ça fait du bien !

Limoges

Aboutissement d'une semaine d'actions diverses (tables de presse thématiques, atelier autodéfense...), la manif de ce 8 Mars a regroupé 500 personnes environ, dynamique, avec parcours original et rues rebaptisées, plusieurs interventions, discours, théâtre, flash-mob, chants. Pas mal de jeunes lycéen.nes plutôt qu'étudiant.es. Au niveau drapeaux seulement CGT, FSU et FI, mais beaucoup de panneaux et mini banderoles avec du sens. Quelques Zélues PS sont passées 10 minutes pour montrer qu'elles se sentaient concernées. On est resté polis, elles ont été ignorées...

La flicaille a accompagné sans faire chier et le gros du dispositif est rentré au poulailler un peu avant 19h quand les CGTistes sont allés remiser leur sono et leurs drapeaux. Ils n'ont laissé qu'une voiture pendant qu'on poussait encore quelque chansons devant la préfecture. Pas de contrôle du couvre-feu.

Caen

Le 8 Mars, une trentaine de sages-femmes réunies à la polyclinique du Parc à Caen, ont fait grève. Ce mouvement national demande que leur métier soit reconnu comme profession médicale *« comme les pharmaciens, les médecins et les chirurgiens-dentistes »*, ainsi qu'une revalorisation des salaires : *« Notre salaire a été revalorisé à hauteur de 183 € bruts par mois alors que les infirmières l'ont été à hauteur de 250 € bruts ».* Elles ont ensuite rejoint le rassemblement prévu à midi, place Bouchard à Caen, pour la Journée Internationale des Droits des femmes. Plus de 150 personnes étaient réunies pour un rendez-vous plus particulièrement à destination des femmes en première ligne durant le confinement qui a *« augmenté la charge des tâches des femmes et la charge mentale à la maison, ce qui s'est traduit par des abandons de recherches d'emploi, par des chômages et par un accroissement des violences conjugales. »*

Le samedi 13 mars «VENEZ AVEC VOS VOIX DE CASSEROLES ET VOS PLUS BELLES BANDEROLES ! » Le collectif Droit des Femmes appelait à un rassemblement festif parce que le 8 Mars c'est tous les jours. Environ 400 personnes ont participé, malgré les giboulées, à une Scène ouverte avec lecture de textes ou slam, une chorale crée pour l'occasion, un concert des « Horzines Stara » groupe musical féminin de Caen.

Pays Basque

500 personnes ont défilé dans les rues de Bayonne, lundi 8 mars, à l'appel de l'Assemblée féministe du Pays basque, collectif agglomérant localement les associations et initiatives féministe.

Le départ était symboliquement fixé au Centre hospitalier de la Côte basque car comme le rappelle une syndicaliste de LAB : « A l'hôpital comme ailleurs "les premiers de corvées", depuis le début de la crise du Covid-19, sont majoritairement des "premières de corvées"... On applique au système hospitalier public les logiques de rentabilité des entreprises capitalistes. On réduit les moyens, on réduit des effectifs de plus en plus précarisés et au bout du bout, ce sont les femmes premières de corvées qui doivent compenser. La crise sanitaire est aussi une crise du système capitaliste et les femmes en font les frais. » Les applaudissements de 20 heures, à Bayonne, lors du premier confinement, lui ont fait « mal au cœur », confie une autre. « Trois semaines avant, nous manifestions avec les personnels soignants et nous étions bien seuls ».

Une étape devant le lycée Cassin a permis d'évoquer la précarité étudiante. Sur le carreau des halles de Bayonne, des voies sont montées pour rappeler le sort des « invisibles », les femmes migrantes, vulnérables parmi les vulnérables. Et demander la « régularisation inconditionnelle » des exilés, ainsi que la fermeture des centres de rétention administrative.

Une intervenante décrit le 8 mars comme un « triste anniversaire, un rappel rituel que les inégalités perdurent et que les injustices restent flagrantes ». La crise sanitaire agit comme un révélateur et un amplificateur des inégalités. Pour les violences faites aux femmes, les dispositifs d'accueil ont enregistré au Pays basque une augmentation de 60% des actes de violences conjugales en 2020, par rapport à 2019.

Poitiers

Ce 8 mars, environ 400 personnes ont défilé dans les rues piétonnes. Très grande majorité de jeunes femmes (20-25 ans), pas mal branchées écoféminisme. Deux batucadas, une ou deux chorales, un atelier « maquillage surveillance » et un atelier « panneaux ». Il semble que la mairie a fait enlever ce matin les affiches qui avaient été collées dans la nuit sur un côté de son bâtiment… et elle a mis sur sa façade des panneaux « droits des femmes » qui faisaient plus propres, sans doute. Samedi il y a eu, une "vélorution féministe" appelée par le collectif du 8 mars, avec beaucoup moins de monde pour une déambulation à pied et à vélo avec stations devant les

quelques panneaux de rues portant le nom d'une femme…

Toulouse, manif de nuit interdite

Depuis des années les féministes de Toulouse organisent à l'occasion du 8 mars (ou pas!) des manifs de nuit pour reprendre la rue de manière non mixte. Malgré le couvre-feu le collectif Toutes en Grève 31 a décidé de maintenir la coutume car il est *« important de nous réapproprier collectivement l'espace public après 18h, parce que le couvre-feu qui nous est imposé pèse chaque jour sur nos vies. [….] Après 18h les violences ne sont pas mises en pause. Après 18h on rentre du travail et on en commence un autre : il faut s'occuper des enfants, du repas, du ménage... »*

Manif non déclarée, -mais déclarée interdite par le Préfet-, 150 à 200 femmes se retrouvent vendredi 5 mars 2021, dès 17h30 place Esquirol pas loin de la Garonne, pour y jeter Darmanin, et pour chanter, danser, crier : *« Nos luttes et nos existences sont invisibilisées par le système, nous avons même complètement disparu de l'espace public après 18h. Cette situation est intenable et dessine une société patriarcale, genrée qui nous enferme dans un foyer où il ne fait pas toujours bon vivre »*. A 17h30, des personnes qui s'étaient réunies à Esquirol et qui chantaient ont été immédiatement nassées par la police. Plus de 30 véhicules ont été déployés par les forces de l'ordre. Aucune issue possible. Aucun moyen de rentrer chez soi avant le début du couvre feu, la station de métro ayant été fermée. La police a attendu sciemment 18h pour commencer à contrôler les personnes présentes dans la nasse et a embarqué les personnes qui n'avaient pas de papiers d'identité, avant de gazer les dernières personnes sur place en utilisant des sprays lacrymogènes violemment à quelques centimètres de leur visage. La batucada féministe toulousaine, *la frappe*, s'est faite arrêter et confisquer ses instruments. Quarante trois personnes ont été embarquées au commissariat pour contrôle d'identité ; dans le camion, les militantes féministes ont été traitées de « salopes » par des policiers. Deux manifestantes seront mises en garde à vue pour notamment «rebellion » et retenues jusqu'au lendemain.

Lundi 8 mars, grande manif de jour «déclarée»

7 à 8000 personnes ont défilé de 14h à 17h30 en tout légalité et sans répression visible avec en tête de cortège, des femmes et minorités de genre. L'appel était à la grève du travail des femmes visible et invisible, mal payé et gratuit : *Rebelles et pas robots ménagers ! Rebelles et pas robots industriels, consommateurs, sexuels ! Si les femmes s'arrêtent tout s'arrête ! Après 5000 ans d'hégémonie masculiniste, une solution : la révolution féministe ! Re-construisons un mouvement autonome des femmes !*

Quelques slogans : *« la femme ne sera pas l'avenir de l'homme : qu'il se démerde! »* ou encore *« on veut nos droits, pas ton avis! »* ou plus sérieux *« On ne nait pas femme, on en meure »* : en 2019, le nombre de féminicides a augmenté de 21% en France ; 146 femmes tuées par leur conjoint ou ex.

Solidarité avec l'UCL

Le 20 mars à Lyon, la librairie La Plume noire, local de l'UCL, a été une nouvelle fois la cible d'une attaque d'un commando de nervis fascistes. Il est clair que cette attaque comme celles dont sont victimes toutes les personnes actives dans le soutien aux sans-papiers et aux immigré.es s'inscrit dans un contexte où se banalisent les thématiques nationalistes anti-immigrés pour les expulsions et la fermeture des frontières…

Notre réponse doit se situer sur le terrain des luttes sociales, dans les entreprises comme dans les quartiers, sur l'invariant « Français/immigrés tous unis ». Il s'agit aussi de montrer que le fascisme n'est pas une verrue sur le corps social que l'on peut extraire à coups de décrets, mais une arme au service de la bourgeoisie pour diviser les exploité.es en les montant les uns contre les autres en profitant des crises. Par conséquent, il faut refuser toutes les thématiques de division des prolétaires sur des critères de race ou d'origine.

Il s'agit de ne pas confondre l'union de partis politiques ou de personnalités dits « progressistes » avec une union des prolétaires à construire à la base contre le capitalisme. D'autant que ces partis et personnalités n'ont souvent en tête que d'éviter le duel Le Pen/Macron et de parvenir à ce que les abstentionnistes passés basculent, même en se bouchant le nez, vers un « réflexe antifasciste » dont on sait à quel point il obscurcit la compréhension du fascisme et dont on connaît l'inefficacité.

Solidarité avec les camarades de Lyon. L'autodéfense contre les fascistes s'inscrit dans la lutte anticapitaliste pour la révolution sociale.

OCL

La technopolice ici et aux frontières

La Quadrature du Net mène une campagne contre la technopolice depuis 1 an et demi. Dans ce cadre elle a publié sur le Net (https://carte.-technopolice.fr/) une technocarte où sont répertoriés sur une carte de France les pratiques d'un certain nombre de villes en ce qui concerne le déploiement des drones, caméras thermiques, parlantes… Cette carte vient d'être mise à jour pour la 2ème fois. Si vous avez des infos, vous pouvez prendre contact avec le site et écrire dans leur forum. En vous baladant sur la carte de France, vous pourrez y lire : Coquelles, le site d'Eurotunnel, basé à Coquelles, est surveillé par des drones et plusieurs centaines de caméras. A Metz, en février 2020, un dispositif de reconnaissance faciale a été expérimenté à l'entrée du stade de Metz. En 2020, Limoges, Amiens, Granville, St Malo, Nantes, Ajaccio… ont utilisé des drones pour surveiller le respect du confinement. La commune de Strasbourg expérimente la vidéosurveillance automatisée, la vidéoverbalisation et, depuis plusieurs années, des capteurs sonores liés aux caméras de vidéosurveillance, etc...

Nous parlons beaucoup de surveillance des manifestations ou de surveillance de l'espace public dans nos villes, mais la technopolice est avant tout déployée aux frontières – et notamment chez nous, aux frontières de la « forteresse Europe ». Ces dispositifs technopoliciers sont financés, soutenus et expérimentés par l'Union européenne pour les frontières de l'UE d'abord, et ensuite vendus. Cette surveillance des frontières représente un marché colossal. L'Agence Européenne pour la Sécurité Maritime (AESM) a récemment rendu publics deux avis de marché pour des services de surveillance par drones. Les drones seront utilisés pour plusieurs objectifs. Ceux-ci incluent de les partager avec l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex pour des missions de surveillance des frontières afin d'intercepter des réfugiés. Frontex a récemment subi de nombreuses critiques à cause de son implication dans les repoussages illégaux de réfugiés vers la Turquie et de sa coopération avec les gardes-côtes libyens afin de repousser les bateaux de réfugiés vers la Libye, où les attendent l'exploitation et la torture dans des centres de détention tristement célèbres.

L'AESM prévoit de dépenser 70 millions d'euros dans ces contrats. On peut s'attendre à ce que les deux grandes compagnies d'armement israéliennes, Elbit Systems et Israel Aerospace Industries (IAI) figurent parmi les soumissionnaires pour ces nouveaux contrats. Ces compagnies développent leurs drones en étroite coopération avec l'armée israélienne et en font la promotion en les présentant comme « testés sur le terrain » : les drones armés « tueurs » des deux compagnies ont été largement utilisés pour tuer et opprimer les Palestiniens.

Auparavant, par l'intermédiaire de la compagnie portugaise CeiiA, l'AESM a loué deux drones Hermes 900 fabriqués par la plus grande compagnie militaire d'Israël, Elbit Systems. Ils ont aussi été déployés avec plusieurs objectifs, dont des missions de surveillance des frontières par air pour Frontex. Le contrat n'a pas été renouvelé, après la protestation de plus de 10000 personnes contre l'utilisation de drones militaires israéliens dans les politiques anti-immigration de l'Union européenne. L'automne dernier, Frontex elle-même a accordé 50 millions d'euros de contrats aux compagnies d'armement Airbus, IAI et Elbit pour qu'elles fournissent des vols de surveillance par drones pour la sécurité des frontières en Méditerranée. Les chiffres montrent par ailleurs l'explosion du budget de l'agence européenne Frontex : de 137 millions d'euros en 2015 à 322 millions d'euros en 2020.

Sources : laquadrature.net et plteforme-palestine.org

Le groupe d'intérim Adecco renvoyé en correctionnelle pour discrimination à l'embauche après 20 ans de procédure !

500 intérimaires ont été victimes de «fichage à caractère racial» dans le secteur de l'hôtellerie-restauration en Île-de-France entre 1997 et 2001. «Adecco» et 2 anciens directeurs d'agence sont accusés d'avoir établi un système de fichage racial permettant d'écarter les intérimaires noirs lorsque des clients exigeaient des «BBR» pour «bleu-blanc-rouge».

La cour d'appel de Paris a décidé, jeudi 25 février 2021, de renvoyer le groupe d'intérim Adecco et ses deux anciens directeurs de l'agence de Paris-Montparnasse devant le tribunal correctionnel, où ils devront répondre dans un jugement public du délit de discrimination à l'embauche et de fichage «en raison de l'origine, de la nationalité ou de l'ethnie » de 500 intérimaires entre 1997 et 2001.» Aucune des entreprises donneuses d'ordre de discrimination ne sera jugée, on murmure que parmi celles-ci un gros client de cette agence d'intérim était Dynesland …

20 années après, combien de victimes SOS Racisme à l'origine de cette action en justice va-t-il réussir à joindre pour les informer qu'elles peuvent rejoindre le combat dans sa phase finale et obtenir, espérons-le, un peu de fric ?

Source : mediapart.fr

Big Brother

Fichage chez un géant de la pub

Trente-cinq salarié.e.s de l'agence de publicité McCann Paris ont été recensé.e.s dans un fichier visant à budgétiser le coût de leur départ. Ce fichier a été communiqué, début février par voie anonyme, à plusieurs fédérations syndicales. Il était accompagné d'une lettre de trois pages, dénonçant une politique managériale brutale au sein de l'entreprise. Le syndicat Info'com-CGT a déposé une plainte contre X pour collecte déloyale de données à caractère personnel et discrimination.

Cette agence de publicité, basée à Neuilly-sur-Seine, appartient à McCann WorldGroup et au réseau IPG (Interpublic Group), poids lourd mondial de la communication. Le plus gros client de McCann Paris est L'Oréal qui est dans les faits son donneur d'ordres.

Dans le courrier anonyme, le fichier est présenté comme un document *«partagé et renseigné par la Direction Générale, la DRH et la finance [...] oublié sur une imprimante»* … L'impression du document daterait de juillet 2020.

Construit sous forme de tableau, le fichier renseigne les identités, qualifications, types de contrat, salaires ou encore ancienneté des trente-cinq salarié.e.s. Jusqu'ici, rien de fâcheux. Mais au gré des colonnes, les informations deviennent totalement illégales.

Une colonne *«contexte»* indique ainsi l'état de santé (ou état supposé) de certain.e.s salarié.e.s. présenté.e.s comme *«en longue maladie»*, voire en *«fragilité psychologique»*.

La colonne suivante, baptisée *«commentaires»*, livre des informations sur leur appartenance syndicale ou mandats syndicaux. C'est encore dans cette colonne que l'on voit apparaître le qualificatif *«TOXIQUE»* à plusieurs reprises et d'autres remarques, particulièrement désobligeantes. Quasiment toutes les remarques concernent des femmes, qui représentent

Brother

Les bénéficiaires du RSA dans l'enfer des contrôles

Sur fond de consensus politique, et forte du soutien de l'opinion publique, la chasse aux fraudes à la prestation sociale est ouverte.

Au fil des ans, des progrès du big data, et des interconnexions de fichiers, les Caisses d'Allocations Familiales intensifient et raffinent les contrôles – parfois jusqu'à l'acharnement, comme le dénoncent plusieurs associations telles qu'ATD Quart Monde, le Secours catholique… jusqu'au Défenseur des droits. Les fichiers du fisc, de Pôle emploi et de la CAF sont, en effet, connectés entre eux : l'une des conditions de l'octroi du RSA est d'être en recherche active d'un emploi, et toute démarche auprès de l'un a des conséquences sur l'autre – pour ce qui est des CAF, cela se matérialise bien souvent par une interruption des prestations. L'activité de contrôle a pris une dimension industrielle avec, en 2019, des vérifications automatiques (28 millions), des contrôles sur pièces (234 000), sur rendez-vous ou au domicile (170 000), menés par près de 2 500 agents dont 700 habilités à se rendre sur place.

La CAF a, en outre, accès à de multiples fichiers, aux comptes bancaires ou aux données des caisses de retraite. Mais tous ses agents ne sont pas à l'aise avec ces méthodes qu'une ancienne chargée de recouvrement n'hésite pas à dénoncer : *«Chaque année, on nous assigne des objectifs de montants et de taux de recouvrement qui, s'ils sont atteints, nous font gagner des points pour une prime d'intéressement en fin d'année et, pour les cadres, des points d'avancement de carrière. Tant pis si les sommes à recouvrer sont prescrites ou si les dossiers ne sont pas assez étayés… On commence le recouvrement avant que les recours soient tranchés et si l'allocataire ne se défend pas et ne prend pas d'avocat, on va jusqu'au bout, jusqu'à l'huissier.»*

Les 1,8 millions de bénéficiaires du RSA, allocation jugée «fraudogène», sont les plus ciblés : sur les 44 135 erreurs et fraudes aux allocations repérées en 2019, 46 % concernent le RSA, 19 % la prime d'activité et 18,5 % l'APL. Le droit à l'erreur de l'allocataire n'existe pas. Deux motifs principaux sont invoqués. D'abord, la triche sur la déclaration de revenus (69 % des infractions), le RSA étant attribué sous conditions de ressources de tous les membres du foyer, ces dernières devant être réactualisées chaque trimestre. Des parents se voient par exemple redresser pour n'avoir pas déclaré les revenus que leurs enfants ont gagnés comme livreurs. Deuxième motif : la fraude sur la situation familiale (lorsque l'on oublie de déclarer le départ d'un enfant majeur), ou encore ce que les enquêteurs de la CAF appellent la «fraude à l'isolement» (une situation de couple non déclarée). Dans ce dernier cas, ils se rendent, parfois sans prévenir, au domicile, interrogent les voisins et traquent le moindre indice. *«Ces "contrôles des brosses à dents", particulièrement intrusifs, visent avant tout les femmes seules avec enfants et placent la famille dans une insécurité permanente, dénonce ATD Quart Monde. C'est d'ailleurs presque toujours à la femme que l'on réclame le remboursement des indus»*, note-t-elle.

Depuis 2019, un nouvel outil, dont la CAF est très fière, permet d'identifier toute connexion sur son site depuis l'étranger de la part d'un allocataire mettant à jour ses données – et, de ce fait, de donner l'alerte. Les bénéficiaires du RSA sont en effet censés résider en France et ne pas s'absenter du territoire plus de quatre-vingt-douze jours par an (cent vingt jours pour les bénéficiaires de l'APL).

Source : lemonde.fr

70 % des salariés de McCann. Quelques exemples :

«Elle est têtue, revient à la charge sur des sujets qui lui tiennent à cœur.»

«Salariée protégée car en congé maternité […]. Peu engagée. Même les élus ont demandé à quoi elle était payée.»

«Elle semble avoir au quotidien une attitude négative et réfractaire aux changements.»

«Son attitude est toujours négative, difficilement dans la construction car elle met du temps à comprendre les sujets, pourtant expliqués plusieurs fois.»

D'autres colonnes listent les modes de ruptures envisagés pour les salarié.e.s : *«licenciement économique individuel»* ou *«RC»*, pour rupture conventionnelle. Enfin, le tableau budgétise le coût de ces départs et prévoit le calcul du barème Macron, issu de la loi travail et précisant le montant des indemnités que les prud'hommes pourront accorder à un salarié licencié sans cause réelle ni sérieuse.

Aujourd'hui, treize salarié.e.s sur les trente-cinq cité.e.s travaillent toujours pour l'agence McCann Paris. Les autres ont signé une rupture conventionnelle ou ont été licencié.e.s ces derniers mois.

Source : mediapart.fr

La surveillance militaire par hélicoptère

Nous dénonçons la surveillance de la population par drones mais nous oublions que les hélicoptères peuvent être encore plus efficaces. En mars 2019, la gendarmerie annonce d'ailleurs avoir effectué 717 heures de vol au-dessus des manifestations de gilets jaunes, pour un coût total de 1 million d'euros.

Il est difficile de remonter aux premières utilisations d'hélicoptères par la police et à la gendarmerie à des fins de surveillance de l'espace public. En 2017, le commandant des «forces aériennes de la gendarmerie nationale» parle d'un *«énorme zoom qui permet de lire à 300 mètres d'altitude une plaque d'immatriculation située à un kilomètre, d'identifier une personne à 2 km et un véhicule à 4 km»*, précisant qu'il peut *«demander à la caméra de suivre automatiquement un objectif, quelle que soit la position ou la trajectoire de l'hélicoptère.»* En 2018, il était précisé que la caméra pouvait même «identifier un individu à 1,5 km de distance» avec retransmission *«en direct et suivi depuis le centre interministériel de crise du ministère de l'Intérieu»*. Aujourd'hui en tous cas, la police et la gendarmerie sont fières de leurs capacités de surveillance. Pendant le confinement, elles vantaient ainsi que l'hélicoptère *«ne peut être ni vu ni entendu par les personnes au sol»* et est doté de caméras *«capables de deviner à des centaines de mètres la présence d'êtres humains ou d'animaux.»*

Comme pour d'autres outils de la Technopolice (drones, vidéosurveillance automatisée…), il y a encore ici cette porosité entre les technologies militaires utilisées dans les pays en guerre, celles expérimentées aux frontières et celles déployées pour la surveillance des villes et des campagnes. Nous assistons à une militarisation progressive de nos espaces publics.

Pour le futur, les hélicoptères devraient être équipés chez Safran, avec une «boule optronique» : un zoom encore plus puissant, des détecteurs de mouvement, un ordinateur intégré… Bref, un ensemble de technologies que la police ne manquera pas d'utiliser pour nous espionner au plus près. Comme pour les drones, ce type de technologies couplé à de l'analyse logicielle des images concrétise la société décrite par le ministère de l'Intérieur dans son livre blanc (voir CA 307) publié en novembre dernier : celui d'une surveillance automatisée et totale. L'objectif est que ce nouveau dispositif soit opérationnel avant les JO de Paris 2024.

Source : laquadrature.net

Big Brother

Débat CJ Caen février 2021.

Etatisme et complotisme : les frères ennemis ?

Si hier, la bourgeoisie appelait à défendre la patrie en danger et la grandeur de la France version de Gaulle, ou à collaborer sous Pétain, aujourd'hui c'est aux citoyen-nes que le pouvoir en appelle pour défendre la « Démocratie » menacée. Après le coup d'Etat, ou plutôt le coup d'éclat de l'extrême droite américaine trumpiste contre le Capitole, tous les démocrates et progressistes ont salué la puissance, la résistance de la démocratie.

La démocratie menacée ou le retour de l'Etat-providence ?

La démocratie apparaît paradoxalement à la fois comme rejetée massivement (forte abstention, « tous pourris ») et comme adulée tel un idéal indépassable que l'on doit défendre (contre-attaque médiatique après le Capitole ou l'assassinat de Samuel Paty) et que l'on peut et doit améliorer, par la *Convention citoyenne pour le climat* ou encore le RIC.

La dégradation rapide de ce qui dans l'État apparaissait comme le plus « démocratique », « souverain » et « social », et l'omniprésence de la « finance » mondiale ou européenne dans les décisions politiques redonnent beaucoup de crédit à la nostalgie des Trente Glorieuses, à la défense des services publics et à un retour à un statu quo ante bien illusoire au vu de la mondialisation actuelle. Ce discours est porté largement par les syndicats, les associations de gauche, les Gilets Jaunes, mais n'a pas vraiment de relais politiques sociaux démocrates crédibles, à l'exception de Mélenchon.

La critique fascisante historique de la démocratie ne paraît pas audible, pas plus que celle qui a comme perspective le pouvoir aux travailleurs. Le recul de la conscience de classe, l'évolution de la société et l'absence de services de l'État en dehors des villes font que le discours de critique de la démocratie en vertu de l'autogestion, du fédéralisme, de l'autonomie ne passe pas. En l'absence d'un projet politique crédible et audible qui fasse des producteurs les acteurs du changement social, en l'absence d'une opposition ouvrière de classe, sur les lieux de travail, qui incarne ce projet, ce sont le spectacle de la politique (citoyennisme) et les simulacres d'action (petits gestes, consomm'action, charité...) qui prennent le devant de la scène.

La crise sanitaire accentue également « le désir » d'un recours à l'État comme garant de la sauvegarde de la société contre les attaques virales et dépossède davantage chacun et chacune de ses libertés de choix et de circulation.

Lois sécuritaires et élections

En France, les lois sécuritaires et sanitaires en tout genre depuis Chirac ont accompagné les scores électoraux des Le Pen. La course à la présidentielle de 2022 est engagée. Le pouvoir essaye de racoler l'électorat en tapant une fois à droite, une fois à gauche : loi sur le séparatisme, dissolution racoleuse de *Générations identitaire* puis assaut de la sous-ministre Vidal contre l'islamo-gauchisme colonisant l'Université et la Recherche...

Pour perdurer, le pouvoir macroniste axe toute sa stratégie électorale sur un remake de 2017 avec un duel au second tour avec le RN dont il sortirait naturellement vainqueur. Mais rien n'est moins sûr ! Macron peut se faire ramasser par une candidature « surprise » de droite ou pourquoi pas de gauche au 1er tour. Ces scenarii seront à observer et à analyser, car ils peuvent être des indicateurs du rapport de force électoral, mais ils ne nous concernent pas directement !

Le pouvoir actuel se passe de plus en plus des échelons intermédiaires des institutions et des contre-pouvoirs pour piloter en solo, quitte à passer pour autoritaire, amateur, dirigé par les lobbys, et à attiser la rhétorique *complotiste* qui prend au moins en partie sa source dans un discours : peuple contre élites. Ce pilotage autoritaire, les nombreux mensonges et omissions de ce gouvernement, mêlés aux délocalisations, au chômage, aux campagnes sacrifiées, aux attaques constantes de la bourgeoisie et au déferlement technologique, entraîne une dépossession de leur vie que ressentent les gens (et qui est réelle), et une perte de conscience du pouvoir collectif des travailleurs-euses. Les discours simplistes du *complotisme* (de droite comme de gauche) viennent se nourrir de cette dépossession et contribuent au flou idéologique antisystème ambiant.

Complotisme et conspirationnisme

La classe politique et les médias associent facilement le complotisme à l'extrême droite, à des personnes « incultes » et peu politisées, genre Gilets Jaunes. Pour les dominés, le complotisme c'est plutôt la dénonciation de la ou des minorités dominantes : les « élites » : élus, médias… les banques (et qui dit banques dit juifs…), bref les « tous pourris ».

Le complotisme ou les conspirationnismes semblent prospérer sur la perte d'une conscience ouvrière de classe (à laquelle la social-démocratie, avec le citoyennisme, mais aussi la diffusion des idées postmodernes, centrées sur l'individu, ont largement contribué). Des travailleurs-euses désorienté-es se connectent à des réseaux sociaux pour trouver des réponses aux incertitudes du moment : solidarité, appartenance à un groupe...

Si l'histoire peut nous amener à comprendre les conditions qui hier ont porté les régimes fascistes au pouvoir, aujourd'hui la réalité semble être plus complexe. D'une part la propagande médiatique qui assène les vérités ou les mensonges d'Etat selon les besoins du pouvoir, discrédite toute parole officielle. D'autre part les propagandes complotistes, souvent alimentées par l'extrême droite, portées par les réseaux sociaux, se nourrissent de ce discrédit pour mieux invalider les réactions collectives possibles : puisque tout n'est que produit de pouvoirs cachés, il n'y a rien à faire que d'attendre un véritable sauveur. Cette dualité s'est confirmée durant la pandémie actuelle du Covid-19.

On peut noter d'autre part une absence de réactions d'une bonne partie de notre camp sur les mesures liberticides du gouvernement. S'il y a eu une critique de l'absence de moyens pour l'hôpital, dans les entreprises la principale revendication était le droit de retrait. De plus tombait l'accusation récurrente de complotisme, mot valise utilisé à toute les sauces, dès qu'une critique de la politique sanitaire ou son absence était émise. Complotiste si vous critiquez le rester chez vous et prenez du Doliprane, complotistes si vous supposez que les traitements peu chers étaient abandonnés parce que cela ne rapportait pas assez au trusts pharmaceutiques…

Le complotisme, par adhésion ou par rejet, alimente une fabrique du consentement

très fonctionnelle y compris dans une bonne partie de la gauche. Cela explique en partie le succès d'un film comme *Hold Up* qui a rempli un vide laissé béant par l'acceptation de la doxa d'État. L'extrême droite et autres illuminés se sont engouffrés dans la brèche.

Les réseaux sociaux sont une caisse de résonance des idées populistes « peuple vs élite », « gros vs petits ». Les attitudes minoritaires (l'e-communauté) y sont mises en avant, mais il faut relativiser leur réalité. Le complotisme est antérieur aux réseaux sociaux. Il s'agit d'un phénomène récurrent dans l'histoire, un phénomène sous-jacent qui revient au moment des crises. Les rumeurs (grande peur, complot aristocratique…) ont joué un rôle important dans la Révolution française, ou encore le complot judéo-bolchevik leitmotiv des nazis.

Les premiers complotistes sont certainement les gestionnaires du capital : l'invasion du Vietnam par les USA, les mensonges sur les armes de destruction massive pour attaquer l'Irak, le nuage de Tchernobyl stoppé à la frontière... Ces mensonges d'État, alimentent la suspicion et le complotisme que par ailleurs ces derniers dénoncent.

Par exemple aux USA, par peur de l'unification des prolétaires, cette conscience collective est combattue par la bourgeoisie et mise à l'écart par les médias. Alors que se développait une contestation sociale importante, avec des grèves partout dans le pays, le mouvement « Black Lives Matter » a offert une possibilité de reléguer cette solidarité de classe en ne ciblant que la notion de « privilège blanc » et les déviances de certains policiers.

La gauche institutionnelle, la social-démocratie syndicale et politique qui a historiquement un rôle intermédiaire entre les masses et les élites au pouvoir, a grandement contribué à la dépolitisation. Les luttes parcellaires menées par les syndicats et les partis de gauche ou écolos n'amènent pas à l'autonomie, à ce que les gens se prennent en charge. Alors, ça explose comme les gilets jaunes, tout de suite qualifiés de complotistes, de fachos, d'homophobes, etc., et qui pour exprimer leur colère et révolte ont occupé les ronds-points pour se rendre visibles et incontournables.

La singularité radicale contre la solidarité de classe

Parallèlement au dénigrement du collectif et du populaire, chaque individualité doit absolument être prise en compte. Les groupes militants s'arc-boutent sur leurs « différences », pour instituer autant de nouvelle norme qui visent à définir une communauté totalisante. Il ne s'agit plus de repérer un « nouveau sujet révolutionnaire », mais de définir un « idéal type de victimes » qu'il faudra défendre sur des bases morales.

L'analyse intersectionnelle – ou plus exactement l'usage qui en est fait –, en mettant l'accent sur les divisions, la hiérarchisation des oppressions, crée des fractures, des clivages et des divisions. Un climat désespérant de paranoïa, rumeurs, exclusions s'installe ces derniers temps dans le milieu militant avec la désignation pas très bienveillante de personnes ne se pliant pas aux nouveaux codes et nouvelles normes de petits groupes dits radicaux.

Les notions comme le « safe », le « secure » et autres novlangue chère aux technocrates et à la bourgeoisie, ainsi que le post-modernisme sont porteurs d'individualisme.

Par définition si nous sommes anarchistes communistes, nous privilégions la lutte collective et considérons que c'est le développement de la lutte des classes qui fait l'histoire, l'action individuelle complotiste ou par petits groupes n'a donc pas sa place dans notre militantisme.

Ce serait cependant une erreur de croire que le conspirationnisme/complotisme n'est pas politique. C'est un vrai problème de société en Allemagne de l'Est, en Angleterre, ou aux USA où il a une portée raciste importante (suprémacistes blancs). On en est loin en France, où la culture individuelle fait que les complotistes ne se fédèrent pas -encore- en mouvement conscient ou en partis politiques confus (contrairement au « mouvement 5 étoiles » en Italie, les pro-Brexit en Grande-Bretagne, Trump ou Qanon aux USA...etc).

Le monde d'après ?

Ce qui nous intéresse est l'état du mouvement social après le Covid. La période de fin de pandémie risque d'être secouée de manifestations et d'émeutes (même le FMI le dit) partout sur la planète, car les contradictions du capitalisme et de l'État du XXIe siècle s'exacerbent de façon accélérée. Mais rien n'indique que cela débouchera sur du mieux. Il nous faudra faire l'inventaire des conséquences de l'état d'urgence sanitaire sur le terrain de la lutte des classes, le travail salarié et ses changements (télé-travail), vers plus d'individualisme... ou pas.

Ce qui peut nous rendre optimistes, c'est que dans les premiers mois du mouvement des gilets jaunes, jusqu'à 70 % des sondés disaient le soutenir, malgré le matraquage médiatique et institutionnel. Le lavage de cerveaux ne semble pas si total qu'on veut le dire et il y a encore une capacité de jugement dans les classes populaires.

Le volet pessimiste : la période et la montée de l'individualisme sont propices à réhabiliter les institutions – école, famille, État. La pandémie nous amène à discuter de ce que pourrait être une bonne gestion de l'État. Certain-es veulent renationaliser les labos, contrôler la production des vaccins… Cela sape toute critique de l'État : il faut « juste » revenir à sa bonne gestion des choses ou un « vrai » service public… Le mouvement contre l'inceste dénonce la « culture du viol » et le patriarcat. Mais au lieu d'aboutir au fameux « Famille, je vous hais ! », il renforce la famille expurgée des membres pourris. Le confinement, quant à lui, renforce la nécessité de ne pas priver les enfants d'enseignement, sans aucune critique de l'école.

Les discours communistes et libertaires n'ont pas le vent en poupe, alors que beaucoup de choses dans la période actuelle leur donnent raison. La mise en avant constante par une grosse partie de la gauche et de l'extrême gauche (libertaires compris) des questions d'identité et des critiques partielles (sécuritaire, défense des service publics...) renforce le réformisme ambiant, et pousse à rechercher une « convergence des luttes » que rien n'annonce. Cela contribue à ce que les mobilisations ne dépassent pas le cadre citoyen entre deux élections. Ce ne sont pas les discours qui font bouger les gens : celles et ceux qui se mobilisent apprennent sur le terrain et contribuent au renversement du rapport de forces. Il nous faut exprimer nos idées et les diffuser, faire de la politique aux cotés des personnes qui luttent, sans rien attendre des magouilles électorales ou du jeu parlementaire ni des appareils politico-syndicaux. Ce n'est qu'en reprenant la rue que nous pourrons faire échec aux discours complotistes, mais aussi à la politique du patronat et du gouvernement et mettre à bas le capitalisme.

Le macronisme est-il un fascisme ?

(deuxième partie)

A défaut de la définir précisément, comment comprendre la période que nous traversons. La succession des événements, la violence de la crise sociale, l'épidémie de Covid 19, le raidissement du pouvoir, la multiplication des échecs des précédents mouvements sociaux confrontés à une répression policière et judiciaire particulièrement féroce tout cela donne le tournis. On pourrait ainsi penser que nous sommes entrés dans une nouvelle forme de gouvernance marquée par un autoritarisme dont le président de la République, alliant mépris, arrogance et stupidité de classe serait l'incarnation parfaite.

Le macronisme est-il un fascisme ?

D'aucuns ont en effet voulu voir dans la forme du pouvoir exercé par Emmanuel Macron des caractères qui pourraient évoquer le fascisme[1]. Dans un précédent article (Courant Alternatif n°307) nous avons tenté de synthétiser les origines et la typologie du fascisme (mouvement, parti-milice, culte de l'État et de la nation, exaltation de la force et de sentiments bruts) pour différencier le présent du passé. Notre ambition était de rappeler quelques évidences et d'affirmer que si le fascisme est le produit des circonstances de son époque c'est bien la démocratie qui le porte au pouvoir. Assimiler le macronisme (dont on aimerait au passage avoir un jour une définition précise) au fascisme c'est passer à côté de la tendance lourde qui est celle du pouvoir, de TOUT les pouvoirs depuis bientôt vingt ans.

En effet un autre type de critique voit quant à elle, à travers les multiplications des législations d'exception (confinement, couvre-feu, état d'urgence sanitaire), la contamination du droit commun par les catégories d'état d'exception et d état d'urgence[2]. Outre que ces remarques partent d'un postulat de départ que le citoyen est un sujet de droit dont les libertés serait garanties par le cadre protecteur de la loi (l'État de droit). Elles font l'économie d'une critique du mouvement général du droit et des cadres législatifs des gouvernements occidentaux, de la construction d'une nouvelle doctrine sécuritaire : la sécurité globale élaborée par les cerveaux et think tank néo cons américains à la fin des années 80[3].

Ces critiques sur la contamination par les moyens de l'État d'urgence et de l'État d'exception partent surtout d'un postulat de départ que la République est garante de la liberté. Le consensus républicain est donnée d'emblée et ne fait pas l'objet d'une discussion.

C'est faire peu de cas d'une histoire au long cours de la forme républicaine de l'État, où finalement si l'on veut bien y regarder les « moments » autoritaires apparaissent comme particulièrement nombreux.

Dans cette deuxième étape de notre réflexion [4] nous voudrions donc rappeler combien le recours à l'autoritarisme est ancré dans le logiciel de la République et ce plus particulièrement lorsqu'il s'agit de traverser des moments de crise.

La République un consensus dur.

Une des grandes victoires des sociaux-démocrates est d'avoir fait passer la vie politique d'un mode d'affrontement réel ou simulé à l'instauration d'un consensus fantasmé. La République devient ainsi un régime politique tombé du ciel sans racines historiques puisque nous le savons tous l'histoire est terminée. La République est donc aujourd'hui un mot valise presque exclusivement utilisé par les autorités étatiques, médiatiques, intellectuelles (la bourgeoisie, en fait) pour justifier l'obéissance, l'acceptation passive de ce qui existe. La République est une injonction, toujours du haut vers le bas, à se taire. C'est évident lorsque la République est invoquée contre les minorités pour leur rappeler leur place, mais c'est également plus large que cela : la République, aujourd'hui, c'est l'ordre, c'est l'image réactionnaire d'une société en paix avec elle-même, dont la stabilité, l'homogénéité est garantie par l'État.

Lorsqu'en juin 1848 les ouvriers parisiens se soulèvent pour faire valoir leurs droits, conquis sur les barricades quelques mois plus tôt, l'Assemblée nationale majoritairement « modérée » montre bien ce qui compte le plus pour elle entre l'ordre et la liberté : elle donne les pleins pouvoirs au général Eugène Cavaignac, rappelé d'Algérie, qui applique aux insurgés les techniques de la conquête coloniale, faisant des milliers de morts. La IIe République naît dans la tragédie du prolétariat parisien, comme une répétition de la suivante. En effet comment ne pas rappeler en ce 150eme anniversaire de la Commune la naissance dans le sang de la Troisième République en 1871. Le régime gouvernemental qui va régir la nation française pendant plus de 70 ans trouve son origine dans l'écrasement, la mort et la déportation de plusieurs dizaines de milliers de ses "citoyens".

Tout au long de son histoire la République va savoir trouver les formes et les hommes pour maintenir son pouvoir. Sous les gouvernements de Briand, Poincaré et plus particulièrement Clemenceau, fantasme absolu des ministres de l'intérieur, la République s'impose avec force. Entre 1906 et 1910 sous le ministère puis sous la présidence du Conseil du « Tigre » la République montre de quoi elle est capable pour imposer et défendre « l'ordre légal » face aux contestations. On envoie en prison les journalistes pour délit de presse (Gustave Hervé et le journal la Guerre Sociale en seront les champions toutes catégories). Les tentatives de grève générale du syndicalisme révolutionnaire se voient confrontées à une répression féroce. En 1907 le Génie de l'armée est mobilisé pour rétablir le courant dans Paris pendant la grève des électriciens. Lors de la bataille pour le droit de grève des fonctionnaires en 1909 des milliers d'entre eux sont révoqués.

Autre moment particulièrement intéressant dans la mythologie républicaine celui du Front Populaire et son retour à l'ordre. En mai 1937 lorsque le gouvernement Blum décrète une pause dans le programme du Front Populaire, il envoie la police dans la ville de Clichy pour contrer une manifestation antifasciste résultat 6 morts et près de 300 blessés. Le ministre de l'intérieur de l'époque Marx Dormoy accusera les gauchistes de la Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert d'être à l'origine des troubles. Quelle originalité !

Début novembre 1938, un large mouvement de grèves avec occupation débute, notamment

chez Renault. À Billancourt, 3 000 policiers interviennent pour déloger les grévistes et les 28 000 ouvriers sont licenciés. Le 30 novembre 1938 l'appel à la grève générale est lancée. Ce jour-là, l'armée quadrille Paris et sa banlieue. Dès le lendemain, la répression s'abat : 800 000 ouvriers sont licenciés temporairement ou définitivement, soit près de 10 % de la population ouvrière !

On pourrait citer les grèves de 1947-1948 et d'autres exemples encore pour démontrer que la violence et l'autoritarisme sont consubstantielle à l'histoire républicaine. Le consensus républicain se dévoile alors pour ce qu'il est c'est un consensus imposé par les armes, un consensus du plus fort inscrivant la défaite ouvrière et retournant, l'idée de République contre ceux qui croyaient en ses possibilités émancipatrices.

Ce n'est que dans la parenthèse des 30 glorieuses et sous la pression continue d'un prolétariat combatif, d'une bourgeoisie largement décrédibilisée par son rôle dans la collaboration et de la menace de l'Union Soviétique que L'État et la bourgeoisie daigneront déléguer quelques droits à leurs peuples.

Occulter cette dimension historique de l'histoire de la république française revient à se priver des moyens de comprendre comment, tout un ensemble d'institutions jugées pourtant garantes des droits, peuvent basculer dans une tendance autoritaire

Une dérive des institutions ou un changement de paradigme du droit ?

Alors que nous attaquons tranquillement notre première année d'état d'urgence sanitaire[5], l'accumulation des états d'exceptions et des lois d'urgences ont fait s'interroger les commentateurs sur cette situation juridique. Grossièrement on pourrait résumer leurs remarques selon deux axes. Primo chaque citoyen est considéré comme un danger potentiel, deuzio une atteinte aux libertés en annonce toujours d'autres et c'est désormais l'ensemble du droit qui serait contaminé par le virus de l'exception. Cette dérive serait favorisée par une surveillance globale permise grâce au moyens technologiques et au fichage généralisé de la population.

S'il est indéniable que des profondes mutations du droit et des législations ont eu lieu ces dernières années il faut cependant constater que l'exception n'a... plus rien d'exceptionnel.

Créé en 1955 pour faire face aux événements liés à la guerre d'Algérie, l'état d'urgence est appliqué trois fois durant cette période. La loi du 3 avril 1955 est adoptée au début de la guerre d'Algérie. Alors que les attentats et actes de sabotages se multiplient le gouvernement Faure souhaite se doter d'instruments juridiques pour lutter contre cette insurrection, mais sans reconnaître à ces opérations la qualification d'une guerre et aux fellagas le statut de combattants. Il s'agit de les considérer comme de simples fauteurs de trouble qu'on peut canaliser et réprimer grâce à un instrument de police administrative. C'est pourquoi on ressort alors des cartons ministériels un projet préparé en 1954 par François Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement Mendès-France qui visait à ne pas proclamer l'état de siège en Algérie. Pour laisser accroire qu'il ne s'agit pas d'une loi d'exception pour l'Algérie, on présente cette loi, non comme une loi de circonstance, mais comme une loi plus générale applicable sur tout ou partie du « territoire métropolitain, de l'Algérie ou des départements d'outre-mer ». L'exposé des motifs de la loi n'évoque d'ailleurs pas une insurrection mais un « désordre » provoqué par « quelques bandes organisées de hors-la-loi, numériquement peu importantes » et rappelle que l'Algérie, partie intégrante du territoire national, ne peut se voir doter d'un régime d'exception[6]. Le recours à cet instrument juridique est donc bien un moyen pour qualifier l'adversaire ou tout du moins celui qu'on entend combattre en le criminalisant. Il est donc tout à fait normal qu'on retrouve l'état d'urgence lors des troubles en Nouvelle Calédonie durant les années 1980, puis en 2005, lors des émeutes dans les banlieues après la mort des deux jeunes de Clichy sous-bois poursuivis par la police. Le fondement de l'état d'urgence est donc politique.

Il conviendrait donc plutôt de s'interroger sur la capacité du droit à recevoir de telles transformations. Comment de tels changements ont pu être assimilés en si peu de temps par les textes qui régissent et qui « font » la loi normalement garante de la « démocratie » et de « la liberté ». On pourrait même parler de mutation tant les fondements de ce qui constitue le droit pénal se trouvent bouleversés. Avec les lois d'exception, on s'inscrit dans une tendance qui consacre la primauté de la procédure sur la loi. Le recours aux formes d'exceptions ou d'urgences se traduit par la supériorité de l'autorité administrative (le préfet et donc l'État) sur les compétences de l'autorité judiciaire (le juge qui est censé dire et appliquer la loi).

C'est donc le droit en lui-même qu'il faut interroger ? Quelles sont les conditions de sa production, de sa rédaction, de son application ? Si l'on considère que le droit n'est ni intemporel, ni neutre, mais qu'il est l'expression des rapports de forces de la société, alors il faut rapporter le phénomène de l'état d'exception au monde de lequel nous vivons, en monde caractérisé tout autant par les modifications des conditions d'exploitation, que par la modification du droit qui régit cette exploitation. On remarquera par exemple qu'en plein confinement, et donc d'interdiction de circuler le ministère du travail, a considéré que la pandémie et le manque de masques ou de gel hydro alcoolique ne constituaient pas « un péril grave et imminent » justifiant l'exercice de son droit de retrait. Tout ceux pour qui le télétravail n'avait aucune validité (les prolos en fait) ont ainsi été sommés de travailler.

Ces lois ne mettent donc pas en place un ordre vide de droit. Bien au contraire, le droit devient un acte un outil qui qualifie politiquement le contrevenant, qui divise le politique en deux camps, « celui du bien et celui du mal ». C'est le caractère politique qui est attribué à l'auteur de l'acte qui permet de le criminaliser. Les lois d'urgences augmentent de façon exponentielle ces tendances déjà à l'œuvre dans les précédentes législations ; la confusion du champ du politique avec celui du pénal, permet au pouvoir exécutif d'exercer une fonction de magistrat, chargé de punir toute opposition, non reconnue par le pouvoir.

L'état d'exception apparaît alors comme une phase de transition vers une nouvelle forme de gouvernement des populations. Une gouvernance qui s'exerçait auparavant dans le cadre des États nationaux avec ses particularités historiques et politiques et dont le paradigme reste encore à définir.

La fameuse révolution macronienne.

Jean Mouloud

1. *Citons aux hasard des très nombreuses publications sur et contre "le macronisme" :*
Juan Branco Contre Macron Éditions Divergences : *"Le Macronisme est une nouvelle variante du fascisme, et il nous faudra avoir la plus grande attention à la façon de débrancher ces êtres de nos institutions au moment du changement démocratique nécessaire".*
Cerveaux Non Disponibles : ***Macron start up fasciste*** *article internet en date du 6 janvier 2020.*
Nantes Révoltée : Hybridation finale entre le macronisme et le fascisme *article internet en date du 28 décembre 2020.*
2. *C'est par exemple le cœur du livre d'Arié Alimi* ***le coup d'état d'urgence*** *avocat et membre éminent de la LDH. Ou bien encore du philosophe italien Giorgio AGAMBEN et de ses affidés.*
3. On trouve en France parmi ces ardents promoteurs des individus comme Alain BAUER "criminologue" et directeur des Cahiers de la Sécurité Globale. Elle se matérialise dans toutes les lois sécuritaires qui s'empilent depuis une vingtaine d'années (lois Perben, loi Urvoas sur le renseignement, lois sur l'Etat d'urgence etc...).
4. *Cette réflexion est bien évidemment ouverte au débat, elle gagnerait à être enrichi par les remarques et les avis des lecteurs dans une période où la discussion politique semble de plus en plus difficile dans nos milieux.*
5. *le 9 février, l'Assemblée nationale a donné son feu vert à une prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin. Créé en mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, ce régime d'exception est la base notamment du couvre-feu national à 18 heures. Il permet aussi des mesures de restriction ou d'interdiction de déplacements, des rassemblements ou des ouvertures d'établissements, sur tout ou partie du territoire, ainsi que des confinements partiels ou complets.*
6. *A cet égard on pourra lire l'article de Sylvie Thénault dans le numéro 218 de la revue Le Mouvement Social* ***L'état d'urgence (1955-2005) De l'Algérie coloniale à la France contemporaine***

La Commune et ses vies ultérieures

Le 150ème anniversaire de La Commune de Paris est à l'origine de multiples parutions, colloques, initiatives, rappelant que son appropriation symbolique reste un enjeu. Pourtant aucune cérémonie officielle, ni de l'État, ni de la Ville de Paris, n'est annoncée pour commémorer l'évènement.

C'était déjà le cas lors du centenaire en 1971 et Maximilien Rubel pouvait alors s'étonner du « refus obstiné du gouvernement de l'actuelle République française de commémorer un évènement qui contribua bien plus à établir et à consolider définitivement la République en France, qu'à transformer la société française en une fédération de communes autonomes, destinée à servir de modèle à la régénération sociale de l'humanité ». [1]

Car c'est bien là un des paradoxes de La Commune de Paris : ce mouvement insurrectionnel prolétarien élevé au rang d'archétype du mouvement révolutionnaire par différentes écoles du mouvement ouvrier, repose pour grande part sur une mythification de l'action du peuple parisien pendant les 72 jours de mars et mai 1871. Ses conséquences politiques et sociales immédiates furent plutôt de souder une nation autour d'une patrie française phare de l'universalisme humaniste pour mieux nier le crime inaugural de la IIIème République : la Semaine Sanglante. Un bain de sang qui se perpétuera dans les conquêtes coloniales, la Première puis la Seconde Guerre mondiale.

« La Commune a été un grand moment d'affrontement idéologique et de face à face social. La répression qui l'achève est à la hauteur des peurs que la Révolution a suscitées dans les classes dirigeantes. Des inquiétudes qui confinent à la haine. Elle dépasse largement le strict cadre de la répression politique. Si l'on punit les chefs, on n'épargne pas les humbles. Aux fusillades des squares succède une justice militaire prompte à condamner : on compte plusieurs dizaines de milliers de morts dans les rues de Paris, étendus par les balles des fusils versaillais, plus de 43 000 arrestations, près de 50 000 décisions de justice, plus de 80 condamnations à mort, des milliers de condamnations à la déportation en Nouvelle-Calédonie, près de 10 000 proscrits. Les juges sont convaincus qu'ils ont une mission à remplir, qu'ils sont là pour extirper le mal de la société, faire un exemple pour l'avenir, le tout sur fond d'idéal religieux. Il s'agit d'abord d'une expiation, d'une purification, d'une lustration à vocation rédemptrice. Il s'agit aussi de faire disparaître la menace socialiste, de faire taire le peuple et d'imposer un modèle politique et social paternaliste, pour le moins hiérarchique, en tout cas très éloigné de la démocratie, donc de la République au nom de laquelle cette répression est formellement conduite » [2].

Après une décennie de répression, l'amnistie est votée en 1880 pour poser *« la pierre tumulaire de l'oubli sur les crimes et sur les vestiges de La Commune.»* [3] Les communard-e-s pourront rentrer d'exil et pour partie, s'intégrer à cette IIIème République par la carrière politique. Edouard Vaillant est à ce titre exemplaire : Blanquiste élu au Conseil de La Commune il devient délégué à l'instruction publique [4] puis s'exile à Londres en 1871. Condamné à mort par le 3ème Conseil de Guerre, il reviendra en France en 1880, d'abord pour poursuive l'œuvre révolutionnaire de Blanqui, mais ensuite pour intégrer l'Assemblée nationale comme député de Paris de 1893 jusqu'à sa mort en 1915 après avoir participé à la création de la SFIO.

Le ralliement à la République ne fut bien sûr pas le lot de tout-es les Communard-e-s, et à ce titre la figure de Louise Michel symbolisera à elle seule une constance révolutionnaire, radicalisée par l'exil, et dévolue intégralement à l'émancipation sociale à son retour.

Les itinéraires seront bien évidemment divers, en fonction des quatre grandes familles politiques qui composent le Conseil de la Commune : les républicains jacobins (héritiers de 1793 et de 1848), les socialistes blanquistes, les proudhoniens et les internationalistes membres de l'AIT.

Marx donnera l'interprétation historiquement dominante de La Commune dans *La Guerre civile en France* : « La Commune a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte». Cette rupture avec la stratégie du Manifeste, ne sera cependant que provisoire pour les marxistes. Engels s'appropriera cette lecture en considérant que La Commune fut « le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français » et « la dictature du prolétariat en acte ». Lénine n'aura plus qu'à intégrer les conclusions supposées de Marx et avérées d'Engels dans le chapitre 3 de *l'État et la Révolution*, pour faire de La Commune l'archétype du prolétariat constitué en classe dominante, qui brise l'Etat bourgeois, l'ampute de l'armée et de la bureaucratie, et qui enfin réorganise la production en «

1. *Le socialisme et La Commune (1971), in Marx critique du marxisme, pp ; 272-289, Payot, Paris 1974*

2. ***L'amnistie de La Commune (1871-1880)*** *Stéphane GACON, Ligne n° 10, 2003.*

3. *L. Gambetta, assemblée nationale séance du 21juin 1880*

4. *Le 2 avril 1871, la Commune décide par décret la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle affirme dans ses déclarations les principes d'une école gratuite, laïque, obligatoire pour les filles comme pour les garçons. Il est intéressant de souligner que ces réalisations essentielles de la Commune seront réinvesties par la IIIème République pour instaurer une école missionnée pour éloigner les enfants tout autant des influences de l'Eglise que des chapelles socialistes et révolutionnaires.*

instituant une discipline de fer, maintenu par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés, nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents de l'exécution de nos directives, au rôle de ces surveillants et de comptables, responsables, révocables et modestement rétribués (...) voilà notre tâche prolétarienne ». Le tout dans la communion nationale car « c'est commettre sciemment un faux que d'accuser La Commune d'avoir voulu détruire l'unité de la Nation et supprimer le pouvoir central ».

Du côté des internationalistes antiautoritaires, la lecture de la Commune sera tout autre : la spontanéité de l'insurrection parisienne démontre la vacuité des états-majors politiques, et les capacités d'auto-organisation du peuple en mouvement. Bakounine écrira en1871 « Je suis un partisan de La Commune de Paris parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée de l'Etat (…) la majorité des membres de La Commune n'étaient pas proprement socialistes, et s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de leur milieu, par les nécessités de leur position, et non par leur conviction intime. Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin (5), ne formaient dans La Commune qu'une très infime minorité (...) Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, qu'une révolution sociale peut être décrétée et organisée soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris ont pensé qu'elle ne pouvait être faite ni amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires » [6].

Ces débats sur la signification politique de la Commune structureront les affrontements dans l'AIT entre autoritaires et fédéralistes (marxistes et anarchistes), mais aussi les débats au sein de la Seconde internationale sur la primauté du combat des organisations socialistes : la lutte est-elle principalement sociale ou essentiellement politique, faut-il conquérir ou détruire l'Etat ? Cela conduira en France aux difficultés de structuration d'une unité socialiste révolutionnaire, puis à l'affrontement entre le Parti socialiste (SFIO) et la CGT pour l'hégémonie sur le mouvement ouvrier [7], jusqu'à la Première Guerre mondiale qui réconciliera tout le monde ou presque dans l'Union sacrée et la communion patriotique. A l'international, même les Zimmerwaldiens et leurs descendants s'affronteront encore longtemps à propos de la Commune et de ses destinées, à propos des « Communes » de Berlin (1918-1919) de Cronstadt (1921), ou même de Budapest (1956)... [8]

Ces querelles d'héritiers font dire à Edith Thomas : « la Commune fut en majorité un gouvernement de petits bourgeois et l'on ne saurait guère y trouver l'idée d'une dictature du prolétariat, ni même l'organisation d'un parti directeur de la classe ouvrière. Anarchistes, socialistes, communistes peuvent donc à la fois se réclamer de son expérience et en dégager par-delà l'histoire et sans la fausser, la force élémentaire d'un mythe révolutionnaire et un espoir : celui d'une société sans classe ou régnerait la justice sociale » [9]

En effet comme le constate Kristin Ross dans *L'imaginaire de la Commune*, [10] « La Commune fut un laboratoire d'inventions politiques, improvisées sur place ou bricolées à partir de scénarios ou d'expressions du passé, repensés selon les besoins du moment, et nourris des désirs nés au cours des réunions populaires de la fin du Second Empire ». Dès lors il est possible d'aborder la Commune sous un angle nouveau, " libérée " des historiographies dominantes qui l'ont instrumentalisée jusqu'à aujourd'hui : d'une part l'histoire communiste officielle et d'autre part, celle de la fiction républicaine française, et de renouer avec sa lecture libertaire qui a été longtemps marginalisées.

« Les communards étaient hostiles à l'Etat et indifférents à la Nation. La Commune ne souhaitait pas être un Etat, mais un des éléments, une des entités, d'une fédération de communes qui devait se développer à l'échelle internationale ». Ainsi selon Kristin Ross, les groupes de communard-es en exil, de l'Angleterre jusqu'au Jura Suisse en passant par l'Islande, confronteront leurs expériences aux penseurs du temps [11], pour engendrer un nouveau concept, le communisme anarchiste...

Ainsi, la nature et les apports de La Commune ne peuvent être bornés par l'Etat : sa capitulation le 18 mars, et sa résurrection sanglante le 28 mai 71, ni même par la question de sa conquête ou de son abolition. La Commune commence par la diffusion de pensées subversives et révolutionnaires via la multiplication de clubs et de cercles dans les dernières années de l'Empire et poursuit son œuvre souterrainement jusqu'à nos jours, influençant y compris une pensée politique écologiste en rupture avec la société industrielle.

Et il n'est besoin que de regarder les recherches contemporaines sur les Communs [12], ou des expérimentations communalistes révolutionnaires du Rojava [13], pour être convaincu que l'on peut continuer à chanter *« qu'La Commune n'est pas morte »* !

Philippe

5. *Eugène Varlin, ouvrier relieur, membre de l'Internationale, sera l'un des signataires du Manifeste de la Minorité de la Commune, qui s'oppose à la création d'un Comité de salut public dénoncé comme une dictature le 15 mai 1871. Il sera lynché durant son transfert à Montmartre puis fusillé assis par les Versaillais le 28 mai. (cf le Calvaire de Varlin raconté par Lissagaray dans son Histoire de La Commune de 1871 et disponible en ligne)*
6. *M. Bakounine, Préambule à l'Empire Knouto-germanique, Œuvres complètes T. 8, éditions Champs Libre.*
7. *Voir les ouvrages Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919) d'André Prudhommeau, La Commune de Cronstadt d'Ida Mett, La Commune de Budapest et les conseils ouvriers, Hongrie 1956, d'Andy Anderson*
8. *cf. JP Hirou, Parti socialiste ou CGT (1905-1914), Editions Acratie.*
9. *article La Commune de Paris, Encyclopædia Universalis.*
10. *La fabrique Editions, 2015.*
11. *Krisitne Ross suit plus particulièrement les figures de William Morris, Elisée Reclus et Pierre Kropotkine. Son livre fait l'objet d'une recension remarquable par F. Himmelbauer sur le site « La voie du jaguar »*
12. *Pierre Dardot, Christian Laval, Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle.*
13. *Voir l'article de Pierre Bance dans ce numéro, ou son livre Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique, Editions Noir et Rouge.*

TCHERNOBYL, 35 ans après ...

Le 26 avril 1986, l'explosion du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl en Ukraine (qui fait alors partie de l'URSS) provoque le plus important accident nucléaire civil jamais constaté.
Cet accident libère dans l'air un nuage radioactif qui se propage principalement sur toute l'Europe, avec de lourdes conséquences à court et très long terme sur les populations et le milieu naturel de plusieurs pays.

L'explosion du réacteur n°4

Au début 1986, 100 000 personnes habitent à Tchernobyl, à une centaine de kilomètres de la capitale Kiev (Ukraine). La ville profite de l'essor économique de sa centrale nucléaire, mise en service entre 1977 et 1983 et située à près de 15 km. A 3 km de la centrale, la ville de Prypiat construite en 1970, pour accueillir les employés de la centrale, a 50 000 habitants d'une moyenne d'âge de 25 ans. La centrale est composée de 4 réacteurs. L'explosion du réacteur n°4 se produit le 26 avril à 1h23 suite à toute une série d'erreurs et de mauvais choix des équipes devant gérer une opération de maintenance. L'explosion libère des débris du bâtiment et du réacteur jusqu'à 7 à 9 km d'altitude. La partie supérieure du cœur du réacteur se retrouve à l'air libre et le graphite prend feu. L'incendie est entretenu par l'intense chaleur dégagée dans le cœur, qui est principalement due aux désintégrations radioactives des produits de fission et qui n'est plus évacuée. Il ne sera définitivement arrêté que le 9 mai. Près de 30% du combustible du réacteur s'échappe dans les environs immédiats de la centrale. Environ 50 tonnes de gaz radioactif sont éjectés dans l'atmosphère, l'équivalent de 200 fois les retombées de Hiroshima et Nagasaki.

Pour circonscrire les différents incendies de la centrale, plusieurs équipes de pompiers interviennent sans protection efficace contre les radiations.

Le 27 avril, les habitants de la ville de Pripyat sont évacués de la zone en l'espace de 3 heures à l'aide de bus.

Le 28 avril 1986, la Suède découvre l'accident qui avait été passé sous silence par le gouvernement de Gorbatchev, du fait de niveaux de radioactivité anormalement élevés mesurés dans l'air. L'URSS rend alors l'accident public.

Le nuage radioactif se déplace sur l'Europe, touchant d'abord la Biélorussie voisine et la Scandinavie. Il traverse la France puis remonte vers le Luxembourg et la Belgique. Une partie du nuage se déplace ensuite vers les Pays-Bas et l'Écosse tandis qu'une autre partie s'étend vers la Corse, la Tunisie, la Grèce et la Turquie. En quelques semaines, le nuage radioactif recouvre une superficie évaluée à 3,9 millions de km2, soit environ 40% de la superficie de l'Europe.

Evacuation en moins de 3 heures

La désinformation et l'inaction en France

Le 29 avril 1986, trois jours après l'explosion alors que la nouvelle vient tout juste d'arriver en France, Pierre Pellerin, haut fonctionnaire nucléocrate, directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI [1]) intervient au journal télévisé du soir et déclare : « ça ne menace personne actuellement, sauf, peut-être, dans le voisinage immédiat de l'usine, et encore c'est surtout dans l'usine que je pense que les Russes ont admis qu'il y avait des personnes lésées »

Ce même 29 avril, Antenne 2 pose l'image d'un STOP sur la carte de France de la météo pour illustrer le fait qu'aucune contamination ne menace car l'anticyclone des Açores détournerait le nuage. Le lendemain l'anticyclone n'a pas détourné le nuage et le réseau du SCPRI commence à détecter la contamination qui gagnera le lendemain l'ensemble du territoire. Après vérification, Pierre Pellerin rédige dans la nuit un communiqué de presse qui annonce qu'on observe une augmentation du niveau de radioactivité sur le sud-est, puis le lendemain un second communiqué pour l'ensemble du territoire français. Ces 2 communiqués indiquent que ce niveau ne justifie pas de prendre des mesures de santé publique particulières. Rappelons que le SCPRI créé en 1957 et dépendant du ministère de la santé et du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) a pour mission de protéger les populations et les travailleurs de l'industrie nucléaire des dangers des rayonnements ionisants. Des associations porteront plainte dans les années 90 contre Pellerin et le SCPRI [2].

Ce n'est pas un hasard si le seul pays occidental qui n'ait pas communiqué ses relevés de radioactivité à l'OMS, celui où la désinformation a été la plus flagrante, est le plus nucléarisé du monde : plus de 64,8% de l'électricité produite est d'origine nucléaire en France, contre 10% en URSS et 15% aux USA (chiffres de 1985). Tous les nucléocrates en France affirmeront que cet accident n'aurait pas pu se dérouler car nous avons des enceintes de confinement !

1. *Le 19 juillet 1994, le SCPRI est remplacé par l'OPRI (office de protection contre les rayonnements ionisants). Celui-ci est intégré le 13 février 2002 à l'IPSN (institut de protection et de sûreté nucléaire) pour former l'IRSN (Institut de radioprotection et de Sûreté nucléaire).*
2. *La cour d'appel de Paris a prononcé un non-lieu définitif dans l'enquête sur l'impact du nuage de Tchernobyl en France. Cette enquête avait été ouverte en 2001 suite à la plainte de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad) et l'Association française des malades de la thyroïde (AFMT).*

Les liquidateurs

Ce qui est faux car nous avions à cette époque 4 réacteurs (St Laurent, Chinon et Bugey) qui fonctionnaient comme Tchernobyl, selon le principe graphique-gaz et sans enceintes de confinement. De plus des enceintes de confinement à Tchernobyl n'auraient pas pu éviter la formation de ce nuage radioactif puisqu'il aurait fallu évacuer dans l'atmosphère des gaz afin d'éviter l'explosion (phénomène de la cocotte-minute).

Quant à la consommation de denrées alimentaires, chaque Etat européen invoque des impératifs de santé publique pour interdire telle ou telle consommation suivant ses intérêts économiques. C'est ainsi que le gouvernement allemand est draconien sur les épinards et les laitues dont il est importateur, il l'est beaucoup moins pour le lait qu'il exporte. Quant à l'Italie, elle exige des normes élevées sur le lait qu'elle importe et faibles sur les légumes et les fruits qu'elle exporte. Quant à la France, le ministre de l'agriculture est un certain François Guillaume, ex-président du syndicat agricole, la FNSEA. Pour lui, le nuage a frôlé « tout juste la frontière du pays », « le territoire en raison de son éloignement, a totalement été épargné par les retombées radioactives », « les productions françaises sont donc sans danger » ! Au moins, en France il y a eu une grande cohérence entre les lobbies nucléaires et agricoles.

La gestion soviétique de l'accident

Pendant plusieurs semaines, le gouvernement soviétique sous-estime les conséquences de l'explosion et opère une campagne de désinformation. La première conférence de presse a lieu 15 jours après l'accident.

Selon l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), près de 600 000 travailleurs participent aux opérations d'assainissement de Tchernobyl entre 1986 et 1991. Ces personnels militaire et civil intervenant sur le site sont appelés les « liquidateurs » et sont cités au titre de héros de la nation… Dans un premier temps, une sorte de pâte collante est déversée par hélicoptère sur la centrale pour coller au sol toutes les poussières radioactives puis les travailleurs détruisent et enterrent les objets radioactifs. Près de 300 000 m3 de terre contaminés sont ainsi ensevelis sous du béton.

Deux mois après l'accident, les liquidateurs participent à la fabrication d'un immense sarcophage d'acier et de béton pour protéger la centrale. Par précaution, des robots sont envoyés en première ligne. Mais ils ne résistent pas aux radiations et tombent en panne, les émissions de radioactivité détruisant leurs composants électroniques. Des hommes sont donc envoyés sur le site sur lequel ils ne peuvent rester que 2 ou 3 minutes au risque d'être irradiés à mort. En novembre 1986, la mise en place du sarcophage est terminée.

Toutes les localités installées dans un rayon de 30 kilomètres ont été rayées de la carte suite à la catastrophe. C'est le cas de Tchernobyl mais aussi de Prypiat.

Peu de temps après la catastrophe de 1986, l'armée soviétique va mettre en place une zone d'exclusion autour de Tchernobyl de 2600 km^2 (superficie du Luxembourg) qui est aujourd'hui l'une des zones les plus contaminées par la radioactivité dans le monde et attire de plus en plus de gens, aussi bien des scientifiques que … des touristes en recherche de sensations fortes sans oublier des chasseurs de métaux !

Malgré cet accident, après un nettoyage à l'intérieur de la centrale et aux alentours, les réacteurs 1, 2 et 3 furent redémarrés à la fin de l'année 1986. Les autorités attendront 1991 pour arrêter le réacteur 2, le réacteur 1 fut définitivement arrêté en novembre 1996 et en 2000, soit plus de 14 ans après l'accident, le réacteur 3 cessera toute activité de production d'électricité !

Après l'accident une échelle de gravité a été créée, semblable à l'échelle de Richter qui informe sur la puissance des tremblements de terre. Utilisée au plan international depuis 1991, l'échelle INES (International Nuclear Event Scale) comporte 8 niveaux, de 0 à 7. Les niveaux 1 à 3 correspondent à des « incidents », les niveaux 4 à 7 à des « accidents ».

A ce jour, deux événements ont été classés au niveau 7 : l'accident de la centrale de Tchernobyl en Ukraine et l'accident de la centrale de Fukushima au Japon en mars 2011.

Le deuxième sarcophage pour Tchernobyl

Depuis sa construction fin 1986, l'eau s'est infiltrée dans le premier « sarcophage » : le béton a souffert de la radioactivité. En 1997, la communauté internationale juge qu'une intervention sur le site de Tchernobyl est impérative. Il s'agit de stabiliser le premier sarcophage, préparer le site à l'édification du nouveau sarcophage et procéder à sa construction.

Il a donc été décidé de construire une nouvelle enceinte de confinement pour remplacer le sarcophage construit en 1986. Le maître d'ouvrage Chernobyl Nuclear Power Plant et un consortium (Novarka) mené par Bouygues et Vinci ont été chargés de ce projet : une structure en forme d'arche a été construite entre 2007 et fin 2018 (mise en place sur site en 2016) et recouvre désormais le réacteur n°4 pour lequel les conditions de démantèlement ne sont toujours pas précisées.

Pesant plus de 30 000 tonnes, cette arche mesure près de 110 m de haut et 256 m de long. Elle est censée avoir une durée de vie d'au moins 100 ans…. Mais…. Nous serons encore loin de la demi-vie des éléments les plus radioactifs (900 ans pour la plupart et 24 000 ans pour le plutonium 239 présent à l'intérieur du réacteur) !

Le coût total de cette arche a atteint les 1,426 milliard d'euros, payés en majeure partie par les pays du G7 et l'Ukraine. Son financement a été géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Le deuxième sarcophage

Des bilans très provisoires

Il est impossible de dénombrer les morts suite à cette catastrophe. Beaucoup de nucléocrates avancent aujourd'hui le nombre 4 000, c'est mieux qu'un certain Marcel Boiteux, ex-PDG d'EDF qui osait parler en 1989 d'une catastrophe qui « n'a jamais fait que 30 morts « (Nouvel Obs du 30 septembre 89). Chacun sait que le nucléaire tue sur la durée et en plus on ne peut pas faire la différence entre un cancer radio-induit et un autre. Le seul moyen serait de suivre un très grand nombre de gens contaminés et de les comparer à un groupe de non contaminés. Cela n'a jamais été fait à ma connaissance et ce n'est pas près de l'être ! Nous savons que parmi les 600 000 liquidateurs plusieurs dizaines de milliers sont rapidement décédés d'un cancer. En Ukraine, en Biélorussie, … des personnes sont encore et toujours en train de mourir de Tchernobyl.

Voici 10 ans un rapport du russe Alexei Yablokov estimait les décès à près d'un million.

Les doses maximales dites admissibles sont un véritable feuilleton. Pour clore ce faux débat, il n'y a pas de seuil en dessous duquel le nucléaire n'est pas dangereux ! Le nucléaire est bien une industrie rêvée pour un Etat et le capitalisme. Les principales conséquences sont à long terme et disséminées dans la population. Il y a moins de victimes sur le moment qu'une catastrophe industrielle genre Seveso ou Bhopal.

Quant aux déplacements de population, il y en a eu de 1986 à …1995 ! Dans les jours et les mois qui ont suivi l'explosion, des dizaines et des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées (116 000 en 1986). Ces déplacements sont un drame social, un déracinement mais pour la population d'Ukraine et de Biélorussie touchées, il en allait de leur survie pour eux et pour leur descendance. En Biélorussie les scientifiques demandaient 500 000 évacuations, en fait il n'y en aura que 100 000. A noter que l'évacuation était une revendication des manifs antinucléaires à Minsk au même titre que le rejet des normes officielles.

L'accident nucléaire a eu un énorme impact économique en Ukraine, Biélorussie et Russie. La plus grande conséquence économique est due aux pertes de terrains agricoles et de forêts (784 000 ha de terrains agricoles et 694 000 ha de forêts ont dû être abandonnés) et d'établissements ruraux. La situation économique problématique consécutive à la chute de l'URSS a également été aggravée par la perte des sources de revenus secondaires qu'étaient la chasse, la pêche…

Des réactions importantes

Sous la pression de l'opinion, un projet de centrale en Ukraine a été abandonnée, les autorités de Biélorussie ont annulé un projet à 37 km de Minsk. En avril 1989, un meeting de protestation à Kiev contre la rétention d'information sur la catastrophe a réuni 20 000 personnes. En septembre 89, 80 000 personnes ont défilé à Minsk pour protester contre l'insuffisance des mesures officielles. Autour de Tchernobyl il y a eu des tentatives d'organisations plus ou moins indépendantes des autorités concernant la santé des enfants, le recueil d'informations et de données. Au-delà, il y a eu des mouvements d'opposition à travers toute l'URSS à tel point qu'un directeur de l'Institut de l'Energie Atomique Kourchatov de Moscou a affirmé « il n'existe pas un seul nouveau site nucléaire qui ne fasse l'objet de l'opposition de la population environnante. »

Si l'accident de Three Mile Island en 1979 (niveau 5 sur l'échelle INES) a eu des effets limités sur le développement de l'énergie nucléaire, sauf aux États-Unis et en Suède, l'accident de Tchernobyl l'affecta au contraire plus nettement et durablement. A la suite de la réunification allemande en 1989, tous les réacteurs conçus par les soviétiques furent rapidement arrêtés dans l'ex-Allemagne de l'Est, et les projets d'achèvement de réacteurs en cours de construction ont été abandonnés.

De nombreux pays d'Europe de l'Ouest abandonnèrent les projets de construction de réacteurs et sortirent du nucléaire : L'Autriche (confirmation d'une décision antérieure), la Grèce, et surtout l'Italie qui vota par référendum la sortie. La Belgique abandonnera le projet d'une 8ème centrale et décida en 2003 de sortir du nucléaire à l'horizon 2025. Les Pays-Bas annulèrent la construction d'une deuxième centrale et la Suisse, par référendum en 1988, celle de six réacteurs nucléaires. L'Espagne prolongea un moratoire de 1983. En Allemagne des projets très pointus furent annulés et Berlin finit par décider, en 2000, de sortir du nucléaire. Une décision remise plus tard en question mais confirmée après Fukushima. Au Royaume-Uni, un seul réacteur fut encore construit.

En France même si la construction de nouveaux réacteurs baissa significativement (sans nouvelle commande entre 1987-le réacteur de Civaux et 2006-l'EPR de Flamanville qui devrait fonctionner en… 2023), l'accident de Tchernobyl ne fit pas fermer des centrales et sortir du nucléaire. Comme nous l'écrivions en juin 86 « Les populations en France se sont habituées à cohabiter avec le nucléaire, présenté mythiquement comme le nœud de l'indépendance militaire et énergétique. La bénédiction des socialistes au nucléaire n'a fait que rendre encore plus puissant le consensus. Dans ces conditions, il est fort peu probable qu'un mouvement anti-nucléaire renaisse en France sur la seule base d'un mouvement d'opinion et sur la peur née de Tchernobyl. »

Nous aurions aimé nous tromper !

Denis, Reims le 10 mars 21

Sources : Multiples dont connaissancedesenergies.org et surtout Courant Alternatif n°57 et 58 (ancienne série juin et été 1986) et n°2 (nouvelle série octobre 90).

Rojava : une révolution auscultée

En janvier 1994, le regard des militants révolutionnaires se tournèrent vers la Forêt Lacandone, le Chiapas où des milliers d'Indiens, pauvres et faiblement armés, venaient de défier le néo-libéralisme triomphant dans l'arrière-cour de Washington. Depuis 2013, c'est vers le Rojava que les regards se tournent. Là-bas, dans une Syrie en pleine guerre civile, une « révolution » se fait en marchant, dont les acteurs principaux sont des Kurdes. « Révolution » tout à fait singulière que le juriste Pierre Bance s'est attaché à déchiffrer dans* La fascinante démocratie du Rojava. Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord*, livre publié par les Editions Noir et rouge.

Je pourrais résumer ce livre en deux chiffres, susceptibles de refroidir bien des ardeurs : 506 pages hors annexes, 1595 notes de bas de page ; des notes qui sont bien souvent de véritables développements et non, par exemple, de simples renvois bibliographiques. L'œuvre apparaît donc de prime abord austère. Elle ne l'est pas à la lecture. En revanche, elle est exigeante, mais cette exigence est à la hauteur de l'enjeu : comprendre ce qu'est ce « contrat social » d'inspiration libertaire, fédéraliste, écologiste et féministe (que les Kurdes appellent le confédéralisme démocratique [1], et comment il se met en place concrètement sur le terrain, alors que le territoire est pris en tenaille entre l'État turc, l'État syrien qui aimerait retrouver le contrôle total de son territoire, les logiques impérialistes « occidentales » et russes, sans oublier les dissensions au sein même du monde kurde.

A partir d'une masse documentaire impressionnante, Pierre Bance explore ce contrat social qui n'est pas à proprement parler une constitution mais le socle sur lequel son promoteur (le Parti de l'union démocratique, PYD) veut reconstruire le Rojava. Projet ambitieux puisqu'il entend unir des populations volontiers grégaires, de cultures et de confessions différentes, dans un contexte où l'identité culturelle et religieuse prime sur les autres ; un contexte où les logiques politiques se déploient sous la forme d'allégeances claniques et clientélistes ; un contexte enfin, où le conservatisme est fortement ancré et ne peut être que bousculé par le confédéralisme démocratique promu par le PYD.

Pierre Bance étudie la façon dont les nouvelles institutions prennent pied, les problèmes qu'elles rencontrent, qui sont autant liés à la situation militaire qu'aux pesanteurs sociétales, au fait que chacun naît avec, dans « son berceau, tout un monde d'idées, d'imagination et de sentiments » et « qu'il n'y a point de caractère assez fort, ni d'intelligence assez puissante qui puissent se dire à l'abri des atteintes de cette influence aussi despotique qu'irrésistible » (Bakounine).

Pierre Bance ne cache rien des tensions existant au Rojava, y compris au sein du PYD, entre le bras politique et le bras militaire, le second étant tenté de prendre le pas sur le premier du fait de l'État de guerre ; et il rappelle à l'occasion que sans le volontarisme du Parti de l'union démocratique, il n'y aurait pas de révolution au Rojava : le projet est donc porté par une avant-garde, mais une avant-garde qui ne se pose pas en tutrice d'une population à cornaquer.

Le Rojava n'est pas un paradis ou un isolat libertaire, mais un espace en guerre au sein duquel s'expérimente avec beaucoup de pragmatisme une autre façon de régler les relations de pouvoir entre individus. Le Contrat social n'abolit pas le capitalisme (le pourrait-il ?) mais il encourage le coopératisme, comptant sur l'exemple pour convaincre les habitants de l'intérêt du travail collectif et de la démocratie industrielle ; il n'abolit pas l'État et la démocratie représentative mais s'efforce de transférer le plus de pouvoir de décision à l'échelon communal ; « il s'agit, nous dit l'auteur, de marginaliser l'État par une organisation politique et économique parallèle de la société » ; il n'abolit pas le sexisme mais en imposant la parité, il oblige les sociétés à se remettre en question, à interroger ce qu'elles tenaient pour des invariants culturels.

La démarche entreprise par les Kurdes de Syrie, épaulés par ceux de Turquie, m'a remis en mémoire un texte de 1925[2] de l'anarchiste italien Errico Malatesta qui rappelait, à raison, que les anarchistes ne feraient pas la révolution seuls et qu'il leur fallait donc « agir de concert avec toutes les forces de progrès existantes ». Il proposait de « ne rien détruire de ce qui satisfait, fût-ce imparfaitement à un besoin humain, sinon quand nous aurons quelque chose de mieux à y substituer » et mettait en avant le droit absolu à l'expérimentation sociale. Les Kurdes de Syrie se sont lancé dans une aventure aussi ambitieuse que risquée, ils ont saisi une opportunité historique et proposé de rassembler des populations diverses autour d'un projet émancipateur faisant fi des identités ethniques et confessionnelles. Dans ce contexte, leur initiative, avec ses limites, ses ratés et ses balbutiements, a déjà de quoi fasciner.

Patsy
http://patsy.blog.free.fr

Pierre Bance
La fascinante démocratie du Rojava. Le contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord
Editions Noir et rouge, 2020.

De l'enquête ouvrière à l'offensive de classe

Angry Workers of the world

Nous avons publié sur le site de l'OCL une interview du groupe* britannique Angry Workers of the world*, installé dans la périphérie ouest de Londres. Il mène un travail d'organisation et de défense de la classe ouvrière locale, exploitée dans les nouvelles formes du salariat caractérisées par les contrats « zéro heure ». Leur expérience a donné lieu à la publication en 2020 d'un ouvrage* « Class power on zero hours » *dont nous traduisons ici de larges extraits de l'introduction.

En janvier 2014, nous avons choisi de nous installer dans un quartier ouvrier de la périphérie ouest de Londres. (...) Durant six années, des camarades nous ont rejoints et nous avons travaillé dans une douzaine d'entrepôts et d'usines différents. Nous avons organisé des ralentissements dans les ateliers, nous nous sommes relayés aux portes des patrons et des propriétaires avec notre réseau de solidarité, et nous nous sommes tapé la tête contre des murs de briques en tant que délégués syndicaux de grands syndicats. Nous avons consigné nos succès, ainsi que les impasses, dans notre publication, *Workers Wild West*, que nous avons distribuée à l'aube aux portes des entrepôts visant 2 000 travailleurs locaux. Nous avons essayé de reconstruire le pouvoir de classe et de créer une petite cellule d'organisation révolutionnaire. Ce livre documente nos expériences. C'est un matériel pour s'enraciner. C'est un appel à une organisation autonome de la classe ouvrière.

À l'époque, nous n'avions pas besoin de quitter nos "carrières" pour ce faire. Soit nous étions déjà des ouvriers, soit nous galérions, sans trop de perspectives. (...) Ce n'était donc pas un grand pas en avant que de décider de s'installer dans une zone ouvrière où il y avait des lieux de travail plus grands et plus "stratégiques" pour y trouver du travail. Ce n'était pas tant un "décrochage" qu'un "branchement". Beaucoup de gens que nous connaissions faisaient des boulots de bureau ennuyeux, des doctorats solitaires, ou s'épuisaient dans leur poursuite d'une carrière de haut niveau. Nous n'avions donc pas trop de FOMO. [1]

(...) Personne dans la gauche londonienne n'avait entendu parler de Greenford, ce qui n'est pas surprenant étant donné son statut de désert culturel, dans la zone 4 de la Ligne centrale [2]. Mais c'est là que nous avons choisi d'aller, après avoir fait quelques repérages au préalable. (...)

Le bout de la zone

(...) On trouve ici les centres de distribution Tesco et Sainsbury's, un énorme dépôt de Royal Mail [3] et une usine d'emballage de légumes connectée au monde entier. La zone est un mélange d'entrepôts entourés de résidences de banlieue surpeuplées. Greenford est assez petit pour que les gens travaillent et vivent localement, mais assez grand pour que nous ne soyons pas mis sur la liste noire trop tôt, une fois que nous avons commencé à nous agiter avec nos collègues. C'était également un trajet de bus pratique depuis la zone industrielle de Park Royal, l'une des plus grandes d'Europe et où l'un de nous allait plus tard trouver un emploi dans une usine de transformation alimentaire, ainsi que depuis l'aéroport d'Heathrow, probablement le plus grand lieu de travail de Londres. Il est à la fois concentré au niveau local et connecté au niveau international. Nous étions sur un tronçon appelé "Western Corridor", la principale artère qui mène à Londres depuis l'ouest, parsemée de lieux de travail qui recourent au transport mondial et national. 60 % des aliments consommés à Londres sont transformés, emballés et circulent le long de ce "Western Corridor". Cette zone est caractéristique d'une des principales contradictions du capitalisme : les travailleurs ont un énorme pouvoir potentiel en tant que groupe puisqu'ils peuvent affecter l'approvisionnement en nourriture de Londres. En même temps ils sont individuellement faibles, car ils doivent gagner leur vie dans un "environnement hostile" orchestré par le gouvernement, sans filets de sécurité sociale ni organes efficaces pour lutter contre la détérioration des conditions de travail et la paupérisation. En tant que révolutionnaires, nous voulions soutenir une certaine auto-organisation parmi ces travailleurs largement ignorés et négligés par la gauche.

Nous avons donc fait nos valises et nous sommes partis de l'est à l'ouest de Londres - un véritable choc culturel ! (...) Nous avons obtenu une chambre à 450 £ [4] par mois dans une maison partagée annoncée dans la vitrine d'un marchand de journaux local, nous avons payé la caution et nous avons emménagé. Il était facile de trouver du travail. Il suffisait de s'inscrire auprès d'une des multiples agences d'intérim locales, et ils vous envoyaient quelque part le lendemain. Nous avons créé un CV et tapé nos propres lettres de référence (elles n'ont pas été vérifiées). Au début nous n'étions que deux, puis des camarades de Hackney et de l'Essex, ainsi que d'autres pays nous ont rejoints : Pologne, Espagne, Slovénie, Australie, Inde et France.

(...) L'un d'entre nous travaillait à l'entrepôt de mode Jack Wills, regardant les sacs de 100£ emballés dans du plastique et accumulant la poussière sur une étagère du bas. On nous faisait courir avec des chariots, en ramassant des articles et en les remettant à leur place, en devant atteindre des objectifs élevés, votre vitesse étant mesurée avec un appareil de balayage - le tout dans des températures élevées et sous la surveillance brutale d'une petite femme nazie de Pologne. L'une d'entre nous travaillait dans un entrepôt de meubles de jardin, trois autres au centre de distribution réfrigéré de Sainsbury's, et l'une d'entre nous a passé six mois à voler des échantillons dans un entrepôt de cosmétiques de Neal's Yard - où ils ne traitaient certainement pas leurs travailleurs de façon plus éthique que leurs ingrédients botaniques. L'une d'entre nous s'est déplacée sur un chariot électrique, trimballant des boissons pour les envoyer aux supermarchés Waitrose. Un autre encore, dans une usine d'assemblage d'imprimantes 3D, pour comprendre ce qui se cache derrière tout ce discours sur la "technologie libératrice". Un autre a fait un procès mouvementé à l'usine alimentaire de Charlie Bigham, un autre encore dans une

1. *Le syndrome* **FOMO (fear of missing out)**, *« peur de rater quelque chose » ou « anxiété de ratage » est une sorte d'anxiété sociale caractérisée par la peur de passer à côté de quelque chose d'essentiel, accentué par es technologie numériques qui dissolvent le temps et l'espace..*

2. *Ligne du métro londonien joignant l'Ouest au Nord-Est de l'agglomération et longue de 74 km.* Greenford *est à la fois le nom du quartier et de la gare qui le dessert.*

3. *Tesco groupe de logistique, et Sainsbury's deuxième chaîne de Supermaché du pays, Royal Mail la Poste royale entièrement privatisée en 2013*

4. *Depuis le 1er avril 2020, le salaire minimum anglais pour les salariés de* **plus de 25 ans** *est de* **£8,72/ heure** *(brut) - soit environ 9,90€/heure (brut). Pour les salariés de* **moins de 25 ans**, *le taux horaire du* National Minimum Wage **varie en fonction de l'âge** *: Entre 21 et 24 ans £8,20/heure ; Entre 18 et 20 ans £6,45/heure ; moins de 18 ans £4,55/ heure*

usine qui fabrique des snacks indiens frits et des samossas à la pièce. L'un d'entre nous était un conducteur de chariot élévateur Bendi, faisant le plein de frites à la cantine gratuite d'Alpha LSG, un traiteur de la compagnie aérienne. Nous attendions des crétins d'affairistes dans un hôtel Premier Inn, nous balayions les feuilles et ramassions les poubelles pour Amey, chargé de faire le nettoyage des rues pour le Conseil d'Ealing. Mais nous avons dépensé le plus de sang, de sueur et de larmes en deux endroits: comme livreur pour le géant des supermarchés Tesco, et en tant que conducteur de chariot élévateur dans une usine de fabrication de produits alimentaires, Bakkavor, qui fournit tous les grands supermarchés en houmous et en plats cuisinés. Notre travail et les rapports d'organisation de ces employeurs constituent la plus grande partie de ce livre, dans les chapitres 7 à 10.

D'où venons-nous pour aller où ?

Beaucoup de choses ont été écrites ces dernières années sur les conditions de travail modernes. *[Ces écrits]* souscrivent tous à l'idée que les travailleurs sont des "victimes". Ils sont opprimés et personne ne se bat pour eux. Deuxièmement, ils révèlent généralement une main-d'œuvre migrante et, à ce titre, ils sont indirectement blâmés pour la détérioration des conditions de travail parce qu'ils supportent ce que les travailleurs "britanniques" ne supporteraient pas. Il est rare que leur voix soit entendue au-delà de l'indignation de la gauche libérale face aux conditions d'exploitation dignes de Dickens. Troisièmement, les syndicats sont soit absents, soit utilisent la couverture médiatique pour se présenter comme les "sauveurs" qui représenteront les intérêts de ces *travailleurs victimes* sans voix. Enfin, ils ne donnent aucune indication sur l'action des travailleurs eux-mêmes contre ces situations. À part "l'adhésion à un syndicat" - qui d'après notre expérience co-gèrent souvent cette misère avec la direction- rien n'indique que les travailleurs peuvent se défendre, et le font.

L'un de nos objectifs est de faire tout le contraire de cela. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un livre sur les "impressions journalistiques", où l'on va et vient dans des emplois de merde, se contentant de décrire et de se plaindre des "terribles" conditions de travail. Nous intervenons dans la lutte des classes. Cela ne signifie pas que nous devons aller dire à nos collègues de travail ce qu'ils doivent faire. Comme tout le monde, nous passons du temps à trouver nos repères et à comprendre ce qui est. Nous apprenons les uns des autres, mais nous n'hésitons pas à apporter notre soutien là où nous le pouvons pour enraciner une plus grande conscience de soi, de la confiance en soi, et de l'action collective. Ce livre tente de documenter cet effort. Une organisation révolutionnaire doit exister et agir au sein de la classe, et non à sa place, ou en tant qu'outsider. Le programme n'existe pas sur le papier.

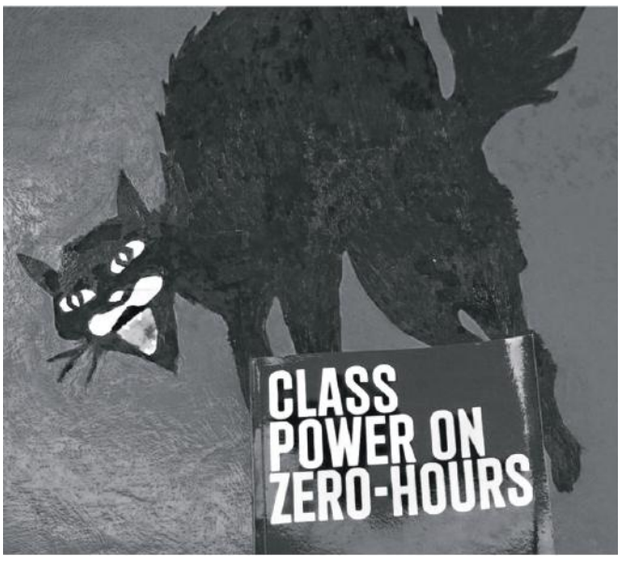
Deuxièmement, nous mettons en lumière ce que les travailleurs font eux-mêmes, ce que nous avons essayé de faire avec nos collègues, ce qui a marché, ce qui n'a pas marché et pourquoi. Ce n'est qu'en basant notre politique sur des expériences directes comme celle-ci, où nous nous enracinons dans les zones de la classe ouvrière plutôt que de simplement frapper à leur porte au moment des élections, que nous pouvons construire un véritable contre-pouvoir populaire - un contre-pouvoir qui implique réellement les travailleurs ! Ce n'est certainement pas aussi glamour qu'un parti corbyniste jeune et branché [5]. C'est un travail difficile, avec des levers à l'aube et une activité monotone. Mais c'est un soulagement de ne pas avoir à prétendre que vous aimez votre travail. Et c'est un réel plaisir de découvrir des gens dont beaucoup, à gauche, n'ont qu'une approche littéraire.

(...)

La principale pierre d'achoppement pour dépasser l'électoralisme reste qu'il ne semble pas y avoir d'alternative ou de stratégie viable pour passer de notre situation actuelle à notre objectif. Nous sommes tous d'accord pour désirer une société sans exploitation ni oppression, où nous ne tuerons pas la planète, où l'émancipation signifiera une vraie liberté, et pas seulement la liberté de voter tous les quatre ans. Mais lorsque nous écoutons les nouvelles et que nous regardons autour de nous, il semble que nous nous rapprochions de cet objectif plutôt que de l'atteindre. Les actualités sont pleines de radotages de la BoJo [6] et de luttes intestines des travaillistes, mais elles nous apprennent peu de choses sur les soulèvements massifs au Chili, au Soudan, en Irak ou même sur les grèves en France. La gauche britannique est fermement axée sur la politique intérieure, qui est souvent détaché des réalités de la classe ouvrière. Nous avons essayé de maintenir l'attention sur les mouvements avancés de notre classe à travers le monde, tout en mettant nos pieds dans les conditions locales de la classe ouvrière. Ce livre traite du champ de tension entre les deux.

Nous ne sommes qu'un petit groupe. Pour ceux qui aiment catégoriser, nous nous plaçons sur la gauche communiste. Cela ne signifie peut-être pas grand-chose pour beaucoup, et ce n'est pas vraiment important, si ce n'est de dire que notre approche de la politique révolutionnaire repose fermement sur l'auto-organisation des travailleurs. Tout ce que nous faisons s'articule autour de cette perspective : que pour changer réellement la société, les travailleurs doivent prendre les choses en main. Nous ne pensons pas que l'État soit une force neutre que nous pouvons soumettre à notre volonté en élisant le bon parti politique. Les États ont toujours été, et seront toujours, les principaux arbitres dans le maintien des relations entre les classes (pour en savoir plus, voir le chapitre 12). L'histoire nous a montré que tous les gouvernements sont intéressés, même s'ils pensent qu'ils seront différents. De Syriza en Grèce à Podemos en Espagne, de Chavez au Venezuela à Allende au Chili, des politiques socialistes peut-être bien intentionnées, mais néanmoins nationalistes, n'affectent pas le capitalisme mondial.

5. *« young and hip Corbynista party », du nom des supporters de Jerémy Corbyn, leader travailliste lors de l'élection de 2015*
6. *Bojo de Boris Johnson, actuel premier ministre conservateur*



Nous suggérons un autre type de politique de classe, une politique qui est ancrée dans la vie quotidienne des travailleurs. Cela peut sembler simple, mais le fait que beaucoup de gens de gauche n'ont pas de relations concrètes avec les territoires et les membres de classe ouvrière est un gros problème. On finit par se lamenter sur leur statut de victimes du passé désindustrialisé du capitalisme (comme une grande partie des électeurs du *Brexit*), ou de robots (comme les ouvriers des entrepôts d'Amazon, très au fait de la technologie), ou d'esclaves (comme de nombreux travailleurs à bas salaire sur les lieux de travail modernes) ou de démunis (comme le nombre croissant de sans-abri et de personnes touchées par les réductions d'allocations). Comment les robots, les esclaves, les indigents et les victimes sont-ils censés constituer une force qui compte ? Cette approche de la classe ouvrière, totalement déshéritée, ne nous permettra pas de découvrir son potentiel révolutionnaire. C'est exactement ce

que veut la classe dirigeante.

Nous ne nions pas que les choses aient relativement empiré pour beaucoup de gens. Mais ce que les récits victimaires perpétuent, c'est une analyse superficielle. Afin de gratter la surface, nous devons revenir à l'essentiel et nous engager dans un processus de découverte, avec nos collègues, afin de voir où se situe réellement notre pouvoir par rapport aux patrons. La première étape à franchir avec nos collègues dans *une enquête* pour comprendre les conditions objectives, c'est comment la production et notre coopération sont-elles organisées ? La direction est-elle seule à le faire ou s'appuie-t-elle sur nous ? Notre coopération se limite-t-elle aux quatre murs de notre lieu de travail ou dépasse-t-elle les frontières ? La technologie informatique réduit-elle les travailleurs à de simples marionnettes de la salle de contrôle centrale ? Dans le cadre de ces conditions objectives, nous devons ensuite analyser les conditions subjectives : quels sont les moyens que les travailleurs ont déjà trouvés pour résister.

Cette "enquête ouvrière" prend son point de départ sur le lieu de travail immédiat, mais ne peut se limiter à celui-ci. Nous devons comprendre les changements globaux plus larges de la classe. Il n'y a pas de "classe ouvrière" statique ou homogène. Ce n'est pas une identité, comme le mineur blanc au chapeau plat. Au contraire, à mesure que la production sociale capitaliste change, les centres régionaux et les secteurs industriels dominants sont également transformés. Nous pouvons le constater dans l'ouest de Londres, où les travailleurs étaient d'anciens mineurs du Pays de Galles travaillant dans les industries de la construction, et comment cela s'est transformé en industrie légère et en usines avec une majorité de travailleurs du sous-continent indien. Dans ce processus de changement d'industries, la "classe ouvrière" change également, et nous devons donc parler de "compositions de classe" spécifiques au cours de cycles spécifiques de l'histoire ou de stades du développement capitaliste.

Ces changements dans le processus de production transforment la manière dont les travailleurs luttent et les objectifs qu'ils poursuivent. Par exemple, alors que la tendance depuis les années 80 a été de diviser les unités de production en unités plus petites, ainsi que de délocaliser la production à l'étranger ou dans des zones géographiques plus vastes, de nouvelles tendances dans l'organisation de la production concentre à nouveau un plus grand nombre de travailleurs.

La dispersion de la production à partir des années 80 a été une réponse politique au pouvoir des travailleurs dans les années 60 et 70. Il est dangereux de voir un grand nombre de travailleurs travailler ensemble sous un même toit ou à proximité les uns des autres. Ils ont tendance à se parler, à comparer leurs situations, à formuler des demandes communes et même à se demander pourquoi nous avons besoin de patrons. C'est pourquoi ces fiefs ont dû être démantelés, même si cela a rendu le processus de production plus compliqué. Cette complication exige une croissance de la logistique pour planifier les chaînes d'approvisionnement. À son tour, cela a conduit à une réforme des grands centres logistiques et des complexes d'entrepôts, rassemblant des groupes de travailleurs plus importants. Il est ainsi plus facile d'exploiter un pouvoir collectif potentiel. Au cours des dernières années, nous avons le développement de grèves et d'actions dans de nombreux entrepôts à travers l'Europe.

Le capital trouve de nouvelles façons de gérer les concentrations de travailleurs en développant des techniques qui nous divisent et nous isolent. Nous devons analyser ces techniques et réfléchir de manière créative à la manière de les surmonter. C'est pourquoi nous consacrons quelques pages de chacun de nos rapports sur le lieu de travail à cette vision plus large de l'industrie alimentaire et du processus de production - des chaînes d'approvisionnement mondiales jusqu'à l'atelier et aux relations entre les travailleurs.

Ces deux éléments - ce que nous appelons un *"processus de concentration"*, et une coopération quotidienne entre les travailleurs - sont les bases réelles du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière. Au travail, nous sommes en mesure de découvrir que nous produisons nous-mêmes ce monde et que le fait de relier nos luttes au-delà de notre lieu de travail individuel peut nous donner le poids politique et économique nécessaire pour prendre le pouvoir. La question fondamentale est la suivante : comment transformer ce "travail concentré" et cette coopération en une arme contre le système ? Comment pouvons-nous utiliser ces connaissances comme point de départ pour nous organiser en fonction de nos propres objectifs, plutôt que des objectifs du capitalisme ?

Nos propositions d'organisation doivent se référer à ces conditions réelles, plutôt qu'à des notions un peu farfelues de *"précariat"* ou de *"multitude"* et à leurs besoins supposés. C'est très bien d'esquisser une vision d'une utopie sans classe, mais si nous ne pouvons même pas décider quand nous allons aux toilettes, ou comment nous gérons notre propre travail, cela continuera d'être une chimère totalement détachée de notre vie quotidienne. Avec nos collègues, nous devons créer une culture de l'analyse collective : en fonction de nos propres capacités, quel type de mesures pouvons-nous prendre pour faire pression sur les patrons, et comment pouvons-nous augmenter notre nombre et notre force ?

Nos rapports sur le lieu de travail sont une tentative de répondre à ce genre de questions. Ils traitent également de nos expériences au sein des syndicats - en tant que membres, et aussi en tant que délégués syndicaux auprès du GMB et de l'USDAW[7]. Nous connaissions les limites des syndicats en tant qu'institutions, mais nous espérions pouvoir créer un espace pour l'auto-organisation des travailleurs au sein de la structure syndicale de l'entreprise. Nous avons produit des bulletins d'information syndicale et organisé des réunions de travailleurs, fait pression pour la grève et travaillé pour marquer des points. Sans surprise, nous avons constaté que le cadre syndical moderne est construit pour étouffer les initiatives de la base. Même lorsque de petites occasions se sont présentées, par exemple avec un responsable syndical plus militant, il est apparu clairement que l'appareil ne soutiendrait pas longtemps cette situation.

Niveaux d'organisation

Soyons plus précis quant à nos réflexions sur ce qu'une organisation devrait faire. Notre idée d'une organisation locale fonctionne à quatre niveaux. Nous avons déjà mentionné les lieux de travail et pourquoi nous pensons que notre capacité en tant que producteurs est cruciale dans notre objectif de créer une autre société.

7. *GMB est quantitativement le troisième syndicat britannique, il totalise 610 116 membres. C'est un syndicat généraliste qui a des affiliés dans de nombreuses industries, quoique majoritairement des travailleurs manuels.* L'Union of Shop, Distributive and Allied Workers *(USDAW) est un syndicat du Royaume-Uni qui compte environ 450 000 membres qui travaillent dans une variété de professions et d'industries, notamment : les ouvriers d'atelier, les ouvriers d'usine et d'entrepôt, les chauffeurs, les centres d'appel, les employés de bureau, les ouvriers du secteur laitier, les bouchers et les emballeurs de viande, la restauration, les blanchisseries, le traitement chimique, les achats à domicile et le secteur pharmaceutique. Le secteur du commerce de détail emploie environ 2,77 millions de personnes.*

Paye de cacahouète, travail de singe

En même temps, les gens se battent évidemment en dehors du travail : avec des propriétaires de véreux, des contrôleurs de toute sorte, l'agence d'intérim et le régime d'aide sociale. Nous avons donc mis en place un réseau de solidarité, qui a soutenu des dizaines de personnes de la classe ouvrière locale. Le réseau de solidarité s'attaque au fait que le système actuel nous isole et, en même temps, nous transforme en «loups pour l'homme». Dire tout haut que nous sommes ici pour nous soutenir mutuellement en tant que travailleurs, et non en tant qu'experts, est en soi un acte politique. C'est une oreille attentive à la classe, nous pouvons entendre et connaître ses conditions, et nous faire des amis.

Le réseau de solidarité reconnaît un fait historique : les dirigeants de la classe moyenne, qu'ils soient religieux ou politiques, ont été capables de dresser les parties les plus isolées et les plus pauvres de la classe contre les sections organisées de la classe. Ils le font en offrant une communauté matérielle et idéologique aux personnes qui se sentent exclues. C'est ce que les fascistes ont fait, et c'est ce que font les Frères musulmans et les bandes mafieuses. Nous devons creuser un fossé entre la classe moyenne et les rangs inférieurs de la classe ouvrière, par l'entraide directe, l'action et la solidarité. Il avait une autre fonction potentielle : entraîner une mobilisation qui pouvait soutenir les actions minoritaires des travailleurs depuis les grands lieux de travail.

Le troisième niveau est notre journal, *Workers Wild West*. Nous avons distribué 2 000 exemplaires de chaque numéro devant deux douzaines d'usines, d'entrepôts, ainsi qu'à l'aéroport d'Heathrow, dans les centres pour l'emploi et les zones industrielles. Une publication ouvrière est nécessaire pour pouvoir partager les expériences du réseau de solidarité et des lieux de travail et pour y réfléchir. La distribution du journal nous met en contact physique avec d'autres travailleurs. Elle peut créer de nouveaux liens, bien plus qu'un blog anonyme ne peut le faire. Nous pouvons utiliser le journal pour diffuser des informations sur les luttes pertinentes dans le monde entier. Mais le journal est plus qu'un simple miroir de la classe. C'est un moyen de discuter de nos positions sur la situation sociale au sens large, par exemple pourquoi le nationalisme n'offre pas à la classe ouvrière une voie d'émancipation. Nous pouvons nous pencher sur l'histoire de notre classe et avancer des idées sur une future transformation sociale. À plus long terme, les journaux et d'autres formes d'auto-éducation seront un outil supplémentaire pour saper la séparation entre travailleurs manuels et "intellectuels". Enfin, le journal est un centre d'intérêt pour nous, car il nous oblige à être organisés dans la pratique et précis dans nos pensées et leur expression.

Tout cela nécessite de l'organisation. L'organisation n'est pas une étiquette, un nom de parti, un saint graal. L'organisation, c'est nous qui pensons et agissons ensemble et qui tendons la main aux autres. Il s'agit d'un processus d'apprentissage commun et indépendant qui vise à saper le carriérisme individuel. (...) En tant qu'organisation, nous assumons une responsabilité. La responsabilité d'aider à transformer la coopération mondiale des travailleurs, qui passe par les entreprises et les marchés, en leur propre outil de lutte internationale. Notre organisation doit être d'une utilité pratique pour la classe et en même temps fournir une boussole : ce sont les conditions pour que notre classe puisse agir indépendamment du système parlementaire et étatique, et ce sont des mesures que le mouvement peut prendre pour s'emparer des moyens de production.

Dans notre région, nous avons essayé de créer un petit exemple d'une telle organisation. Nous voulions assumer une responsabilité territoriale pour cette petite partie du monde. Cela signifiait, par exemple, visiter les entrepôts locaux d'Amazon et raconter à leurs travailleurs les luttes de nos sœurs et frères d'Amazon en Pologne. Cela signifiait organiser des soirées de cinéma dans des centres communautaires locaux sur les travailleurs des entrepôts en Italie. Cela signifiait transmettre les réflexions des camarades français sur les manifestations de Gilets jaunes aux travailleurs locaux par l'intermédiaire de Workers Wild West. Cela signifiait faire des piquets devant un restaurant pendant la grève de Deliveroo pour diffuser les actions depuis le centre de Londres.

Nous espérions pouvoir créer une dynamique fructueuse entre les différents niveaux d'organisation de classe, qui permettrait un saut qualitatif. Par exemple, nous avons rencontré des chauffeurs de camion du Pendjab par le biais du réseau de solidarité. Ils étaient employés dans une petite entreprise de fer-blanc et se faisaient arnaquer par un patron de "leur communauté". Nous les avons aidés et, en retour, ils nous ont soutenus dans notre campagne de syndicalisation avec le syndicat de base, IWW, dans une usine de sandwiches locale où il y avait de nombreux travailleurs du Pendjab. Ils ont pu parler aux travailleurs du Pendjab et ont augmenté le niveau de confiance entre nous et les travailleurs de cette région.

Plus tard, ils nous ont mis en contact avec un autre chauffeur de camion chez Alpha LSG, l'un des plus grands sous-traitant de compagnies aériennes du monde, où nous distribuions le journal depuis un certain temps et où les travailleurs nous connaissaient mais ne nous avaient pas contactés indépendamment. Le réseau de solidarité et les liens personnels étroits au sein de la classe locale nous avaient permis de passer d'un contact dans une petite entreprise à un contact avec un groupe de travailleurs d'une multinationale et leurs doléances concrètes. À ce stade, lorsque nous leur avons dit qu'il n'y aurait pas de solution juridique facile, ils ont décidé de ne pas aller plus loin.

(...)

Il n'est pas facile de créer une dynamique entre ces niveaux. Les camarades peuvent réussir à mettre en place une bonne initiative de solidarité locale ou un groupe de travail, mais cela demeure des expériences isolées. D'autres camarades produisent de belles analyses et déclarations programmatiques, mais dérivent dans l'espace sans ancrage. Leurs réflexions ne sont pas éprouvées par la classe. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que nous devons considérer ces niveaux comme un organisme cohérent et complémentaire qui vit et respire au sein de la classe. Nous voyons des organisations dans le milieu révolutionnaire, en particulier parmi nos camarades anarcho-syndicalistes, qui s'adressent officiellement à tous ces niveaux. Le problème est que, le plus souvent, ils substituent leur propre organisation à la classe. Alors que nous pensons que l'organisation doit agir à travers la classe et ses mouvements toujours changeants, ils suggèrent que la classe agit à travers l'organisation. Ce ne sont pas des jeux dialectiques. Ces différences ont des conséquences pratiques, que nous aborderons dans le chapitre sur la stratégie révolutionnaire à la fin de ce livre.

(...) Nous espérons que ce livre invitera de petits groupes à construire des projets communs et peut-être à mettre en place des organisations similaires dans vos régions. Nous parlerons davantage de propositions concrètes dans la dernière partie de ce livre mais pour l'instant, nous dirons simplement que vous n'avez pas besoin de beaucoup de ressources pour vous lancer. Vous n'avez pas besoin de financement externe, ni de publications et de logos fantaisistes. Vous pouvez faire beaucoup plus que ce que vous pensez lorsque votre « vie politique » et votre « vie privée » se rejoignent (...).

Contacts : https://www.angryworkers.org/
Sources : https://classpower.net/intro/

Tunisie

Les chaudes nuits d'hiver à l'heure de l'austérité

Le 14 janvier 2021, le gouvernement tunisien avait décrété un confinement de 4 jours dans tout le pays, prétextant la lutte contre la propagation du Covid-19. L'avenue Habib Bourguiba, dans la capitale, est donc restée vide pour les 10 ans du renversement du régime de Ben Ali. Mais à la nuit tombée, des jeunes hommes, des adolescents, par milliers, ont repris les rues des quartiers populaires et y ont allumé des feux, à Kairouan, à Sousse, à Kasserine, à Bizerte, à Gafsa, à Siliana, dans les quartiers d'Ettadhamen, Douar Hicher ou Kabbaria à Tunis, plusieurs nuits d'affilée. Une manière de réagir aux difficultés quotidiennes auxquelles ils se heurtent, ainsi que leurs familles – l'échec scolaire et la déscolarisation, le prix exorbitant des produits de base, le travail qui ruine la santé de leurs parents, les soins inaccessibles, l'ennui, les drogues, les humiliations policières – et aux perspectives d'avenir bouchées, alors que le taux de chômage chez les jeunes explose, et surtout chez les diplômés. Par-dessus le marché, le couvre-feu les a privés de la nuit, leur espace de décompression.

L'impossible « bilan » de la révolution

Eux qui étaient enfants en 2011 viennent donc perturber l'exercice consacré de l'évaluation du « chemin parcouru » par ce petit pays peint comme valeureux, « exceptionnel » dans le monde arabe, presque attendrissant, dans la plupart des médias français. En ce début d'année, en effet, de nombreux éditorialistes se proposent de dresser le bilan de la « révolution du jasmin », telle qu'elle fut nommée depuis l'étranger ou les quartiers huppés qui sentent bon les fleurs et non les effluves des eaux usées – les participants aux soulèvements d'il y a dix ans rappellent, eux, le prix du sang qu'il a fallu payer pour que Ben Ali s'en aille : 300 morts, des milliers de blessés. Il s'agit aussi de savoir comment qualifier la « transition démocratique » dans laquelle on a trop vite cru pouvoir enfermer et dissoudre le processus révolutionnaire – Quels pourcentages de succès et d'échec de « l'apprentissage » de la démocratie ? Quelle compatibilité des Arabes avec la démocratie ? Quelle solubilité dans l'Islam et inversement ? Ces chaudes nuits d'hiver viennent donc rappeler que le cycle de mobilisations ouvert à la fin des années 2000 ne s'est pas refermé. De fait, tout au long de ces années, la conflictualité est restée vive, au parlement et autres arènes de représentation partisane, certes, mais aussi et surtout, dans les villages, les quartiers, les campagnes, en prise avec la réalité matérielle et sociale.

Depuis la décolonisation, la persistance du déséquilibre régional et des injustices sociales

Ces soulèvements de l'hiver, qui interviennent dans un contexte de crise économique et sanitaire majeure, ne viennent qu'amplifier des problèmes structurels relatifs aux inégalités sociales et aux disparités régionales, hérités de la période coloniale, et perpétués voire accentués par les politiques développementalistes et « d'ouverture » libérale de l'après-indépendance.

Lorsque la Tunisie devient indépendante en 1956 [1] son économie, faiblement industrialisée, est basée sur l'exportation de matières premières agricoles et minières et quelques industries de transformation annexes. Le territoire est polarisé entre la capitale et certains ports qui concentrent l'essentiel des activités d'une part et l'arrière-pays principalement agricole et paupérisé d'autre part. Le projet modernisateur de Habib Bourguiba entend s'attaquer aux liens tribaux et aux « archaïsmes » auxquels est assimilé le Sud du pays, afin que le pays s'achemine vers le « progrès ». L'industrialisation apparaît, dans les années 1960, comme principale voie de « développement » et d'émancipation de l'économie nationale, avec la planification de pôles inducteurs de développement visant, du moins dans leur conceptualisation originaire, à résorber les écarts entre les régions. Le « superministre » Ahmed Ben Salah met en place une politique agricole d'inspiration socialisante avec le regroupement forcé des unités de production agricoles en coopératives qui n'atteint pas son but – accroître la productivité – et s'aliène les paysans. Dans les années 1970, il est alors remplacé par Hédi Nouira, qui est tenant d'un modèle économique plus libéral. Les investissements, les créations industrielles, basés sur un modèle exportateur, se concentrent alors à Tunis et au Sahel, ce qui accroit les disparités régionales. La contestation gagne du terrain, notamment quand, suite au choc pétrolier, la pression internationale pousse Bourguiba à couper les subventions sur les produits alimentaires de base, ce qui déclenche les « émeutes du pain » de l'hiver 1983-1984. En 1986, l'endettement du pays est tel que le gouvernement sollicite l'aide du FMI, qui exige la mise en place d'un plan d'ajustement structurel : libéralisation des prix, privatisations, haro sur les embauches de fonctionnaires et les revalorisations salariales, dévaluation de la monnaie… La politique d'ouverture à l'international amplifie le déséquilibre régional, appauvrit les campagnes et les villes de l'intérieur marquées par un taux de chômage important, et nourrit l'exode rural vers les quartiers périphériques et marginalisés des agglomérations côtières. De plus, l'ère Ben Ali est caractérisée par la consolidation d'un capitalisme néopatrimonial, où le clan des Trabelsi, sa belle-famille, a mis la main sur une grande partie des entreprises. Après 2011, le pays s'endette de nouveau massivement auprès des organisations internationales et les pressions sont de plus en plus fortes pour durcir encore les politiques d'austérité. En outre, la ruée dans la néolibéralisation globalisée et la dépendance vis-à-vis de la rive nord de la Méditerranée est appelée à se renforcer avec la perspective de signature d'un Accord de libre-échange complet et approfondi avec l'Union européenne…

1. *On peut cependant relativiser la réalité de cette indépendance dans la mesure où la base militaire aérienne française de Bizerte n'a été évacuée qu'en 1963.*

La mobilisation des éleveurs d'Ouled Jaballah, dans la région de Mahdia, contre le prix des fourrages et l'emprise des « barons » de l'agrobusiness, a été violemment réprimée par la police mi-février 2021, et a reçu le soutien de groupes de militants de la capitale. Photo d'Aïda Delpuech, Inkyfada, https://inkyfada.com/fr/2021/02/25/ouled-jaballah-mellouleche-manifestation-paysans-tunisie/

Des luttes qui dépassent les organisations et subissent une répression grandissante

Les luttes qui se succèdent depuis plus de dix ans amènent à questionner cette trajectoire historique et les marques qu'elle a imprimées sur le territoire, qui sont longtemps restées dans l'ombre. Elles mettent en cause le centralisme du pouvoir, les promesses non tenues du développement, la redistribution des richesses, à défaut de toujours prendre à bras le corps les rapports de production. Le recours grandissant à des approches confrontationnelles – blocages de la production, coupures de voies de circulation d'hommes ou de marchandises, destructions matérielles – malgré le financement de la « société civile » légitime, la défiance envers les organisations traditionnelles – syndicats, partis – (même si certaines organisations ambitionnent de les inscrire dans un programme politique commun, sans rencontrer un franc succès) sont les traits saillants qui les caractérisent, au-delà de leur diversité. Une faiblesse consiste peut-être en leur difficulté à tenir dans la durée et instituer des formes d'organisation robustes, aptes à bousculer le capitalisme et construire la société communiste ; mais cela n'est pas propre à la Tunisie… En attendant elles s'additionnent, mûrissent, se rejoignent parfois… Et se heurtent de manière croissante à la répression. Dans un contexte où les syndicats de police se renforcent et où un plan d'austérité sans précédent est à prévoir, près de 2000 arrestations ont eu lieu après les émeutes et manifestations de janvier.

Diane, mars 2021

Un processus révolutionnaire toujours en cours

On peut faire remonter le début du cycle des soulèvements qui ont conduit au renversement du régime Ben Ali et qui se perpétuent aujourd'hui à la révolte du Bassin minier de Gafsa de 2008 : un mouvement déclenché par la contestation des résultats entachés de népotisme d'un concours de recrutement de la Compagnie de phosphates de Gafsa, une entreprise publique extractive, quasiment le seul employeur de la région, qui avait été amené à réduire la voilure suite à l'application du plan d'ajustement structurel de 1986. Dans les villes minières, des jeunes chômeurs avaient dressé des barricades et organisé des sit-in. A Redeyef, les syndicalistes de base avaient joué un rôle fédérateur, et les mobilisations se sont poursuivies durant 6 mois, avant leur répression finale. Si ce soulèvement ne s'est pas étendu à d'autres régions, la direction de l'Union générale tunisienne du travail, le syndicat hégémonique, a montré qu'elle ne contrôlait pas totalement ses bases ; la gestion clientéliste du social a exposé ses limites ; le régime est apparu potentiellement vulnérable.

Ces leçons ont servi quand l'immolation par le feu de Mohamed Bouaziz, vendeur ambulant, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, a suscité une réaction émeutière qui peu à peu s'est politisée, s'est accompagnée de manifestations, de grèves alors qu'elle s'étendait progressivement à d'autres régions – Kasserine puis Sfax et enfin Tunis. Ce changement d'échelle a conduit à la fuite du dictateur le 14 janvier 2011, puis à deux grands sit-in sur la place de la Kasbah auxquels ont participé de nombreux manifestants des régions de l'intérieur, et ensuite au départ du premier ministre et à l'annonce d'élections constituantes, pour lesquelles l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, rassemblant des membres de partis de gauche radicale, des islamistes, des associations et syndicats, était chargée de négocier le mode de scrutin.

Les débats au sein de l'Assemblée nationale constituante se sont structurés autour de la bipolarisation entre islamistes et sécularistes, bipolarisation qui a culminé en 2013, lors des assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, personnalités du Front populaire, par des islamistes radicaux vis-à-vis desquels le parti majoritaire Ennahdha était soupçonné de complaisance. Les questions économico-sociales, à l'origine des soulèvements, ont été laissées de côté. Cependant, durant cette période, les nombreux sit-in et coupures de routes, qui ont rendu visibles des problématiques locales ancrées dans la situation matérielle et conduisant à réinterroger l'histoire officielle et ses ombres, ont montré que tout ne se jouait pas dans le processus institutionnel et l'affrontement identitaire. Les taux de participation aux diverses élections, en déclin continu, l'ont confirmé. De même que des vagues de protestations successives, liées au refus d'une amnistie des hommes d'affaires et hauts fonctionnaires ayant trempé dans la corruption sous Ben Ali pour le mouvement *Manich msemah* (Je ne pardonne pas) depuis 2015 ; liées à la contestation du chômage comme à Kasserine début 2016, suite à la mort d'un jeune chômeur contestant, là encore, une liste d'embauches dans la fonction publique, ou comme au sit-in d'El Kamour à Tataouine, qui revendique depuis 2017 la création de postes d'emplois et une meilleure redistribution des bénéfices de l'extraction pétrolière ; liées à la contestation de l'augmentation des biens de première nécessité contenue dans la loi de finances 2018 avec la campagne *Fech nestanaou* ? (Qu'est-ce qu'on attend ?) ; liées à de multiples causes, locales ou nationales…

Ou en est la situation sociale au maroc ?

Première partie : un retour historique.

Le Royaume chérifien est apparu ces dernières années comme un espace de stabilité au Maghreb. Relativement épargné par le phénomène djihadiste et attirant d'énormes capitaux, l'état Marocain semble maîtriser la situation sociale comme rarement. Cette stabilité ne s'est pas construite en un jour et les racines de cette emprise de l'état sur le peuple remontent à la fin du protectorat et surtout aux années Hassan II. Une histoire qui n'est pas un long fleuve tranquille…

Nous ne reviendrons pas sur l'intégralité de la colonisation au Maroc. Celle ci fut conflictuelle a de nombreuses périodes, en témoigne les guerres de 1844 et de 1922, mais les colonisations Espagnole (dans le nord du pays et le Sahara occidental), et de la France, même si elle furent brutale et teintée de racisme comme toutes les périodes coloniales, furent moins ponctuées de massacres que chez les voisins algériens. En tout cas c'est ce que l'on a gardé dans l'imaginaire collectif. Car qui se souvient des boucheries de la « campagne du Maroc » de 1907 ? Qui sait ce qui se passa lors de la « pacification marocaine » de 1912 à 1934 ? Personne. Car la force de cette colonisation fut de conserver toutes les structures de la société traditionnelle marocaine, en premier lieu la monarchie qui s'est rendue complice des horreurs du colonialisme. L'histoire officielle marocaine est donc celle ci : le Maroc n'était pas colonisé, il était sous protectorat ; la toute puissance du roi a protégé son peuple des pillages coloniaux durant toutes ces années.

Les structures traditionnelles se sont très bien adaptées au colonialisme français, conservant encore aujourd'hui des lois votées par l'administration française. C'est le cas de la plupart des lois sur les mœurs (avortement, sexualité hors mariage, homosexualité…)[(1)].

En 1956, le protectorat est abandonné sous la pression populaire. Comme dans tous les pays arabes, depuis la fin de la guerre d'indépendance, le royaume est agité par des velléité d'indépendance. Le parti de l'Istiqal apparaît en 1934 et prend une importance particulière durant le conflit mondial. Nationaliste, il est divisé en plusieurs courant. A droite la famille El Fassi, à gauche Mehdi Ben Barka. Ce parti restructurera la pensée indépendantiste et marquera la politique Marocaine dans toutes ses composantes. L'istiqal continue encore d'exister mais s'est désormais positionné sur une ligne islamo conservatrice particulièrement rance. Ben Barka, fondera lui l'Union nationale des forces populaires, le grand parti de gauche tiers-mondiste des années 60. Entre temps en 1953 l'administration Française se lance dans une démarche périlleuse : elle manœuvre pour évincer du pouvoir, Sidi Mohammed Ben Youssef (pas encore appelé Mohammed 5), héritier légitime du trône, afin de mettre un pantin plus conciliant en place. Un mouvement qui aura une énorme conséquence, qui pèse encore aujourd'hui dans la vie politique marocaine : le peuple fait bloc autour du roi et ancre définitivement la monarchie dans le camps de l'indépendance.

Fort occupée avec les débuts de l'insurrection Algérienne, la défaite indochinoise et les révoltes populaires notamment dans le nord du Maroc, la France accorde l'indépendance et Mohammed 5 fait un retour triomphal dans le pays après 2 ans d'exil. C'est le début de l'écriture d'un grand roman national par la Monarchie. Cet événement, appelé « révolution du roi et du peuple » laissera place à des opérations de propagande déifiant le roi. Celui ci, seul responsable de l'indépendance, serait apparu aux yeux des marocains sur la lune le jour de l'indépendance (ce point est dans les livres d'histoire de tous les enfants marocains). Cette construction du mythe du libérateur aura son importance dans la mise en place du système extrêmement autoritaire marocain.

La position du roi est évidemment indépassable. Il est le commandeur des croyants, ce qui lui permet de gérer la politique religieuse du Maroc. Mais il détient seul les pouvoirs politiques. Il s'encombre d'un gouvernement mais c'est lui qui peut faire voter une loi à sa guise et remanier le gouvernement quand il le désire. On ne peut donc pas le classer (même si c'est ce qu'il essaie de faire croire) comme une monarchie constitutionnelle. Il y a bien un parlement, mais il ne fait qu'appliquer les ordonnances royales et les décisions structurelles du pays ne sont pas entre ses mains.

L'indépendance Marocaine, dans son caractère interclassiste n'a donc pas rebattu les cartes sur le terrain social. Et ce malgré un prolétariat très demandeur d'évolution politique et économique. Et c'est une situation délicate que doit gérer Hassan II lors de son arrivée au pouvoir en 1962.

Hassan II : un début de règne fragile

Hassan II laissa une marque indélébile : celui d'un grand allié de la France. Il n y a aucun doute sur le fait que l'image d'Hassan II en France est celle d'un monarque autoritaire mais somme toute cordial et intelligent. Ce fut surtout un boucher qui n'hésita jamais à massacrer son peuple. Mais les partenariats politiques et économiques menée par Hassan II avec l'hexagone ont fait oublié ces zones d'ombre. L'affaire Ben Barka est symptomatique. L'ennemi historique de la bourgeoisie marocaine est enlevé en 1965 à Paris par les services secrets marocains en lien avec leurs homologues Français. La rumeur, jamais démentie par le pouvoir marocain, dira que les tueurs ont présenté au monarque la tête décapitée de Ben Barka. Mais c'est non seulement un adversaire de la monarchie marocaine qui tombe mais un adversaire du colonialisme et de l'occident. Dès le début de son règne, Hassan II ancra le Maroc résolument dans le camps de l'anti-communisme et de l'OTAN. Et c'était un point important car Hassan II est en butte à de nombreuses contestations interne. Dès 1963, des purges sont

Manifestation lycéenne à Casablanca en 1965

1. *Yabiladi 13/09/2019 Aux origines coloniales des lois sur les mœurs.*

Appel à la grève générale du 21 juin 1981 à Casablanca

organisées contre le parti de Ben Barka et des syndicalistes trop remuant.

En 1965 les universités et les lycées sont en ébullition. Le mouvement est très fort à Casablanca et le 23 mars, une grand insurrection, où sont investis des militants de l'union des forces populaires, se déclenche. L'émeute est forte et Hassan II révèle sa vraie nature : il fait massacrer près de 1 000 personnes. Le général Oufkir, ministres de l'intérieur et homme de fer du régime, n'hésitera pas à prendre en main une mitrailleuse et tirer sur la foule depuis un hélicoptère. Imputant la révolte aux étudiants Hassan II déclarera « Permettez-moi de vous dire qu'il n'y a pas de danger aussi grave pour l'État que celui d'un prétendu intellectuel. Il aurait mieux valu que vous soyez tous illettrés. ».

Devenu paranoïaque, Hassan II a réellement appliqué ce programme, freinant l'enseignement de la langue et laissant délibérément le prolétariat à l'état illettrisme. En 1980, 60 % de la population ne savait pas lire et en 2014, 42 % de la population féminine ne savait pas lire (22 % chez les hommes).

Les horreurs oubliées des prisons marocaines

Sentant le pouvoir fragile, plusieurs généraux en mal de pouvoir ont organisé deux coups d'état : le complot de Skirat, en 1971 où l'éminence royale ne survécu qu'après s'être caché dans un penderie et le « complot des aviateurs » en 1972 ou le fameux Général Oufkir, chercha à faire abattre (sans succès) l'avion de Hassan II. Oufkir le paya de sa vie, vraisemblablement liquidé des mains même du souverain. Une pièce de plus dans la légende d'Hassan II qui sortira de ses deux épreuves auréolé d'un grand prestige. Mais suite à ces épisodes c'est surtout un durcissement du régime qui s'est abattu sur toutes les tentatives de subversion et notamment prolétarienne. En effet, la période internationale aidant, de nombreux groupes principalement marxistes léninistes mais aussi trotskystes émergent. Certains ont une branche armée qui multiplient les coups de poing. Ce sera le cas d'une tentative d'insurrection à Kenifrah dans l'est du pays en 1973. Les universités restent très animées par les luttes en cours pour plus de justice sociale. Ces mouvement restera vif jusqu'à la fin des années 70. Mais c'est surtout la vigueur de la répression qui restera dans les mémoires marocaines pour instaurer « les années de plomb ».

Dès les années 60 Hassan II instaure un régime de terreur. Les listes de procès donnent le tournis[2].

Plusieurs prisons clandestines, dont la plus célèbre est le bagne de Tazmamart. sont utilisées contre tous les opposants. Ces prisons secrètes, hors de tout cadre judiciaire, ont « accueilli » des personnes arrêtées dont les familles n'ont jamais entendu parler. En tout, sur la période 1962-1989, 792 personnes ont disparu et n'ont plus jamais donné signe de vie. D'autres sont sorties après plusieurs années de prison (et parfois plusieurs dizaines). Ces prisons secrètes ont joué un rôle de catalyseurs de la terreur. Ces phénomènes de disparition ont fait vivre des personnes -dont les plus célèbres sont Abraham Serfaty, Driss Benzekri, Ahmed Marzouki…- dans l'effroi pendant des années, laissant l'arbitraire du pouvoir terroriser la population. Ces années passées dans les geôles ont écrasé un mouvement fort et puissant dans les classes populaires, laissant les mains libres au pouvoir marocain de s'enrichir et de faire prospérer une immense manne financière sur le dos de sa population...

Un pouvoir toujours plus fort et… toujours plus riche

L'acte final de la résistance des années 70 aura lieu au début de l'été 1981. La situation économique désastreuse pour les prolétaires du pays entraîne une série de grève à l'appel de l'*Union Marocaine du Travail* et de la *Confédération Démocratique du Travail*. Ces grèves touchent particulièrement le nord du pays, notamment les grandes villes de Nador Oujda et Berkane. Ces manifestations dégénèrent en émeutes et la contagion touche Casablanca. Les 20 et 21 juin, un mot d'ordre de grève générale est promulgué par les syndicats et des émeutes de la faim éclatent dans les quartiers populaires de la capitale économique. L'armée intervient avec la douceur qu'on lui connaît. Le bilan, non encore établi, se situe entre 150 et 800 morts. Tous du même camp.

Ces émeutes et ces écrasements auront encore lieu à Casablanca en 1984 [3] et à Fès en 1990 [4]. Là encore le sang macule les rues. Mais le « makhzen » [5] n'en a cure. Car le royaume a affermi son pouvoir, et pas seulement par la force. En 1975, l'Espagne abandonne le Sahara occidental, las de devoir gérer un territoire disposant de peu de ressources, hormis le phosphate et disputé par les états marocains et mauritaniens. Qui plus est depuis 1973, les espagnols ferraillent avec une organisation de guérilla indépendantiste sahraouie, le front Polisario. Hassan II réussi un coup de force en 1975 en annexant cette gigantesque province du sud lors de la Marche verte. 350 000 personnes dont une majorité de paysans sont contraints par le pouvoir en place de marcher de Tanger jusqu'au Sahara (quelques milliers de kilomètres tout de même). Les civils, encadrés par 20 000 militaires, sont équipés de drapeaux marocains et de corans. La construction du roman national fait mouche et réussit à lancer une politique d'unité nationale autour du roi, capable de mener à bien le projet d'un « grand Maroc ». La question du Sahara occidental et de son autodétermination reste encore épineuse et la contestation de cette politique coloniale, une ligne rouge à ne pas franchir. Dans le même temps, Hassan II se lança dans une grande politique d'arabisation, forçant les régions berbères à l'enseignement de l'arabe. Cette pratique désastreuse et purement idéologique eut pour conséquence une marginalisation de la culture berbère ainsi qu'un renforcement de l'analphabétisme.

En parallèle durant toutes les années le roi et sa cour ont constitué ce qui reste le modèle économique structurant du Maroc : l'élaboration d'une énorme rente au profit de la classe dominante. Les investissements privés du roi, de plus en plus importants au fil des années 80 et 90 donnent un pouvoir sans précédent aux élites économiques, politiques et religieuses, qui n'en forment qu'une seule. Dès 1966, le roi créa la Société Nationale d'Investissement, société écran ou des fonds d'investissement directement en lien avec l'état sont amenés à gérer les grands travaux marocains. Investissant des parts dans cette société privée, la royauté s'est grassement enrichie sur le dos des travailleurs marocains. Ainsi, pour financer l'immense projet de Mosquée à son nom à Casablanca, il lança une grande « souscription » auprès de son peuple. Souscription qui s'est concrétisée par une ligne de plus dans la fiche d'impôts. Souvenir cruel pour les classes populaires marocaines qui ont souvent dû vendre des biens pour pouvoir payer ce caprice royal. L'ouvrage à coûté la bagatelle de 3,8 milliards de dirhams, dont une bonne partie ont été dans les poches de… Bouygues, principal investisseur du projet. A titre de comparaison, le salaire minimum au Maroc dans les années 90 était de 1000 dirham par mois.

2. *Les procès politiques du temps de Hassan II, Tel Quel, Le 03 juillet 2014.*

3. *Les émeutes de 1984, quand Hassan II qualifiait les manifestants de «Awbach», Yabiladi, 19 janvier 2019*

4. *14 décembre 1990 : Une grève générale réprimée dans le sang à Fès et l'ascension politique de Chabat, Yabiladi, 14 décembre 2016*

5. *Un mot signifiant peu ou prou le régime, mais qui laisse planer un flou concernant la personne du roi*

Mais le résultat fût à la hauteur des espoirs de la royauté : pouvant accueillir 100 000 fidèles, c'est la plus grande mosquée d'Afrique et ce chef d'œuvre architectural laissera le nom de Hassan II rayonner pour encore un moment sur le poumon économique marocain.

Quand en 1999, Hassan II s'est éteint de sa belle mort, nombreux étaient les observateurs à imaginer que le fils du souverain allait moderniser le pays... Un surnom circulait : « le roi des pauvres »... Nous verrons dans les prochains numéros à quel point ces espoirs ont été vite douchés.

A lire ou à voir sur les années de plomb Marocaines

-Tazmamart cellule 10, Ahmed Marzouki, description de 20 ans de réclusion dans les conditions immondes de la prison secrète de Tazmamart.

-On achève bien les rats, Bande dessinée de Abdelaziz Mouride décrivant les tortures systématiques auxquelles étaient soumis les prisonniers politiques

Ben Barka, l'obsession, documentaire de Joseph Tual, sur les prisons secrètes d'Hassan II ou aurait été tué Ben Barka

Maroc, Nos lieux interdits, film de Leila Kilani, sur la commission équité et réconciliation, cherchant à faire le bilan des années de plomb

Notre ami le roi, de Gilles Perrault, sur les rapports de la France avec le boucher Hassan II

Sénégal

Le peuple sénégalais ne veut plus du pouvoir néocolonial de Macky Sall soutenu par la France

A la tête de l'Etat sénégalais depuis 2012, Macky Sall pour la première fois a vu se lever contre son pouvoir une vague populaire qu'il n'a pas vu venir. Présenté comme un pays stable épargné par la menace jihadiste, le Sénégal apparaît désormais comme un nouveau « maillon faible » au sein d'un ensemble régional où les institutions étatiques liées à l'impérialisme occidental sont ouvertement en crise de manière durable (Mali, Burkina, Niger, Côte d'Ivoire...). Mais ce mouvement de rejet profond du régime fondé sur des aspirations à la justice sociale, voire à une rupture avec le néocolonialisme français, s'inscrit aussi dans le cadre d'un jeu institutionnel entre un pouvoir en place affaibli et une opposition à l'offensive qui aspire au pouvoir.

Un président qui prétendait « réduire l'opposition à sa plus simple expression »

En 2012, Abdoulaye Wade avait essayé de refaire un troisième mandat et de mettre en place une vice-présidence qui lui aurait permis de céder le pouvoir à son fils Karim. Macky Sall avait gagné les élections grâce à une mobilisation populaire, notamment lors du 23 mai 2011 qui l'avait contraint à reculer sur son projet de changement de la Constitution. En 2015, Karim Wade avait été condamné et donc écarté du jeu politique. En 2018, celui qui apparaissait comme un potentiel rival, Khalifa Sall, le maire de Dakar était condamné à cinq ans de prison pour détournement. Quelque temps avant l'échéance présidentielle, Macky Sall pouvait alors déclarer qu'il allait « réduire l'opposition à sa plus simple expression ». En 2019, il avait pu alors se faire réélire dès le premier tour face à deux challengers ayant eu des scores significatifs : Idrissa Seck (22%) et Ousmane Sonko (15%). Alors que le premier a fini par rentrer dans le rang à la fin de l'année 2020, en acceptant un poste de président du Conseil économique et social et environnemental (CESE), Sonko incarne désormais la figure d'une opposition résolue au système de pouvoir mis en place par Macky Sall (cf encart). Juste après sa réélection, ce dernier a fait supprimer le poste de premier ministre tandis qu'il a laissé ses partisans s'exprimer de plus en plus ouvertement sur l'éventualité d'un 3e mandat.

D'une affaire judiciaire à une affaire politique.

Le 3 février, on a appris que Sonko était accusé de viol et de menaces de mort par Adji Sarr, une femme de 20 ans qui travaillait dans un salon de massage (appelé Sweet Beauté). Sonko s'est défendu en disant qu'il s'agissait d' « un complot politique » (cf. encart). Les partisans de Sonko ont commencé à se mobiliser lorsque les gendarmes ont voulu le convoquer pour l'interroger. Des affrontements de rue ont eu lieu dans les alentours de son lieu de résidence. Déjà, un magasin Auchan dans les environs a été la cible des manifestants.

L'affaire Sweet Beauté et les beaux jours du sexisme au Sénégal

Ousmane Sonko est accusé de viols répétés avec menaces de mort par Adji Sarr. Ce qu'il nie mais en revanche il reconnaît avoir fréquenté ce salon et avoir eu affaire à cette dernière. Sans entrer dans les détails de l'affaire qui n'est toujours pas jugée (et qui ne le sera peut-être jamais !) deux lectures contraires sont faites selon qu'on soit de l'opposition ou au pouvoir. Pour le pouvoir, c'est une affaire privée entre deux citoyens et qui n'a rien à voir avec la politique. Pour l'opposition (et une bonne partie de l'opinion sénégalaise) après s'être débarrassé de Karim Wade et de Khalifa Sall, il s'agit pour la troisième fois de se débarrasser d'un concurrent de poids pour la prochaine échéance présidentielle… Cela dit, au delà d'une réaction d'incrédulité par rapport à ce qui apparaît comme une manipulation politique -diverses péripéties vont dans ce sens : comme le fait qu'un premier juge ait demandé à être dessaisi du dossier ou que l'officier de gendarmerie qui a reçu la plainte a choisi de démissionner de la gendarmerie ayant été accusé d'avoir fait fuiter le procès-verbal d'audition …), l'affaire nous rappelle qu'au Sénégal, comme ailleurs, le sexisme a encore de beaux jours devant lui. On le voit au sein de différents titres de la presse qui ont pris le parti de Sonko. Ainsi par exemple Walf Fadjri la désigne ainsi comme 'la « violée » sous le voile' … (avec des guillemets pour mieux décrédibiliser sa parole). Des éditorialistes en ont profité aussi pour indexer le changement législatif récent qui a criminalisé le viol au Sénégal, en disant que désormais tous les hommes allaient être exposés à des dénonciations similaires (la palme du sexisme revenant à un édito du Témoin qui n'hésite pas à dire que « nous les hommes sommes tous en sursis » !). Par ailleurs, ces salons de massage attirent le client en jouant délibérément sur le côté sexy des jeunes femmes qui y travaillent et donc on peut quand même se demander pourquoi comme il l'a déclaré, Sonko fréquentait un tel établissement pour y soigner un mal de dos… plutôt que d'aller chez un kiné. Quelle que soit l'issue de cette affaire, les féministes qui luttent contre les violences faites aux femmes au Sénégal risquent d'être les victimes collatérales de cette affaire Sonko-Adji Sarr. L'instrumentalisation politicienne qui s'est produite fera que le déni de ces violences n'en sera que plus facile dans les années à venir…

Sonko et le PASTEF : un nationalisme économique et un conservatisme moral

Ousmane Sonko est un ancien inspecteur des impôts et à ce titre a fondé et dirigé le premier syndicat de cette profession. Il s'est fait connaître en publiant en 2017, un ouvrage intitulé « Pétrole et gaz au Sénégal chronique d'une spoliation ». Il y dénonçait notamment le rôle d'Aliou Sall le frère du président et d'un homme d'affaires sulfureux Frank Timis. C'est ce qui lui a valu d'être chassé de la fonction publique et cela à coïncidé au lancement de sa carrière politique puisque, la même année, il a créé un parti, le PASTEF (Patriotes du Sénégal pour l'éthique et la fraternité) et a été élu député. En 2019, il s'est présenté à l'élection présidentielle et a obtenu la 3e place avec plus de 15% des voix. Il a fait campagne sur un programme dont les axes majeurs étaient la dénonciation de la corruption du régime et dans un moindre mesure, la sortie de l'orbite française dont le Sénégal constitue une sorte de vitrine (en demandant notamment la sortie du CFA au profit d'une monnaie nationale et d'une monnaie commune au sein de l'Afrique de l'Ouest). Son programme fait référence à la « bourgeoisie nationale » orientée vers un développement autonome qui s'opposerait ainsi à la « bourgeoisie compradore » dont la richesse est fondée sur l'import-export. C'est ce qui explique le soutien accordé à Sonko par ce qui reste de la gauche anti-impérialiste avec le FRAPP ou Yonnu Askan Wi (petite formation qui regroupe des militants revendiquant toujours une idéologie révolutionnaire anti-impérialiste et anti-capitaliste) ou encore par des mouvements citoyens comme Y'en a Marre.

Mais cela ne doit pas faire oublier un autre aspect du personnage qui est son « identitarisme » et son conservatisme moral : Ousmane Sonko affiche volontiers sa religiosité et son appartenance au mouridisme (l'une des deux grandes confréries religieuses du Sénégal) et son programme de 2019 parlait de « réarmement moral » de la jeunesse et d' « extension de l'enseignement religieux au secondaire ». Cela correspond sans doute à ses valeurs mais plus encore à un calcul politique car le soutien des milieux maraboutiques est perçu comme crucial dans un pays où le poids du religieux dans l'espace public s'est renforcé au fil des décennies. Ainsi durant la crise, les acteurs religieux se sont posés en médiateurs et non en soutiens du pouvoir comme cela avait été le cas lors des crises historiques de 1968 et dans une moindre mesure, celle de 1988.

Ayant argué de son immunité parlementaire pour refuser de se rendre à la convocation à la gendarmerie, dans les jours suivants a été mise en place une commission ad hoc pour la levée de cette immunité parlementaire. Elle a été levée le 26 février, sans surprise, vu que la coalition présidentielle est largement majoritaire à l'assemblée. Dans la même logique, quelques jours avant des militants du PASTEF et d'autres figures de la contestation anti-régime comme Guy Marius Sagna du Front pour la révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (FRAPP) ont été arrêtés sous des prétextes tels que « menaces de troubles à l'ordre public ». Conçues pour museler la contestation, ces arrestations préventives n'ont fait qu'attiser la tension et délégitimer davantage le pouvoir. Le 1er mars à la suite de l'arrestation au cours d'une manifestation de Dame Mbodj secrétaire général d'un des syndicats de l'enseignement (CUSEMS-Authentique), la plupart des syndicats de l'enseignement ont appelé à une journée de grève.

Une crise socio-politique d'une ampleur inédite

Mais c'est mercredi 3 mars que la crise a vraiment commencé, lorsque Sonko devait se rendre chez le juge d'instruction où il était convoqué. Peu après le départ de son domicile, alors que ses partisans commençaient à se rassembler sur le parcours menant au centre ville, son véhicule à été bloqué par les forces de l'ordre. On lui a demandé de changer d'itinéraire en prenant la route de la corniche. Devant son refus, il a été embarqué dans un véhicule du GIGN. On apprendra plus tard qu'il a été inculpé pour « troubles à l'ordre public » et « participation à une manifestation interdite ». Les manifestations spontanées voire les émeutes ont commencé dès ce jour là (à Dakar, mais aussi à Saint Louis et Ziguinchor) mais c'est surtout le lendemain qu'elles se sont étendues à la banlieue et à d'autres localités notamment en Casamance. La journée du vendredi a été l'occasion d'une grande manifestation à la Place de la Nation à l'appel de Y'en a marre et d'autres organisations. En outre, cette journée du 5 mars a été celle d'une généralisation de la crise à tout le pays. Les cortèges se sont formés presque dans toutes les régions et dans beaucoup de villes du pays. Souvent aussi la protestation a pris la forme d' émeutes où des jeunes s'en sont particulièrement pris aux magasins Auchan, aux stations Total ou encore aux péages d'autoroute d'Eiffage, symbolisant la présence du néocolonialisme français ainsi qu'aux édifices incarnant un pouvoir autoritaire et corrompu (mairies, commissariats, palais de justice...). Au soir du 5 mars, l'intervention du ministre de l'intérieur Antoine Diome, qui a parlé de d'« actes de terrorisme » et de « grand banditisme » pour qualifier ce qui s'était passé depuis le mercredi n'a fait que jeter de l'huile sur le feu... Durant tout le week end, le pouvoir de Macky Sall a été complètement débordé : des personnalités ont vu leurs résidences attaquées et d'autres ont fui pour se planquer dans leurs villas sur la Petite Côte à l'extérieur de Dakar. L'organe d'Etat, le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) a coupé de manière arbitraire le signal de deux télévisions privées Sen TV et Walf TV accusées d'inciter à la violence en diffusant des « directs » sur les événements et en invitant des porte-paroles de l'opposition et de la société civile sur leurs plateaux. En réaction, on a vu des assauts menés contre les véhicules ou les locaux de media accusés d'être proches du régime comme la Télé Futurs Media (TFM) le groupe de presse détenu par Youssou Ndour. Le dimanche la décision a été prise de fermer les écoles pour une semaine. Au cours de ce week-end, s'est constitué le Mouvement de défense de la démocratie (M2D) : un front élargi de l'opposition à la société civile ayant appelé à trois journées supplémentaires de manifestations les lundi, mardi et mercredi.

L'armée à Dakar

Un retour au calme...

Le lundi 8 mars, cependant, la tension a baissé d'un cran lorsqu'on a appris la libération sous contrôle judiciaire dans la matinée de Sonko à l'issue de sa garde à vue et de la présentation à un juge. Puis, Macky Sall s'est exprimé en soirée et a tenu un discours d'« apaisement » en annonçant d'un côté la levée du couvre-feu et la fin de l'état d'urgence sanitaire et de l'autre l'indemnisation des blessés et des familles des décédés au cours des événements ainsi que la mise en place d'un programme pour favoriser l'emploi des jeunes, à hauteur de 350 milliards de francs CFA.

Ousmane Sonko s'est exprimé aussi le même soir et a cherché à jouer sur les deux tableaux, celui de la pression de la rue et celui du pouvoir institutionnel qu'il entend conquérir dans les mois ou dans les années à venir.

Pour ce qui est du premier tableau, il a insisté sur plusieurs points notamment une enquête pour situer les responsabilités par rapport aux victimes et la libération de tous les détenus. Mais également, il s'est situé sur le terrain de la politique institutionnelle en réclamant la tenue d'élections municipales et législatives dans les plus brefs délais et un engagement public de Macky Sall à ne pas faire de troisième mandat. Il a appelé à maintenir la pression pour faire partir Macky Sall au plus tard en 2024 à la fin

de son second mandat.

Le bilan des blessés a été établi par la Croix Rouge Sénégalaise à environ 600 tandis que, pour les décès, le bilan final est de 14, tous des jeunes tués par balles pour la plupart. On a pu voir plusieurs vidéos où des policiers font usage de leurs armes contre des manifestants. Les journalistes présents sur les lieux ont parfois été blessés par des tirs de projectiles. Le pouvoir a aussi utilisé des « nervis » pour épauler la répression des forces de l'ordre en frappant les manifestants avec des gourdins.

... mais qui semble bien provisoire...

En fait, c'est l'intervention des leaders confériques qui a pesé de tout son poids dans l'infléchissement observé à partir du 8 mars. Il semble que la libération (provisoire) de Sonko a été obtenue en échange d'une suspension des manifestations. Et en effet, les manifs qui devaient être organisées la semaine suivante n'ont pas eu lieu. Le mouvement semble suspendu, provisoirement du moins. Car des questions restent en suspens. D'abord la libération des détenus politiques qui ont été arrêtés au cours de cette crise. Certains comme Guy Marius Sagna ont commencé une grève de la faim puis l'ont suspendu, puis annoncé la reprendre. Ses conditions de détention (il a été placé nu dans une cellule) ont aussi été dénoncées. Ensuite, il y a la question des victimes qui ne demandent pas qu'à être indemnisées mais aussi que la justice puisse juger les responsables de ces décès et de ces blessures. Il y a également le feuilleton de l'affaire Sonko-Adji Sarr qui continue avec la publication d'entretiens de la plaignante qui ont suscité une nouvelle polarisation dans la bataille d'opinion a lieu entre les différents soutiens à l'un et à l'autre.

Et puis, il y a des enjeux de plus long terme plus spécifiquement politiques.

Il s'agit d'abord de l'enjeu des présidentielles de 2024. Sonko qui faisait figure de challenger jusqu'au mois de février 2021

Manifestation à Dakar

est désigné désormais par ses partisans comme le « président » Sonko. Tout en rejetant l'idée d'un usage de la force pour éviter une situation de coup d'Etat comme au Mali, il s'est mis dans la position d'un futur chef d'Etat en proposant une sorte de « paix des braves » aux rebelles du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) la région d'où est originaire Sonko et qui est son « fief » politique.

Ensuite, c'est la question de la dépendance extérieure du Sénégal sur le plan économique et monétaire, notamment par rapport à la France (cf. encart). Sonko incarne une volonté de rupture avec l'impérialisme français. Mais la question demeure de savoir jusqu'où cette volonté peut aller et se concrétiser.

Quoiqu'il en soit, l'« apaisement » auquel on a assisté depuis le 8 mars, n'est sans doute que provisoire. Il serait étonnant que la jeunesse du Sénégal qui est sortie massivement dans la rue pour crier son rejet du régime au prix de nombreux morts et blessés se contente de quelques promesses budgétaires et de compromis politiciens entre le pouvoir et l'opposition.

Dakar le 24 mars 2021

PS : Alors que Guy Marius Sagna vient d'être libéré avec deux autres détenus politiques Cledor Sène et Assane Diouf, de nouveaux affrontements ont eu lieu à l'Université pour obtenir la libération de deux étudiants incarcérés à la suite des événements du 3 au 8 mars derniers....

Manifestation à Dakar

Encart : la présence française : un enjeu sous-jacent de la crise politique au Sénégal

On a entendu souvent parler de la « Chinafrique » et des autres pays émergents qui auraient tendance à évincer la France sur le plan économique. Or en 2019, avec un volume des échanges en hausse de 30% par rapport à l'année précédent, la France au Sénégal se situait au 1er rang avec 19,8% des importations loin devant la Chine avec seulement 11,1% (https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/relations-bilaterales).

La présidence de Macky Sall n'est pas pour rien dans ce retour de la présence économique française au Sénégal. Ce sont notamment des chantiers comme le TER (train express régional) qui ont été négociés alors que ce dernier qui devait être en service depuis 2019, ne fonctionne toujours pas. Dans le même registre, en 2017, un permis d'exploitation a été accordé à Total ce qui a occasionné la démission du ministre de l'Energie Thierno Alassane Sall qui avait déclaré alors que « le Président de la République dit qu'il préfère Total parce qu'il lui donne de temps en temps des sucettes ».

C'est ce qui explique sans doute que les émeutes ont plus particulièrement visé les intérêts économiques français notamment dans le cas d'Auchan quand ses supermarchés entraient en concurrence directe avec le commerce local du fait de la stratégie commerciale « agressive » de ce groupe qui, en deux ans à peine, s'est massivement implanté dans la capitale y compris dans la banlieue. Par ailleurs, par rapport à la question d'un « sentiment anti-français », il faut dire qu'en tant que personnes, ou même à travers leurs biens personnels les Français n'ont pas été menacés durant ces journées d'émeutes.

Il importe de le rappeler car, ces dernières années, le régime de Macky Sall a pu bénéficier de l'appui inconditionnel de la France au nom de la « stabilité régionale », notamment avec un ambassadeur français à Dakar qui excelle dans le cirage de pompes...(« Sans flagornerie, nous avons la chance d'avoir deux Présidents (Ndlr : Macky Sall et Emmanuel Macron), à la hauteur des immenses défis auxquels nous sommes confrontés » Le Soleil du 27 avril 2020). Enfin durant la crise, des propos venus de personnalités françaises qui fleurent bon le colonialisme de papa (Zemmour a affirmé que : Macron avait failli envoyer la marine française et qu'il avait conseillé à Macky Sall de faire libérer Sonko) ou le néocolonialisme plus sophistiqué (l'avocat affairiste « porteur de mallettes » Bourgi a déclaré que « Sonko est intelligent, a du charisme et jouera un rôle majeur dans le pays » tandis que Rufin l'écrivain ancien ambassadeur de la France au Sénégal a déclaré qu'« il sera difficile de faire disparaître Sonko ») nous ont rappelé que la relation entre la France et ses anciennes colonies africaines demeurait encore et toujours dans une logique françafricaine. Par ailleurs, selon l'enquête menée par Street-Press, les instruments de la répression (grenades lacrymogènes, lanceurs, balles en caoutchouc et blindés) sont pour la plupart « made in France ». Au moins un secteur où le déclin de l'industrie française ne se fait pas sentir...